



Assemblée générale

Soixante-neuvième session

6^e séance plénière

Mercredi 24 septembre 2014, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Kutesa. (Ouganda)

La séance est ouverte à 9 h 5.

Point 108 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/69/1)

Le Président (*parle en anglais*) : Conformément à la décision prise à sa 2^e séance plénière, le 19 septembre 2014, l'Assemblée générale entendra une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation, au titre du point 108 de l'ordre du jour. Je donne la parole au Secrétaire général.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi de vous accueillir dans la salle de l'Assemblée générale après sa rénovation. Cette grande et belle salle, où les peuples du monde sont chez eux, a été restaurée, rénovée et transformée pour le XXI^e siècle. Merci à tous : c'est grâce à vous qu'elle a fait peau neuve. L'exécution du plan-cadre d'équipement ne fut pas chose aisée. Mais les États Membres ont fait de ce projet le leur. Ils ont consenti l'investissement nécessaire. Les résultats sont là : un espace à la pointe du progrès dans lequel nous allons travailler ensemble pour promouvoir le progrès dans le monde.

Nous voulions organiser une cérémonie d'inauguration, mais par souci de temps et d'économie,

nous avons finalement décidé d'organiser une cérémonie d'inauguration virtuelle. Au nom de tous les peuples et de toutes les nations, je suis fier de déclarer officiellement rouverte la salle de l'Assemblée générale. Les États Membres ont économisé beaucoup d'argent grâce à cette cérémonie d'inauguration virtuelle, et je les remercie très sincèrement de leur compréhension.

Chaque année à pareille époque, l'espoir emplit la salle où nous nous trouvons : l'espoir que représente la Charte des Nations Unies, l'espoir des dirigeants qui prennent la parole à cette tribune, l'espoir des peuples du monde qui entendent leurs promesses. Cette année, l'espoir est peu visible à l'horizon. Des actes indescriptibles ont été commis, des innocents sont morts. Le spectre de la guerre froide est revenu nous hanter. Le printemps arabe a en grande partie été emporté par un vent de violence.

Jamais, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, n'y avait-il eu tant de réfugiés, de déplacés et de demandeurs d'asile. Jamais auparavant l'ONU n'avait-elle été mise à contribution pour aider tant de gens en leur apportant des secours alimentaires d'urgence et d'autres articles de première nécessité. La diplomatie est sur la défensive, mise à mal par ceux qui croient en la violence. La diversité est attaquée par les extrémistes qui proclament que la seule bonne voie est

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506. Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

14-54712(F)



Document adapté

Merci de recycler



la leur. Saboté par ceux à qui profitent des conflits sans fin, le désarmement semble un rêve distant.

Les crises se suivent et les maladies se propagent; il peut sembler que le monde se disloque. Mais faire preuve de leadership, c'est précisément trouver des graines d'espoir et les soigner pour faire pousser quelque chose de plus grand. C'est ce que nous avons le devoir de faire. C'est ce que je demande aujourd'hui aux membres de faire. Du point de vue des principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, cette année fut terrible. Des barils d'explosifs aux décapitations, des civils délibérément affamés aux attaques dirigées contre des hôpitaux, des sites protégés des Nations Unies et des convois humanitaires, les droits de l'homme et l'état de droit sont assaillis de toutes parts.

(l'orateur poursuit en français)

Après la dernière tragédie de Gaza, le clivage entre Palestiniens et Israéliens semble plus profond que jamais. Si nous ne sauvons pas la solution des deux États, ce sont des hostilités permanentes qui nous attendent. La situation en Ukraine et dans les environs demeure instable. Au Soudan du Sud, la lutte pour le pouvoir politique a fait des milliers de morts et exposé des millions de personnes au risque de famine. La République centrafricaine est fracturée et traumatisée. Le Mali et le Sahel continuent d'être aux prises avec l'insurrection, le terrorisme, le trafic de drogues et la criminalité organisée. En Somalie, une coalition d'États africains affronte le groupe terroriste des Chabab. Au Nigéria, Boko Haram poursuit de plus belle sa campagne sanguinaire, dont les conséquences sont terribles pour les femmes et les filles.

(l'orateur reprend en anglais)

En Iraq et en Syrie, la barbarie atteint chaque jour de nouveaux sommets, et les pays de la région en subissent les conséquences par contagion. Comme l'ont dit des dirigeants musulmans du monde entier, les organisations terroristes qui font des ravages dans la région n'ont rien à voir avec l'islam. La menace que des groupes extrémistes font peser sur la paix et la sécurité internationales est évidente et exige une réaction multiforme de la communauté internationale. Nous devons agir avec détermination pour faire cesser les atrocités criminelles et parler ouvertement des origines de la menace. Les habitants de la région marchent sur des morceaux de verre à cause d'une mauvaise gouvernance et de décisions contraires au droit international et aux droits de l'homme.

Partout dans le monde, la fragilité des États et des institutions n'a jamais été aussi apparente. Certains ont été vidés de leur substance par la corruption; d'autres appliquent des politiques d'exclusion qui conduisent les victimes à la colère, au désespoir et à la violence. Les États doivent s'acquitter de leur responsabilité de gouverner, et de gouverner pour tous les citoyens.

Même là où la guerre ne fait pas rage, la violence détruit des vies. Partout dans le monde, des hommes martyrisent des femmes, que ce soit sur les champs de bataille ou dans les rues, dans la sphère publique ou dans la famille. Les migrants bravent de plus en plus de dangers sur leur route, et trouvent des portes closes à l'arrivée. Dans bien des pays considérés comme des modèles d'intégration, les politiques tendant à créer des clivages gagnent du terrain. On voit toujours très bien les préjugés des autres, mais moins bien ceux que l'on a soi-même. Ce qui rapproche les gens – communications instantanées, libre-échange et voyages aisés – est aussi exploité par des forces qui les divisent. Le signal « attachez vos ceintures » est allumé pour notre monde. Des turbulences mettent chaque jour à l'épreuve le système multilatéral, les institutions nationales et les populations.

Les droits de l'homme sont un de nos principaux moyens de riposte. L'initiative « Les droits avant tout » a pour objet de placer ces droits au cœur de nos raisonnements et de notre action sur le terrain. Cette perspective nouvelle s'est déjà traduite, concrètement, par la protection de près de 100 000 personnes dans des bases des Nations Unies réparties sur tout le territoire du Soudan du Sud. La communauté internationale doit également être sensibilisée à l'utilité des droits de l'homme en tant que mécanisme d'alerte rapide. J'exhorte les États Membres à s'acquitter de leurs responsabilités vis-à-vis de leurs populations. Les États doivent aussi être prêts à parler de leurs propres points faibles. Souvenons-nous que la Déclaration universelle des droits de l'homme ne fait pas qu'énoncer une série de libertés; elle dit aussi que si ces libertés ne sont pas protégées, les gens ne resteront pas les bras croisés. Nous devons anticiper les problèmes et trouver un consensus politique avant qu'il ne soit trop tard.

Pour que nous soyons mieux à même de relever les défis qui se présentent, j'ai demandé une étude des opérations de maintien de la paix des Nations Unies et nommerai dans les semaines qui viennent les membres d'un groupe d'étude de haut niveau. La cohésion du Conseil de sécurité est cruciale. Quand le Conseil est

uni dans l'action, les résultats parlent d'eux-mêmes : élimination du programme d'armes nucléaires de la Syrie; accord sur une opération de maintien de la paix en République centrafricaine; appui rapide à l'application de l'accord-cadre pour la région des Grands Lacs. Quand il ne l'est pas, comme dans le cas de la Syrie, de grandes souffrances en résultent et sa crédibilité est entamée, de même que celle de l'Organisation. L'Assemblée générale doit s'acquitter de ses responsabilités et jouer le rôle qui lui revient.

(l'orateur poursuit en français)

Les problèmes et les possibilités de demain ne doivent pas être masqués par la fumée que dégagent les incendies d'aujourd'hui. Les raisons d'espérer sont peut-être difficiles à discerner, mais elles existent. Dans les hôpitaux, dans les écoles et ailleurs, loin des projecteurs, le développement avance à grands pas. La pauvreté, la mortalité de l'enfant et la mortalité maternelle ont diminué de moitié. Il reste du chemin à faire, mais ces avancées, et bien d'autres, montrent l'effet puissant qu'ont eu les objectifs du Millénaire pour le développement et ce que nous pouvons faire lorsque nous unissons nos forces.

Aujourd'hui, le programme d'action des 15 prochaines années fait l'objet d'un dialogue mondial passionnant. Ce mois-ci, les petits États insulaires en développement ont pris part au débat avec l'adoption des Orientations de Samoa, vaste plan d'action visant à traiter les problèmes qui les touchent tout particulièrement. Il y a deux jours, dans cette salle, les peuples autochtones du monde ont quant à eux demandé que leur marginalisation cesse (voir A/69/PV.4). Avant-hier également, les dirigeants politiques du monde ont réaffirmé qu'il importe de continuer à donner effet au consensus historique atteint à la Conférence internationale du Caire sur la population et le développement.

Ce dialogue sur l'avenir que nous voulons est une des initiatives les plus ouvertes que l'ONU ait jamais menées. Plus de 5 millions de personnes ont participé à l'enquête mondiale « My World ». J'espère que des millions d'autres se connecteront en ligne pour donner leur avis. Ce qui prend forme grâce à ce dialogue est un projet remarquable : un programme universel, applicable à tous les pays, témoignant de la volonté non pas de réduire, mais d'éliminer la misère et la faim et de permettre à tous les pays et à tous les groupes sociaux de s'engager sur la voie d'un développement réellement durable.

Le Groupe de travail ouvert de l'Assemblée générale vient de nous soumettre un projet d'objectifs de développement durable devant nous permettre d'accomplir ce qui ne l'a pas été dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement, d'atténuer les inégalités, de protéger la planète et de bâtir l'avenir que nous voulons. À la fin de l'année, comme les membres me l'ont demandé, je présenterai un rapport de synthèse qui ouvrira la voie aux négociations des États Membres.

(l'orateur reprend en anglais)

Ce que nous recherchons, c'est une transformation. La première chose à faire, pour moi, est d'ouvrir les portes et de briser les plafonds qui constituent des entraves pour les femmes et les filles. De nombreux stéréotypes restent bien ancrés. Partout où il y a de graves problèmes – pauvreté, catastrophes, maladies, analphabétisme – les femmes et les filles sont les plus touchées. Nous ne pourrions tirer parti à 100 % du potentiel de l'humanité si nous excluons 50 % de la population mondiale.

L'action climatique se trouve au cœur de tous nos espoirs. Il y a trois jours, dans les rues de notre ville hôte, j'ai manifesté avec des centaines de milliers de personnes pour réclamer un avenir plus propre et plus vert. Ces gens ont fait passer un message très fort : ils sont impatients, mais ils pensent qu'il est possible de faire changer les choses. Le Sommet sur le climat qui s'est tenu hier est un événement historique. Nous avons vu converger pays, monde de la finance, capitaines d'entreprises et citoyens. Des coalitions multipartites ont adopté des mesures sans précédent pour réduire les émissions, renforcer la résilience, et financer la transformation économique et sociale de nos pays. Nous devons exploiter cette dynamique pour parvenir à un accord sérieux et universel à Lima en décembre et à Paris l'année prochaine. Comme le disait une pancarte à la manifestation d'hier, nous avons le devoir de « faire ce qui doit être fait ».

La mobilisation de fonds est cruciale pour la crédibilité de l'action climatique, ainsi que du programme pour l'après-2015. Le moment est venu de réaligner les richesses et les besoins à l'échelle mondiale. Toutes les ressources, publiques et privées, nationales et internationales, doivent être mises à profit. Lorsque les budgets sont réduits comme peau de chagrin, les gens souffrent. Lorsque les ressources servent à mettre au point des armes de plus en plus sophistiquées plutôt qu'à mettre en valeur le potentiel humain, c'est notre sécurité à tous qui en pâtit. Faire preuve de leadership, c'est aussi arrêter les bonnes priorités, choisir les bonnes politiques,

et investir dans les êtres humains. Les 15 prochains mois seront déterminants pour la prospérité et la stabilité mondiales. J'exhorte les membres à ne pas revoir leurs ambitions à la baisse.

L'épidémie d'Ebola qui s'est déclenchée en Afrique de l'Ouest est une crise sans précédent. C'est pourquoi j'ai décidé de créer une opération sanitaire sans précédent, la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola (MINUAUCE), afin de réunir toutes les ressources nécessaires pour renforcer le travail des pays et des groupes touchés. Cette mission bénéficiera à la fois de l'expertise de l'Organisation mondiale de la Santé et des moyens logistiques des Nations Unies. Des membres de son personnel sont arrivés il y a deux jours au Ghana pour en établir le quartier général.

La communauté internationale se mobilise pour aider le personnel sanitaire local. À présent, nous avons besoin de 20 fois plus de moyens pour les soins, les activités de recherche et les transports, et de 20 fois plus de matériel. La sécurité alimentaire est de plus en plus problématique, le prix des denrées étant en hausse et les systèmes alimentaires risquant de s'effondrer. Nous devons aussi combattre les virus de la peur et des idées fausses. Les interdictions de voyager ou de transporter des marchandises n'empêcheront pas l'Ebola de se propager, mais elles empêcheront le personnel et les fournitures médicales d'arriver. Nous devons isoler les malades, pas les pays qui s'efforcent de faire face à l'épidémie. En faisant preuve d'esprit de décision et de solidarité, nous pourrions aider les peuples guinéen, libérien et sierra-léonais à mettre fin à l'épidémie et à se remettre en marche vers un avenir meilleur.

Récemment, partout dans le monde, nous avons marqué le centième anniversaire du début de la Première Guerre mondiale. Comme beaucoup de conflits, celui-ci fut moins le résultat d'un grand dessein que la conséquence de petits problèmes mal gérés. Après la Deuxième Guerre mondiale, la communauté internationale a fait preuve d'une détermination hors du commun qui a abouti à la création de l'Organisation des Nations Unies. Les architectes de l'après-guerre étaient guidés non seulement par l'idée qu'un tel conflit ne devait plus jamais se reproduire, mais aussi par la perspective de ce que les pays du monde pourraient accomplir en unissant leurs forces. Aujourd'hui, c'est à une profusion de problèmes de plus en plus graves que nous nous heurtons. Les hommes et les femmes du monde crient au secours face à la cupidité et à l'inégalité.

L'Organisation des Nations Unies doit répondre à cet appel.

Un siècle s'est écoulé depuis la Première Guerre mondiale, et 70 ans depuis la création de l'ONU. Pourtant, le monde n'est toujours pas aussi pacifique qu'il pourrait ou devrait être. Il y a aujourd'hui plus de catastrophes causées par l'homme que de cataclysmes naturels. Certes, nous ne pouvons contrôler la nature, mais qui d'autre que nous est responsable de faire régner la paix et la justice dans le monde? Guerres. Pauvreté. Ignorance. Les crises causées par l'homme peuvent être jugulées par l'homme. Je ne pense pas que nous puissions, à ce stade, être satisfaits du monde que nous allons laisser à nos enfants. Et pourtant, je garde l'espoir, un espoir fondé sur la Charte des Nations Unies, qui continue de nous guider en cette période de grandes difficultés et de bouleversements. Je suis constamment impressionné par les fonctionnaires, les soldats de maintien de la paix, les agents humanitaires, les défenseurs des droits de l'homme et toutes les autres personnes qui donnent une réalité concrète à ce document.

Tout comme nous avons rénové cette salle pour une époque nouvelle, je compte sur les chefs d'État et de gouvernement pour reprendre les choses en main et rétablir la cohésion. Nous pouvons relever tous les défis, et nous le ferons, en tant que Nations Unies. Je les remercie pour leur leadership.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général pour sa déclaration.

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Le Président (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de Président de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.

Je suis honoré et touché par la confiance que les États Membres m'ont accordée, ainsi qu'à mon pays, l'Ouganda, en m'élisant au poste de Président de l'Assemblée générale pour la soixante-neuvième session. Je remercie le Président de mon pays, qui m'a désigné; mon continent, qui a appuyé ma candidature, et l'Assemblée générale, qui m'a élu par acclamation.

Cette session et l'année à venir seront riches en événements. Nous allons célébrer le soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies. Nous allons également célébrer le vingtième anniversaire de la tenue de la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes – une conférence qui a ouvert une ère

nouvelle –, atteindre la date butoir pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et élaborer et adopter le programme de développement pour l'après-2015.

Lorsque l'ONU a été créée il y a près de 69 ans, elle incarnait une vision inédite dont la première priorité était de reconstruire un monde qui avait été ravagé par le fléau de la guerre. Elle n'était constituée que de 51 pays, une fraction des 193 États Membres qui la composent aujourd'hui. Il est donc approprié que la Charte souligne la détermination des peuples des Nations Unies à proclamer à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, et à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. Ensemble, en tant qu'États Membres, nous avons accompli beaucoup de choses au cours des sept décennies écoulées s'agissant de maintenir la paix et la sécurité, de promouvoir les droits de l'homme et de favoriser le développement, mais il reste fort à faire.

Aujourd'hui, le monde est très différent de ce qu'il était en 1945, mais une chose n'a pas changé : nous devons œuvrer de concert pour tirer parti des possibilités qui se présentent afin de parvenir à la prospérité et trouver des solutions pour relever les défis mondiaux auxquels se heurte l'humanité. Nous devons renforcer cette coopération entre les États Membres et promouvoir la paix, la tolérance et l'esprit de compromis.

Nous sommes réunis ici aujourd'hui à un moment de l'histoire où il existe des possibilités sans précédent d'améliorer les conditions de vie de tous les peuples et de mettre le monde sur la voie du développement durable. Nous devons faire du développement une réalité dans ses dimensions économique, sociale et environnementale à travers le monde. Les sages paroles du mahatma Gandhi, qui nous a exhortés à être le changement que nous voulons voir dans le monde, me viennent à l'esprit. Nous devons tous déployer des efforts et agir collectivement pour atteindre cet objectif.

Depuis l'adoption de la Déclaration du Millénaire (résolution 55/2), il y a près de 15 ans, il ne fait aucun doute que la vie de millions de personnes dans le monde a changé. Nombre de cibles des OMD ont été atteintes, ou sont en voie de l'être, tandis que d'autres ne le seront probablement pas avant la date butoir. Nous devons continuer à faire fond sur ce qui a été réalisé grâce aux OMD, qui ont permis de sortir près d'un milliard de

personnes de l'extrême pauvreté, de progresser vers l'enseignement primaire pour tous, de réduire de près de 50 % le taux de mortalité maternelle et infantile et d'améliorer l'accès à l'eau potable, pour ne mentionner que certaines des réalisations les plus importantes. Toutefois, il reste beaucoup à faire. L'objectif relatif à l'assainissement est bien loin d'être atteint, trop de femmes meurent encore en couches et les inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays demeurent très grandes. À moins de 470 jours de la date fixée pour la réalisation des OMD, nous devons intensifier nos efforts pour accélérer les progrès et atteindre autant de cibles que possible pendant le temps qu'il nous reste.

Dans les prochains mois, nous allons nous employer à élaborer un nouveau programme, qui devra être ambitieux, porteur de transformation et se traduire par des avantages tangibles et l'amélioration des moyens d'existence pour tous. Ce nouveau programme, qui aura pour fondement l'élimination de la pauvreté et de la faim, devra promouvoir une croissance économique soutenue et sans laissés-pour-compte, préserver l'avenir de notre planète et conduire au développement durable.

Nous allons pour cela nous appuyer sur les résultats des processus intergouvernementaux, à savoir la proposition sur les objectifs de développement durable, le rapport du Comité intergouvernemental d'experts sur le financement du développement durable, les recommandations émanant des dialogues structurés sur un mécanisme de facilitation technologique et le rapport de synthèse du Secrétaire général qui sera publié prochainement. Le document final de la troisième Conférence sur le financement du développement, qui se tiendra en juillet 2015 à Addis-Abeba, jouera également un rôle important.

Notre responsabilité première sera de veiller à ce que les moyens de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 en termes de financement, de mise au point et de transfert de technologies, et de renforcement des capacités soient mobilisés en quantité suffisante et utilisés de manière efficace. C'est pourquoi j'ai choisi le thème suivant pour le débat général de la présente session : « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 ».

L'une des questions essentielles à laquelle nous devons accorder une attention particulière est le développement des infrastructures. Cet élément sera crucial pour accélérer la croissance et le développement économiques et améliorer les perspectives d'avenir et la

qualité de vie. Par conséquent, il est indispensable de privilégier les investissements dans les infrastructures, en particulier l'énergie, les routes, les chemins de fer, les voies navigables, les aéroports, les ports, les installations aux postes-frontières et les technologies de l'information et des communications. Il existe de graves lacunes en matière d'infrastructures dans de nombreux pays en développement, en particulier les pays en situation particulière, les pays africains, les pays les moins avancés, les pays les moins avancés sans littoral et les petits États insulaires en développement. Ces lacunes entraînent une augmentation des coûts de production et de transaction, ce qui réduit la compétitivité de ces pays.

Je demande à tous les États Membres et à toutes les parties prenantes de travailler sans relâche au cours des 12 prochains mois pour formuler et conclure un programme véritablement transformateur, qui sera adopté en septembre de l'année prochaine. N'oublions jamais que nous portons les attentes des millions et des millions de personnes qui aspirent à un avenir meilleur. Nombreux seront les problèmes et défis qui exigeront notre attention et nos efforts au cours de la présente session. Je voudrais mettre en exergue certains d'entre eux.

Même si de grands progrès ont été accomplis sur la voie de l'élimination de l'extrême pauvreté, près d'un milliard de personnes demeurent prisonnières de la misère. Nous devons donc faire de l'élimination de la pauvreté la toute première priorité du programme de développement. Nous devons nous attaquer à la montée des inégalités à l'intérieur des pays et entre les pays, qui continue d'entraver gravement nos efforts pour améliorer la vie de chaque être humain. Pour de nombreux pays en développement, l'accès aux marchés, la soutenabilité de la dette et l'accès aux médicaments essentiels pour les pauvres demeurent des défis persistants. Nous devons continuer de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Nous devons faire plus pour améliorer l'accès des filles à l'éducation, renforcer l'accès des femmes aux postes de direction et de décision et favoriser leur autonomisation économique. J'organiserai un débat thématique de haut niveau sur cette question en février 2015.

En matière de santé, nous devons intensifier les efforts de lutte contre le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose et d'autres maladies transmissibles et non transmissibles. Nous avons vu ces derniers mois les terribles effets de l'épidémie d'Ebola, qui a causé des pertes en vies humaines dans certains pays d'Afrique

de l'Ouest, dont les systèmes de santé sont débordés. Je remercie également le Secrétaire général et les États Membres de l'ONU pour la création de la Mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola, afin d'enrayer cette épidémie. Dans le monde, des centaines de milliers de femmes continuent de mourir en cours de grossesse ou en couches. Dans de nombreux pays en développement, des maladies qu'il est possible de prévenir continuent d'être la principale cause de décès chez les enfants de moins de 5 ans.

Les perspectives en matière d'éducation sont également mitigées. Même si, dans le cadre de la campagne des objectifs du Millénaire pour le développement, la scolarisation au niveau de l'enseignement primaire a augmenté de manière exponentielle, il faut aussi s'attaquer au problème de la qualité de l'éducation. S'agissant de l'enseignement supérieur, il faut accorder une plus grande attention aux formations qualifiantes.

L'augmentation du chômage est un des problèmes les plus pressants auxquels nous devons nous attaquer. Le taux de chômage est trois fois plus élevé chez les jeunes que chez les adultes et, dans certains cas, dépasse les 50 %. Cela met clairement l'accent sur la nécessité de veiller à ce que le programme de développement pour l'après-2015 soit véritablement porteur de transformation et aboutisse à la multiplication des possibilités d'emploi.

Comme cela a été souligné hier lors du Sommet sur le climat, le changement climatique est un défi déterminant de notre époque. Nous observons les effets négatifs des changements climatiques, y compris l'élévation du niveau de la mer, la dégradation des sols, la désertification et la modification des régimes météorologiques, entre autres. Comme cela a été démontré à la troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement tenue au Samoa, les petits États insulaires en développement et les pays les moins avancés sont particulièrement vulnérables aux effets des changements climatiques. J'ai l'intention d'organiser une réunion de haut niveau sur la lutte contre les changements climatiques en juin 2015 pour continuer de mobiliser l'appui politique nécessaire en vue d'aboutir en 2015 à un accord mondial sur la base de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Nous avons récemment assisté à la multiplication inquiétante des conflits violents et des nouvelles menaces posées par le terrorisme, l'extrémisme et l'intolérance. Nous devons redoubler d'efforts pour

parvenir à un règlement pacifique de ces conflits. À cet égard, il est essentiel de renforcer la coopération entre l'ONU et les organisations régionales, et je convoquerai un débat thématique de haut niveau sur cette question importante. La communauté internationale doit se montrer unie et déterminée à s'attaquer à ces problèmes, qui menacent la stabilité d'États mais aussi de régions tout entières. Nous devons parler d'une seule voix pour réaffirmer qu'il est inacceptable de tuer des civils innocents, sous quelque prétexte que ce soit.

Nous devons continuer de concentrer nos efforts sur la revitalisation des travaux de l'Assemblée générale et la réforme du Conseil de sécurité. Bien que des progrès aient été faits en vue d'accroître l'efficacité et l'utilité de l'Assemblée générale, nous devons faire plus. Il est urgent de procéder à une réforme du Conseil de sécurité, comme cela apparaît dans le Document final du Sommet mondial de 2005, adopté en tant que résolution 60/265. Comme je l'ai déjà dit, les organes de l'ONU ont été créés peu après la Deuxième Guerre mondiale, par 51 pays seulement. L'ONU compte maintenant 193 États Membres. Il est évident qu'il est urgent de changer les choses. Nous devons trouver le moyen de faire avancer le processus de négociations intergouvernementales, et j'exhorte les États Membres à redoubler d'efforts.

Avant de donner la parole au premier orateur de la matinée, je rappelle aux membres que la liste des orateurs pour le débat général a été établie sur la base acceptée par tous que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune afin de permettre à tous les orateurs de s'exprimer à chaque séance. Je voudrais toutefois demander aux orateurs de prononcer leurs déclarations à un rythme normal pour que les services d'interprétation dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies puissent être convenablement assurés.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale aux sessions précédentes selon laquelle il est vivement déconseillé d'adresser les félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale après qu'une déclaration a été prononcée. À cet égard, après avoir fait leurs déclarations, les orateurs sont invités à quitter la salle de l'Assemblée en passant par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leurs sièges.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter la même procédure pendant le débat général de la soixante-neuvième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Enfin, je tiens à appeler l'attention des membres sur le fait que, pendant le débat général, des photographies officielles de tous les orateurs sont prises par le Département de l'information. Les membres qui souhaitent se procurer ces photographies sont priés de contacter la photothèque des Nations Unies.

Allocution de M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République fédérative du Brésil.

M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Rousseff (*parle en portugais; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Le Brésil, qui a l'honneur et le privilège d'ouvrir le présent débat général, est très heureux que le Président de l'Assemblée générale à la présente session soit un fils d'Afrique. En tant que Brésiliens, nous partageons des liens historiques, culturels et amicaux avec le continent africain, dont l'héritage a été et sera toujours décisif pour l'identité nationale de mon pays.

J'ouvre le présent débat général à la veille d'élections au Brésil qui permettront de désigner le Président de la République, les gouverneurs des États et un grand nombre de membres de notre Congrès. Ces élections représentent la célébration d'une démocratie que nous avons instaurée il y a près de 30 ans, après deux décennies de régime dictatorial. La démocratie a aussi été un facteur de stabilité économique pour notre pays.

Au cours des 12 dernières années plus particulièrement, nous avons consolidé ces acquis en mettant en place une société sans exclusive fondée sur l'égalité des chances. La formidable transformation que nous appuyons a permis d'aboutir à une économie moderne et à une société plus égalitaire. Dans le même temps, cela a exigé une forte participation des

citoyens, le respect des droits de l'homme et un projet de développement durable. Enfin, cette transformation a également nécessité un engagement sur la scène internationale, marqué par le multilatéralisme, par le respect du droit international, par la recherche de la paix et par la pratique de la solidarité.

Il y a quelques jours, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a annoncé que le Brésil ne figurait plus sur la carte de la faim dans le monde. Cette transformation est le résultat d'une politique économique qui a permis de créer 21 millions d'emplois, de relever le salaire minimum, et de renforcer ainsi le pouvoir d'achat de 71 % au cours des 12 dernières années, tout en réduisant également les inégalités. Depuis 2003, 36 millions de Brésiliens sont sortis de l'extrême pauvreté, dont 22 millions rien que sous mon gouvernement. Les politiques sociales et de transfert de revenus, réunies dans notre programme « Pour un Brésil sans extrême pauvreté », ont également contribué à ces résultats. Dans le domaine de la santé, nous avons réussi à atteindre notre objectif de réduction de la mortalité infantile avant l'échéance fixée dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement.

Nous avons assuré l'accès de tous à l'enseignement primaire, et visons le même objectif dans l'enseignement secondaire. Nous nous employons à en renforcer la qualité en améliorant les cursus scolaires et en revalorisant la profession d'enseignant. L'enseignement technique a progressé grâce à la création de centaines de nouvelles écoles et à la formation professionnelle et à la formation continue de huit millions de jeunes au cours des quatre dernières années. L'enseignement supérieur a connu un développement sans précédent, avec la création de nouvelles universités publiques et la fourniture d'une aide financière et de bourses qui ont permis à trois millions d'étudiants d'avoir accès aux universités privées. La politique de discrimination positive a permis l'arrivée massive d'étudiants pauvres, noirs, et autochtones dans nos universités.

Enfin, l'objectif de la construction d'une société axée sur le savoir nous a conduits à mettre en place un programme, « Sciences sans frontières », qui a permis à plus de 100 000 étudiants de premier cycle et d'étudiants diplômés de s'inscrire dans les meilleures universités du monde. À l'initiative de la présidence, notre Congrès national a adopté une loi qui destine 75 % du montant des redevances de l'exploitation des gisements de pétrole présalifères et 50 % du fonds social de cette exploitation à l'éducation, et 25 % du montant des mêmes redevances

à la santé. Nous allons ainsi transformer des ressources limitées non renouvelables, comme le pétrole et le gaz, en atouts permanents : l'éducation, le progrès scientifique et technologique, et l'innovation. Ce sera notre passeport pour l'avenir.

Nous n'avons pas négligé la discipline fiscale et la stabilité monétaire, et nous avons cherché à protéger le Brésil des problèmes d'instabilité externe. Nous avons ainsi été en mesure de surmonter les difficultés dues à la crise économique mondiale majeure qui a éclaté en 2008, une crise du système financier international provoquée par la faillite de Lehman Brothers, qui s'est transformée ensuite dans de nombreux pays en crise de la dette souveraine. Nous avons résisté à ses pires conséquences : le chômage, la baisse des salaires, la perte des droits sociaux et la paralysie des investissements. Nous avons continué notre politique de redistribution des revenus en stimulant la croissance et l'emploi et en maintenant l'investissement dans les infrastructures. Le Brésil a fait un bond de la treizième position où il se trouvait au rang de septième économie du monde. Notre revenu par habitant a plus que triplé, et les inégalités ont chuté. En 2002, plus de la moitié de la population brésilienne vivait dans la pauvreté ou l'extrême pauvreté; aujourd'hui, trois Brésiliens sur quatre font partie de la classe moyenne ou des classes supérieures. Alors que, pendant la crise économique, des centaines de millions de travailleurs de par le monde se sont retrouvés au chômage, le Brésil a créé 12 millions de nouveaux emplois. En outre, nous avons consolidé notre position de première destination mondiale des investissements étrangers, et nous avons repris nos investissements dans l'infrastructure grâce à de solides partenariats avec le secteur privé.

Tous ces acquis ont été enregistrés dans un climat de bonne santé fiscale. Nous avons réduit la dette publique de quelque 60 % à 35 % du produit intérieur brut (PIB). Notre dette extérieure a chuté de 42 à 14 % du PIB. Nos réserves internationales ont été multipliées par 10, ce qui fait du Brésil un créancier international. Notre taux d'inflation annuel s'est également maintenu dans les limites des minima et maxima du taux de variation fixé en fonction des objectifs actuels du Brésil.

Bien que nous ayons réussi à résister aux conséquences les plus néfastes de la crise mondiale, nous n'en avons pas moins vivement ressenti ses effets ces dernières années, en raison de la persistance, aux quatre coins du monde, de difficultés économiques considérables qui ont eu des retombées négatives sur

notre croissance. Je réitère ici ce que j'ai dit à l'ouverture du débat général de l'année dernière (voir A/68/PV.5) : il est indispensable et urgent de redynamiser l'économie mondiale, qui doit fonctionner comme instrument de stimulation de la croissance et du commerce international et de réduction des inégalités entre pays, et non comme facteur de réduction du rythme du développement économique et de la distribution des revenus sociaux.

Pour ce qui est du commerce international, nous devons nous engager tous ensemble autour d'un programme de travail en vue d'achever le cycle de négociations de Doha pour le développement. Il est également impératif de mettre fin à la contradiction qui existe entre l'importance croissante que prennent les pays en développement dans l'économie mondiale et leur participation insuffisante aux processus de prise de décisions des institutions financières internationales, tels le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ainsi qu'à l'inacceptable retard accusé dans l'extension du droit de vote des pays en développement au sein de ces institutions, lesquelles risquent en conséquence de perdre leur légitimité et leur efficacité.

C'est avec une grande satisfaction que le Brésil a accueilli en juillet le sixième Sommet des pays du groupe BRICS, où nous avons reçu les dirigeants des autres pays membres – la Chine, l'Inde, la Russie et l'Afrique du Sud – dans le cadre d'une rencontre fraternelle et fructueuse qui a permis de pointer d'importantes perspectives d'avenir. Nous avons signé des accords portant création d'une nouvelle banque de développement et constitution d'un fonds de réserve. La banque permettra d'aider les pays du groupe BRICS et les pays en développement à faire face à leurs dépenses d'infrastructure, et le fonds de réserve servira à les protéger des problèmes d'instabilité financière. Chaque instrument bénéficiera d'un apport de 100 milliards de dollars.

La génération actuelle des dirigeants du monde – notre génération – est également appelée à relever d'importants défis liés à la paix, à la sécurité collective et à l'environnement. Nous n'avons, en effet, pas été capables de résoudre plusieurs différends anciens comme de parer à des menaces nouvelles. Le recours à la force ne saurait permettre d'éliminer les causes profondes des conflits, comme en attestent clairement la persistance de la question palestinienne, le massacre systématique du peuple syrien, la tragique désagrégation nationale de l'Iraq, la grave insécurité en Libye, les conflits au Sahel et les affrontements en

Ukraine. À chaque intervention militaire, loin de nous acheminer vers la paix, nous assistons à un durcissement des conflits. Nous voyons se multiplier tragiquement les victimes civiles et les drames humanitaires. Nous ne pouvons accepter que ces manifestations de barbarie soient en recrudescence et qu'elles portent atteinte à nos valeurs éthiques, morales et civilisationnelles. Nous ne pouvons pas non plus rester indifférents à la propagation du virus Ebola en Afrique de l'Ouest. C'est pourquoi nous appuyons la proposition du Secrétaire général de créer une mission des Nations Unies pour l'action d'urgence contre l'Ebola. Le Brésil est pleinement solidaire avec cette action.

Le Conseil de sécurité peine à promouvoir des solutions pacifiques à ces conflits. Pour y remédier, il faudra opérer une réforme véritable du Conseil – achever, en somme, un processus qui s'éternise depuis un certain temps déjà. Le soixante-dixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, en 2015, serait l'occasion de réaliser les progrès qui s'imposent au vu de la situation actuelle. Je suis convaincu que nous avons tous conscience de la gravité des risques associés à la paralysie et à l'inaction du Conseil. Un Conseil de sécurité plus représentatif et plus légitime serait également plus efficace.

Je tiens à souligner que nous ne pouvons en aucun cas rester indifférents à la crise israélo-palestinienne, en particulier après les événements dramatiques survenus récemment à Gaza. Nous condamnons le recours disproportionné à la force, qui fait de nombreuses victimes au sein de la population civile et touche notamment les femmes et les enfants. Le conflit doit être réglé de la manière qui convient, et non géré de façon précaire comme jusqu'à présent. Des négociations productives entre les parties doivent aboutir en fin de compte à une solution à deux États où Palestine et Israël vivent côte à côte dans la sécurité à l'intérieur de frontières internationalement reconnues.

Au milieu de tant de situations de conflit, l'Amérique latine et les Caraïbes s'efforcent de traiter le problème essentiel qui affecte notre région depuis des décennies. Je parle de l'inégalité sociale. Les fondements de la démocratie sont devenus plus solides, et l'aspiration à une croissance juste, sans exclusive et durable se fait sans cesse plus forte. Les efforts d'intégration déployés par l'intermédiaire de l'Union des nations de l'Amérique du Sud, du Marché commun du Sud et de la Communauté des États d'Amérique latine

et des Caraïbes ont permis d'enregistrer des avancées considérables.

Les changements climatiques sont l'un des grands défis de notre temps. Pour le relever, il nous faut comprendre l'urgence de la situation, faire preuve de courage politique et avoir bien à l'esprit que les acteurs concernés doivent apporter une contribution conforme aux principes d'équité et de responsabilités communes mais différenciées. Le récent Sommet sur le climat, organisé par le Secrétaire général de manière fort opportune, a donné une nouvelle impulsion aux négociations menées sous couvert de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

Le Gouvernement brésilien s'efforcera de veiller à ce que ces négociations aboutissent à un accord équilibré, juste et efficace. Le Brésil fait sa part dans la réponse aux changements climatiques. En 2009, durant la Conférence de Copenhague, nous avons pris l'engagement de réduire volontairement de 36 à 39 % nos émissions prévues d'ici à 2020. Entre 2010 et 2013, en moyenne annuelle, c'est 650 millions de tonnes de dioxyde de carbone que nous n'avons pas relâchées dans l'atmosphère. Sur cette période, nous avons enregistré les taux de déforestation les plus faibles de notre histoire. Au cours de la dernière décennie, nous sommes ainsi parvenus à un recul de 79 %, cela sans renoncer à notre programme de développement économique et d'intégration sociale.

Nous avons donc fait la preuve qu'il était possible de croître, d'intégrer, de préserver et de protéger. Cette réalisation est le fruit de la mobilisation constante et résolue du Gouvernement, de la société civile brésilienne et d'autres acteurs publics et privés. Nous espérons que les pays développés, qui ont l'obligation non seulement juridique mais aussi politique de montrer l'exemple, tiendront concrètement et sans équivoque l'engagement qu'ils ont pris de combattre ce problème qui nous concerne tous.

À la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, qui s'est tenue à Rio de Janeiro, nous avons été fier de poser les bases d'un nouveau programme de développement fondé sur des objectifs de développement durable applicables aux nations en développement comme aux nations développées. Il sera crucial que nous définissions des moyens de mise en œuvre adaptés à l'ampleur des défis que nous nous sommes engagés à relever. Nous devons être ambitieux en termes de financement, de coopération, de renforcement des capacités et de transfert de

technologies, notamment dans l'optique de veiller à ce que les pays les moins avancés fassent partie des bénéficiaires. Dans ce contexte, il me semble important d'insister sur la nécessité d'établir un mécanisme de mise au point, de transfert et de diffusion de technologies propres et écologiquement durables.

Outre le développement durable et la paix, l'ordre international que nous entendons bâtir doit être ancré dans des valeurs fondamentales. Parmi ces valeurs, il convient de mettre l'accent sur les efforts de lutte contre toutes les formes de discrimination et d'exclusion. Nous menons une politique claire d'autonomisation des femmes sur le marché du travail, dans les professions libérales, l'entrepreneuriat, la vie politique et en matière d'accès à l'éducation, entre autres. Mon administration combat sans relâche toutes les formes de violences faites aux femmes. Nous considérons que le XXI^e siècle est celui des femmes.

Dans le même esprit, la promotion de l'égalité raciale vise à libérer les Brésiliens d'ascendance africaine des conséquences de l'esclavage où ils ont été maintenus pendant des siècles. Aujourd'hui, ces Brésiliens représentent plus de la moitié de la population nationale. C'est à eux que nous devons la richesse et la permanence de notre patrimoine culturel, religieux et humain, et des valeurs qui lui sont associées. La mixité raciale fait notre fierté. Le racisme est non seulement un crime odieux et extrêmement grave, mais aussi un fléau que nous n'avons jamais hésité à combattre, punir et éliminer.

Notre engagement contre les violences faites aux femmes et aux Brésiliens africains vaut également contre l'homophobie. La Cour suprême de mon pays a reconnu les unions civiles entre personnes du même sexe, leur garantissant ainsi tout l'éventail de droits civils qui en découle. Nous croyons fermement en la dignité de tous les êtres humains et en l'universalité de leurs droits fondamentaux en tant qu'êtres humains. Ces droits doivent être protégés de toutes les tentatives d'appliquer deux poids, deux mesures, et de toutes les formes d'instrumentalisation à des fins politiques, tant au niveau national que sur le plan international.

Le respect de l'intérêt général nous apparaît également comme une valeur fondamentale. Nous sommes tous contraints de lutter pied à pied contre la corruption. L'histoire a démontré qu'il n'y avait qu'une façon de le faire correctement et efficacement : en mettant fin à l'impunité, ce qui suppose de renforcer les institutions chargées de détecter, d'investiguer et de

réprimer les faits de corruption, le blanchiment d'argent et les autres crimes financiers. La responsabilité en incombe à chaque gouvernement; le Brésil s'en est acquitté qui dispose à présent d'institutions renforcées.

Au Brésil, nous avons conçu et élaboré un portail Web où le Gouvernement, dans un souci de transparence, rend compte aux citoyens des dépenses qu'il a engagées dans les 24 heures qui suivent le déboursement des fonds. Nous avons également adopté un loi sur l'accès à l'information, qui confère à tous les citoyens brésiliens le droit de consulter les données du Gouvernement, à l'exception de celles qui ont trait à la souveraineté nationale du pays. Nous avons donné plus de moyens et d'autonomie aux enquêteurs et aux personnes chargées des audits internes du Gouvernement. Nous avons promulgué des lois qui punissent non seulement la corruption active mais également son versant passif. Le renforcement de ces institutions est absolument crucial pour garantir une gouvernance ouverte et démocratique. La récente réélection du Brésil au Comité exécutif du Partenariat pour une gouvernance transparente nous permettra de contribuer à promouvoir des gouvernements plus transparents dans le monde entier.

Il est essentiel que des mesures soient prises pour protéger efficacement les droits de l'homme, à la fois dans la vie réelle et dans le monde virtuel, conformément aux dispositions de la résolution 68/167 sur le droit à la vie privée à l'ère du numérique, adoptée l'an dernier par l'Assemblée générale. Le Brésil et l'Allemagne ont été à l'origine d'une discussion importante sur le sujet en 2013. Nous entendons approfondir cette discussion au cours de la soixante-neuvième session. Le rapport annuel 2013 du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, publié en mai 2014, peut donner un bon aperçu de nos vues en la matière. En septembre 2013, depuis cette tribune (voir A/68/PV.5), j'ai proposé l'élaboration d'une plate-forme civile consacrée à la gouvernance et à l'utilisation d'Internet et fondée sur les principes de la liberté d'expression, du respect de la vie privée, de la neutralité des réseaux et de la diversité culturelle.

Il me plaît de constater que la communauté internationale a, depuis lors, mobilisé ses efforts pour renforcer le dispositif en place s'agissant de la gouvernance d'Internet. L'initiative du Brésil d'accueillir la Réunion mondiale multipartite sur le futur de la gouvernance d'Internet, NETmundial, à São Paulo en avril, a marqué une étape importante dans ce processus. La Réunion a rassemblé des parties prenantes

venues de diverses régions du monde et de multiples secteurs. Des débats ont été organisés sur les principes qui devraient être suivis et sur les mesures à prendre pour garantir qu'Internet continuera de se développer de manière ouverte, démocratique, libre, multisectorielle et multilatérale.

L'ONU et ses États Membres sont aujourd'hui face à des défis considérables, qui doivent être les priorités de la présente session de l'Assemblée générale. L'année 2015 doit marquer un tournant. Je suis certaine que nous n'hésiterons pas à nous acquitter de nos nobles responsabilités, avec courage et discernement, pour édifier un ordre international fondé sur la promotion de la paix, le développement durable, l'élimination de la pauvreté et la réduction des inégalités. Le Brésil est prêt et pleinement déterminé à apporter sa contribution dans ce but.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République fédérative du Brésil de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Dilma Rousseff, Présidente de la République fédérative du Brésil, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Obama (*parle en anglais*) : Nous nous trouvons réunis à un carrefour entre la guerre et la paix, entre le désordre et l'intégration, entre la peur et l'espoir. À travers le monde, on constate les signes du progrès. L'ombre de la guerre mondiale qui planait au moment de la création de cette institution s'est dissipée, la perspective d'une guerre entre les grandes puissances a diminué. Les rangs des États Membres ont plus que triplé et davantage de citoyens vivent sous des

gouvernements qu'ils ont élus. Des centaines de millions d'êtres humains ont été libérés de cette prison qu'est la pauvreté tandis que la proportion de ceux qui vivent dans l'extrême pauvreté a diminué de moitié. Quant à l'économie mondiale, elle continue de se renforcer après la pire crise financière de notre époque.

Aujourd'hui, que vous viviez dans le centre de Manhattan ou dans le village de ma grand-mère à plus de 350 kilomètres de Nairobi, vous pouvez avoir au creux de votre main plus d'informations que dans les plus grandes bibliothèques du monde. Ensemble, nous avons appris à guérir les maladies et à exploiter la force du vent et du soleil. L'existence même de cette Organisation est une réalisation exceptionnelle, les peuples du monde s'étant engagés à résoudre leurs différends de manière pacifique et à régler leurs problèmes ensemble. Je dis souvent aux jeunes aux États-Unis que, malgré les gros titres des journaux, il n'y a jamais eu de période plus favorable que celle-ci pour naître, car la probabilité qu'ils sachent lire et écrire, qu'ils soient en bonne santé et qu'ils soient libres de poursuivre leurs rêves n'a jamais été aussi forte.

Et pourtant, il existe un malaise répandu dans notre monde, le sentiment que les forces mêmes qui ont permis de nous rassembler ont créé de nouveaux dangers et font qu'il est difficile pour une nation de s'isoler des courants mondiaux. Alors que nous nous réunissons ici, une flambée d'Ebola excède les capacités des systèmes de santé publique en Afrique de l'Ouest et menace de se propager rapidement au-delà des frontières. L'agression russe en Europe rappelle l'époque où de grands pays écrasaient les petits au nom d'ambitions territoriales. La brutalité des terroristes en Syrie et en Iraq nous force à regarder au cœur des ténèbres.

Chacun de ces problèmes exige d'urgence notre attention. Mais ils sont aussi les symptômes d'un problème plus vaste : l'incapacité de notre système international à suivre le rythme de ce monde interconnecté. Nous n'avons pas, tous ensemble, investi suffisamment dans les capacités de santé publique des pays en développement. Trop souvent, nous n'avons pas agi pour faire appliquer les normes internationales lorsqu'il n'était pas pratique de le faire. Et nous n'avons pas affronté avec assez de fermeté l'intolérance, le sectarisme et le désespoir qui alimentent l'extrémisme violent dans trop de régions de la planète.

Nous sommes réunis aux Nations unies et avons un choix à faire. Nous pouvons reconduire le système international qui a permis d'accomplir tant de

progrès, ou nous pouvons nous laisser entraîner par un courant d'instabilité. Nous pouvons réaffirmer notre responsabilité collective pour faire face aux problèmes internationaux ou être dépassés par des foyers d'instabilité de plus en plus fréquents. Pour l'Amérique, le choix est clair : nous choisissons l'espoir plutôt que la peur. Nous voyons l'avenir non pas comme quelque chose que nous ne contrôlons pas mais plutôt comme le futur que nous pouvons façonner pour le rendre meilleur grâce à des efforts concertés et collectifs. Nous rejetons le fatalisme et le cynisme lorsqu'il s'agit d'affaires humaines. Nous choisissons d'œuvrer en faveur du monde tel qu'il devrait être, tel que nos enfants méritent qu'il soit.

Nous avons beaucoup à faire si nous voulons relever le défi que nous lance notre époque. Mais aujourd'hui, je voudrais m'arrêter sur deux questions déterminantes qui sont à l'origine de tant de nos difficultés. Les nations représentées ici aujourd'hui seront-elles capables de renouveler l'objectif fondateur de l'ONU, et nous unirons-nous pour rejeter le cancer de l'extrémisme violent?

Premièrement, nous tous – nations petites et grandes – devons honorer notre responsabilité de respecter et faire respecter les normes internationales. Nous sommes ici parce que d'autres ont compris qu'il y a plus à gagner de la coopération que de la conquête. Il y a 100 ans, une Guerre mondiale coûtait la vie à des millions de personnes, prouvant que, du fait de la terrible puissance de l'armement moderne, la cause de l'empire finit par mener au cimetière. Il faudra une nouvelle Guerre mondiale pour repousser les forces du fascisme et la notion de suprématie raciale, et pour former l'Organisation des Nations Unies, afin de garantir qu'aucune nation ne puisse assujettir ses voisins et s'emparer de leurs territoires.

Récemment, les actions de la Russie en Ukraine ont mis à mal l'ordre d'après-guerre. Voici donc les faits. Après que le peuple ukrainien se fut mobilisé dans des manifestations populaires et eut appelé de ses vœux des réformes, leur Président corrompu a fui. Contre la volonté du Gouvernement de Kiev, la Crimée a été annexée par la Russie. La Russie a déversé un flot d'armes dans l'est de l'Ukraine, équipant ainsi des séparatistes violents et alimentant un conflit qui a tué des milliers de personnes. Lorsqu'un avion civil a été abattu depuis des zones contrôlées par ces forces supplétives, celles-ci ont refusé l'accès au site de l'accident pendant plusieurs jours. Lorsque l'Ukraine a

commencé à reprendre le contrôle de son territoire, la Russie a cessé de faire semblant de purement soutenir les séparatistes et a déployé des soldats à la frontière.

Cette vision est celle d'un monde dans lequel force fait loi; un monde dans lequel les frontières d'une nation peuvent être redessinées par une autre, et dans lequel des personnes civilisées ne sont pas autorisées à récupérer les dépouilles de leurs proches à cause de la vérité qui pourrait être dévoilée.

Les États-Unis défendent une autre vision du monde. Nous pensons que loi fait force, qu'on ne doit pas laisser les grandes nations intimider les plus petites et que les peuples doivent pouvoir choisir leur propre avenir. Ce sont là des vérités simples, mais elles doivent être défendues. Les États-Unis et leurs alliés aideront les Ukrainiens à développer leur démocratie et leur économie. Nous renforcerons nos alliés de l'OTAN et respecterons notre engagement en faveur de la légitime défense collective. Nous ferons payer la Russie pour son agression, et répondrons aux mensonges par la vérité. Nous appelons les autres pays à nous rejoindre du bon côté de l'histoire, car même s'il est possible de remporter des petits succès à la pointe du fusil, ceux-ci finissent par être réduits à néant si suffisamment de voix défendent la liberté des nations et le droit des peuples à prendre leurs propres décisions.

Par ailleurs, une autre voie est possible, celle de la diplomatie et de la paix, et des idéaux que cette institution est chargée de défendre. L'accord de cessez-le-feu conclu récemment en Ukraine offre la possibilité d'atteindre ces objectifs. Si la Russie emprunte cette voie – une voie qui pendant certaines tranches de la période d'après-guerre froide a apporté la prospérité aux Russes – alors nous lèverons nos sanctions et saluerons le rôle que peut jouer la Russie pour relever les défis communs. Après tout, c'est ce que les États-Unis et la Russie ont réussi à faire au cours des dernières années – de la réduction de leurs stocks d'armes nucléaires au respect de leurs obligations en vertu du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en passant par leur coopération dans le retrait et la destruction des armes chimiques déclarées de la Syrie. C'est le genre de coopération que nous sommes prêts à renouer, si la Russie change de cap.

Cela nous ramène à une question essentielle de notre époque de mondialisation : allons-nous résoudre nos problèmes ensemble dans un esprit d'intérêt mutuel et de respect mutuel, ou allons-nous sombrer dans les rivalités destructrices du passé? Lorsque les nations trouvent un terrain d'entente – non pas simplement fondé

sur la puissance, mais sur les principes – nous pouvons alors réaliser des progrès considérables. Et j'exprime ici aujourd'hui mon engagement à investir la puissance des États-Unis et à œuvrer avec tous les pays au règlement des problèmes auxquels nous sommes confrontés au XXI^e siècle.

En ce moment même, nous déployons nos médecins et nos scientifiques, aidés par nos militaires, pour aider à contenir l'épidémie d'Ebola et trouver de nouveaux traitements. Mais nous avons besoin d'un effort plus large pour stopper une maladie susceptible de tuer des centaines de milliers de personnes, d'infliger d'horribles souffrances, de déstabiliser les économies et de se propager rapidement à travers les frontières. Il est aisé de voir ce problème comme un problème lointain, jusqu'à ce qu'il ne le soit plus. Et c'est pourquoi nous continuerons de mobiliser d'autres pays pour qu'ils se joignent à nous en prenant des engagements concrets, des engagements importants pour lutter contre l'épidémie et améliorer notre système de sécurité sanitaire mondiale sur le long terme.

Les États-Unis visent une solution diplomatique au dossier nucléaire iranien, dans le cadre de leur engagement à mettre fin à la propagation des armes nucléaires et à réaliser la paix et la sécurité d'un monde qui en serait exempt. Mais cela ne peut se faire que si l'Iran saisit cette occasion historique. Mon message aux dirigeants et au peuple iraniens est simple et constant : ils ne doivent pas laisser passer cette occasion. Nous pouvons trouver une solution répondant aux besoins énergétiques de l'Iran, tout en garantissant au monde entier que son programme nucléaire est pacifique.

Les États-Unis sont et continueront d'être une puissance pacifique et de promouvoir la paix, la stabilité et la liberté du commerce entre les nations. Mais nous insisterons pour que tous les pays respectent les règles du jeu et résolvent leurs différends territoriaux de manière pacifique, conformément au droit international. C'est ainsi que la région Asie-Pacifique s'est développée. Et c'est le seul moyen de protéger la poursuite des progrès.

Les États-Unis sont engagés dans un programme de développement visant à éliminer l'extrême pauvreté d'ici à 2030. Nous assumerons notre rôle afin d'aider les populations à se nourrir, à faire fonctionner leurs économies et à prendre soin de leurs malades. Si le monde agit de conserve, nous pouvons faire en sorte que tous nos enfants jouissent d'une vie digne et riche de possibilités.

Les États-Unis sont en train de procéder à des réductions ambitieuses de leurs émissions de carbone, et nous avons augmenté nos investissements dans les énergies propres. Nous nous acquitterons de notre part et aiderons les pays en développement à faire de même. Mais la science nous dit que nous ne pourrions réussir à contrer les changements climatiques que si nous sommes rejoints dans cet effort par tous les autres pays, par toutes les grandes puissances. C'est ainsi que nous pourrions préserver la planète pour nos enfants et nos petits-enfants.

En d'autres termes, sur tous ces problèmes, nous ne pouvons pas nous fier à un manuel d'instructions rédigé pour un autre siècle. Si nous portons nos regards au-delà de nos frontières, si nous réfléchissons à l'échelle planétaire et si nous agissons de manière collective, nous pouvons façonner ce siècle comme nos prédécesseurs l'ont fait à l'époque qui suivit la Seconde Guerre mondiale.

Mais tandis que nous nous tournons vers l'avenir, un problème risque d'entraîner un cycle de conflits susceptible de réduire à néant tous ces progrès. Il s'agit du cancer de l'extrémisme violent, qui a ravagé tant de régions du monde musulman. Bien sûr, le terrorisme n'est pas nouveau. Devant cette Assemblée, le Président Kennedy a dit à juste titre :

« La terreur n'est pas une arme nouvelle. Tout au long de l'histoire, elle a été celle de ceux qui ne pouvaient s'imposer par la persuasion ou l'exemple. » (*A/PV.1013, par. 96*)

Au XX^e siècle, la terreur a été utilisée par toutes sortes de groupes qui n'ont pas réussi à accéder au pouvoir grâce au soutien populaire. Mais en ce XXI^e siècle, nous sommes face à un catégorie plus mortelle et plus idéologique de terroristes qui dévoient l'une des grandes religions du monde. Avec un accès à la technologie qui permet aux petits groupes de faire beaucoup de mal, ils ont adopté une vision cauchemardesque qui divise le monde entre fidèles et infidèles – tuant autant de civils innocents que possible et utilisant les méthodes les plus brutales dans le but d'intimider les membres de leurs propres communautés.

J'ai clairement fait savoir que les États-Unis ne fonderaient pas toute leur politique étrangère sur la réaction face au terrorisme. Nous menons plutôt une campagne ciblée contre Al-Qaida et les forces qui lui sont associées, consistant à supprimer leurs chefs et à les priver de leurs sanctuaires. Dans le même temps,

nous ne cessons de réaffirmer que les États-Unis ne sont pas et ne seront jamais en guerre contre l'islam. L'islam enseigne la paix. Les musulmans du monde entier aspirent à vivre dans la dignité et la justice. Et quand il s'agit des États-Unis et de l'islam, il n'y a pas « eux » et « nous », il n'y a que « nous », parce que des millions de musulmans américains font partie du tissu social de notre pays.

Nous rejetons donc toute suggestion d'un choc de civilisations. L'idée d'une guerre de religion permanente est un mauvais prétexte pour des extrémistes qui, incapables de bâtir ou de créer quoi que ce soit, ne colportent que fanatisme et haine. Et ce n'est point une exagération de dire que l'avenir de l'humanité dépend de notre décision de nous unir contre ceux qui voudraient nous diviser le long de lignes de clivage relatives aux tribus ou aux sectes, aux races ou aux religions.

Il ne faut cependant pas se contenter de paroles. Collectivement, nous devons prendre des mesures concrètes pour lutter contre la menace que posent les fanatiques religieux et les tendances qui alimentent leur recrutement. D'autre part, la campagne de lutte contre l'extrémisme ne se limite pas à un simple problème de sécurité. En effet, tandis que nous déployons des efforts méthodiques pour affaiblir Al-Qaida en son sein et que nous appuyons le processus de transition vers un gouvernement afghan souverain, l'idéologie extrémiste s'est déplacée vers d'autres régions, en particulier le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, où un quart des jeunes sont sans emploi, où les denrées alimentaires et l'eau risquent de se raréfier et où la corruption est galopante et les conflits sectaires de plus en plus difficiles à maîtriser.

En tant que communauté internationale, nous devons relever ce défi en nous concentrant sur quatre points. Premièrement, le groupe terroriste connu sous le nom d'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) doit être affaibli et, au bout du compte, détruit. Il terrorise tous ceux qui croisent son chemin en Iraq et en Syrie. Le viol des mères, des sœurs et des filles est utilisé comme tactique de guerre. Des enfants innocents sont abattus. Les corps sont jetés dans des fosses communes. Les minorités religieuses sont affamées jusqu'à la mort. Les pires crimes imaginables sont commis, des êtres humains innocents sont décapités, et les vidéos montrant ces atrocités sont diffusées dans le but de choquer la conscience mondiale.

Aucun dieu n'approuve cette terreur. Aucune revendication ne justifie de tels actes. Il ne saurait

y avoir ni raisonnement ni négociation avec ce genre de mal. Le seul langage que ces tueurs comprennent est celui de la force. C'est pourquoi les États-Unis d'Amérique œuvreront avec une vaste coalition pour démanteler ce réseau de la mort. Dans cet effort, nous n'agirons pas seuls, tout comme nous n'avons pas l'intention d'envoyer des soldats américains occuper des terres étrangères. En revanche, nous soutiendrons les Iraquiens et les Syriens qui se battent pour reconquérir leurs communautés. Nous emploierons notre puissance militaire dans une campagne de frappes aériennes pour faire reculer l'EIIL. Nous formerons et équiperons des forces qui luttent contre ces terroristes sur le terrain. Nous œuvrerons pour assécher leurs sources de financement et pour mettre un terme au flux de combattants qui entrent et sortent de la région. Et plus de 40 pays ont déjà offert de se joindre à cette coalition. Aujourd'hui, je demande à tous les pays de s'associer à cette entreprise. Ceux qui ont rejoint l'EIIL devraient quitter le champ de bataille pendant qu'il en est encore temps. Ceux qui continuent de se battre pour une cause odieuse vont se retrouver de plus en plus isolés. Car nous ne céderons pas aux menaces, et nous prouverons que l'avenir appartient à ceux qui construisent, et non à ceux qui détruisent. Tel est le premier défi immédiat que nous devons relever.

Deuxièmement, il est temps que le monde, notamment les communautés musulmanes, rejette explicitement, avec force et constance l'idéologie d'organisations telles qu'Al-Qaida et l'EIIL. L'une des tâches de toutes les grandes religions est d'accorder la foi profonde avec un monde moderne et multiculturel. Aucun enfant ne naît avec de la haine en lui, et il ne faut apprendre à aucun enfant du monde à haïr autrui. Nous ne devons plus tolérer que de prétendus chefs religieux appellent la population à s'en prendre à des innocents simplement parce qu'ils sont juifs, chrétiens ou musulmans. Il est temps de conclure un nouveau pacte entre les peuples civilisés de la planète afin d'éliminer la guerre à sa source la plus primitive, à savoir la corruption des jeunes esprits par des idéologies violentes.

Cela signifie qu'il faut tarir les sources de financement qui alimentent cette haine. Il est temps de mettre un terme à l'hypocrisie de ceux qui accumulent des richesses grâce à l'économie mondiale pour ensuite rediriger des fonds au profit de ceux qui enseignent aux enfants comment la démolir. Cela signifie qu'il faut disputer l'espace occupé par les terroristes, notamment sur Internet et les réseaux sociaux. Leur propagande

pousse des jeunes à se rendre à l'étranger pour mener leurs guerres et transforme des étudiants – des jeunes pleins de promesses – en kamikazes. Nous devons proposer une autre vision. Autrement dit, nous devons rassembler les personnes de différentes confessions. Toutes les religions ont été, à un moment donné, attaquées de l'intérieur par des extrémistes, et tous les croyants ont la responsabilité de porter haut le précepte au cœur de toutes les grandes religions : ce que vous voulez que les autres fassent pour vous, faites-le aussi pour eux.

L'idéologie de l'EIIL, d'Al-Qaida ou de Boko Haram se tarira et mourra si elle est constamment démasquée, affrontée et réfutée au grand jour. Regardez, par exemple, le nouveau Forum pour la promotion de la paix dans les sociétés musulmanes, dont le Cheik Abdallah Bin Bayyah a ainsi décrit l'objectif : « Nous devons déclarer la guerre à la guerre pour que la paix fasse écho à la paix ». Regardez aussi ces jeunes musulmans britanniques qui ont réagi à la propagande terroriste en lançant la campagne #notinmyname (#pasenmonnom), dans laquelle ils affirment que l'EIIL se cache derrière un faux islam. Regardez encore, ces chefs chrétiens et musulmans qui se sont unis, en République centrafricaine, pour rejeter la violence. Écoutez, l'imam de ce pays lorsqu'il dit que les acteurs politiques ont beau vouloir semer la division entre les communautés religieuses du pays, la religion ne doit pas être un motif de haine, de guerre ou de conflit.

Tout à l'heure, le Conseil de sécurité adoptera une résolution qui souligne la responsabilité qu'ont les États de lutter contre l'extrémisme violent. Toutefois, les résolutions doivent s'accompagner d'engagements tangibles, de sorte qu'en cas de manquement nous ayons des comptes à rendre. L'année prochaine, nous devons tous être prêts à annoncer les mesures concrètes que nous avons mises en place pour lutter contre les idéologies extrémistes à l'intérieur de nos frontières – en chassant l'intolérance des écoles, en stoppant la radicalisation avant qu'elle se propage et en promouvant des institutions et des programmes qui favorisent la compréhension.

Troisièmement, nous devons faire face au cycle de conflits – notamment des conflits sectaires – qui crée les conditions dont se saisissent les terroristes. Les guerres internes aux religions n'ont rien de nouveau. La chrétienté a été déchirée pendant des siècles par des conflits sectaires brutaux. Aujourd'hui, c'est la violence au sein des communautés musulmanes qui est à l'origine de tant de souffrances humaines. Il est

temps de reconnaître le pouvoir destructeur des guerres par personnes interposées et des campagnes de terreur qui opposent sunnites et chiites au Moyen-Orient. Il est temps que les dirigeants politiques, civiques et religieux rejettent les conflits sectaires. Disons-le clairement : ce combat n'est pas gagné. La violente guerre civile qui sévit en Syrie a déjà fait plus de 200 000 morts et des millions de déplacés. L'Iraq est sur le point de retomber au fond de l'abîme. Le conflit a créé un terreau fertile pour le recrutement de terroristes, qui exportent inévitablement la violence.

La bonne nouvelle est que certains signes montrent qu'il est possible d'inverser la tendance. Un nouveau gouvernement d'ouverture est en place à Bagdad et le nouveau Premier Ministre iraquien a été accueilli favorablement par ses voisins; certaines factions libanaises rejettent ceux qui tentent de provoquer une guerre. Ces mesures doivent s'accompagner d'une trêve générale. C'est en Syrie que cette trêve est la plus indispensable. Avec leurs partenaires, les États-Unis forment et équipent l'opposition syrienne afin qu'elle puisse être un contrepoids face aux terroristes de l'EIL et à la brutalité du régime d'Al-Assad. Mais la seule solution durable à la guerre civile en Syrie est politique – une transition politique inclusive qui réponde aux aspirations légitimes de tous les citoyens syriens, indépendamment de leur appartenance ethnique ou de leurs croyances.

D'aucuns, cyniques, peuvent faire valoir que cela n'arrivera jamais. Mais il n'existe pas d'autres moyens de mettre fin à la folie qui règne en Syrie, que ce soit dans un an ou dans 10 ans. Et il semble bien que le moment soit venu d'élargir les négociations dans la région, des négociations au cours desquelles les grandes puissances mettent directement, honnêtement et pacifiquement leurs divergences de vues sur la table, au lieu de « se battre par procuration ». Je peux assurer la communauté internationale que l'Amérique restera active dans la région et nous sommes prêts à poursuivre nos efforts.

Mon quatrième et dernier point est simple : les pays du monde arabe et musulman doivent se concentrer sur le potentiel extraordinaire de leurs peuples, notamment des jeunes. Et maintenant, je voudrais m'adresser directement aux jeunes à travers le monde musulman. Vous êtes issus d'une grande tradition qui défend l'éducation et non l'ignorance; l'innovation et non la destruction; la dignité de la vie et non le meurtre. Ceux qui vous font dévier de cette voie trahissent cette tradition; ils ne la défendent pas. Vous avez prouvé

que lorsque les jeunes ont les moyens de réussir – de bonnes écoles, un enseignement en mathématiques et en sciences, une économie qui favorise la créativité et l'entrepreneuriat – alors, ces sociétés peuvent prospérer. C'est pourquoi les États-Unis s'associeront à ceux qui s'efforcent de promouvoir cette vision.

Lorsque les femmes participent pleinement à la politique et à l'économie d'un pays, la société est plus susceptible de réussir. Et c'est pourquoi nous soutenons la participation des femmes aux parlements et aux processus de paix, aux écoles et à l'économie. Si les jeunes n'ont d'autres choix, là où ils vivent, entre les diktats de l'État et l'attrait d'un mouvement extrémiste clandestin, aucune stratégie de lutte contre le terrorisme ne pourra réussir. Mais lorsque qu'une véritable société civile peut se développer, lorsque la population peut exprimer ses vues et s'organiser pacifiquement pour améliorer les conditions de vie, les alternatives au terrorisme deviennent soudain bien plus nombreuses.

Et ces changements positifs n'ont pas à se faire aux dépens de la tradition et de la foi. Nous pouvons le voir en Iraq, où un jeune homme a ouvert une bibliothèque pour d'autres jeunes. « Nous créons un lien entre le patrimoine de l'Iraq et leur cœur », dit-il, et « leur donnons une raison de rester ». Nous pouvons le voir en Tunisie, où les partis laïques et islamistes ont coopéré, dans le cadre d'un processus politique, à l'élaboration d'une nouvelle Constitution. Nous pouvons le voir au Sénégal, où la société civile prospère sous un gouvernement démocratique fort. Nous pouvons le voir en Malaisie, où un entrepreneuriat dynamique lance une ancienne colonie dans les rangs des économies avancées. Et nous pouvons le voir en Indonésie, où ce qui a d'abord été une transition violente s'est transformé en une véritable démocratie.

En fin de compte, le rejet du sectarisme et de l'extrémisme est une tâche qui incombe à toute une génération et aux peuples du Moyen-Orient eux-mêmes. Aucune puissance étrangère ne peut réaliser la transformation des cœurs et des esprits. Mais l'Amérique est un partenaire respectueux et constructif. Nous ne tolérerons pas les sanctuaires pour terroristes et n'agissons pas non plus en tant que puissance occupante. Nous réagirons face aux menaces posées à notre sécurité et à nos alliés, tout en mettant sur pied un dispositif de coopération en matière de lutte contre le terrorisme. Nous accroîtrons nos efforts en faveur de ceux qui luttent contre les idéologies extrémistes et cherchent une solution aux conflits communautaires.

Et nous élargirons nos programmes en faveur de l'entreprenariat et de la société civile, de l'éducation et de la jeunesse, car en fin de compte, ces investissements sont le meilleur antidote contre la violence.

Nous reconnaissons aussi la nécessité de faire preuve de leadership pour régler le conflit entre Palestiniens et Israéliens. Même si la situation ne semble guère prometteuse, l'Amérique ne renoncera jamais à rechercher la paix. La situation en Iraq, en Syrie et en Lybie devrait dissiper les illusions de ceux qui considèrent que le conflit arabo-israélien est à l'origine des problèmes de la région. Trop longtemps, ce conflit a servi de prétexte pour détourner l'attention des populations des problèmes dans leur pays. Face à la violence qui déferle aujourd'hui sur la région, un trop grand nombre d'Israéliens est prêt à renoncer au travail difficile de la paix. Et c'est une question à laquelle Israël devrait réfléchir, car, soyons clairs : le statut quo en Cisjordanie et à Gaza n'est pas tenable. Nous ne pouvons pas nous permettre d'abandonner cet effort – lorsque des roquettes sont tirées contre des Israéliens innocents ou lorsque tant d'enfants palestiniens meurent à Gaza. Tant que je serai Président, nous défendrons le principe qui veut que la région et le monde seront plus justes et plus sûrs si les Israéliens et les Palestiniens vivent côte à côte, en paix et en sécurité dans deux États.

Voilà ce que l'Amérique est prête à faire : entreprendre des actions contre des menaces immédiates tout en œuvrant pour un monde dans lequel ces actions deviendront de moins en moins nécessaires. Les États-Unis ne reculeront jamais devant le besoin de défendre leurs intérêts, mais nous ne reculerons jamais non plus devant le besoin de défendre la promesse que symbolisent cette institution et sa Déclaration universelle des droits de l'homme – la notion que la paix n'est pas seulement l'absence de guerre mais aussi la présence d'une vie meilleure.

Je sais bien que les critiques de l'Amérique auront vite fait de rappeler que nous non plus n'avons pas été à la hauteur de nos idéaux et que l'Amérique a de nombreux problèmes à l'intérieur de ses frontières. C'est vrai. En un été marqué par l'instabilité au Moyen-Orient et en Europe de l'Est, je sais que le monde a également eu les yeux fixés sur la petite ville américaine de Ferguson, dans le Missouri, où un jeune homme a été tué et une communauté divisée. Alors oui, nous avons nos divisions raciales et nos tensions ethniques. Et comme n'importe quel pays, nous sommes constamment en train de voir comment concilier les grands changements

dus à la mondialisation et une plus grande diversité avec les traditions qui nous sont chères.

Mais nous apprécions le regard attentif que le monde jette sur nous, car ce que vous voyez en Amérique, c'est un pays qui a œuvré avec constance à régler ses problèmes, à perfectionner son union, à combler les fractures qui existaient à la fondation de cette nation. L'Amérique n'est pas ce qu'elle était il y a 100 ans, 50 ans, ou même il y a une décennie. Nous défendons nos idéaux et sommes prêts à faire notre autocritique en cas d'échec. Nos dirigeants ont des comptes à rendre et nous tenons à la liberté de la presse et à l'indépendance de la justice. Nous exprimons nos divergences dans l'espace ouvert de la démocratie, dans le respect de l'état de droit, et en accordant une place à toutes les races et toutes les religions; et nous sommes convaincus de la capacité des hommes et des femmes à changer en mieux leurs communautés, leurs circonstances et leurs pays.

Président depuis près de six ans, je crois que cette promesse peut éclairer le monde. J'ai vu, dans les yeux des jeunes que j'ai rencontrés partout dans le monde, un désir de changement, une aspiration à la paix, à la liberté et à l'égalité des chances, un souhait que le sectarisme cesse. Ils me rappellent que, peu importe qui vous êtes, d'où vous venez, à quoi vous ressemblez, quel Dieu vous priez ou qui vous aimez, nous partageons tous quelque chose de fondamental.

Eleanor Roosevelt, qui a toujours défendu l'ONU et le rôle de l'Amérique à l'ONU, a posé un jour cette question :

« Après tout, où commencent les droits universels? Dans de petits endroits, près de chez soi – des endroits si proches et si petits que l'on ne peut les voir sur aucune carte du monde. Ils constituent pourtant le monde de chaque individu; le quartier où il habite; l'école ou l'université qu'il fréquente; l'usine, la ferme ou le bureau où il travaille ».

Partout dans le monde, les jeunes vont de l'avant, avides d'un monde meilleur. Partout dans le monde, dans des villages, ils surmontent la haine, le fanatisme et le sectarisme. Et ils apprennent à respecter l'autre, malgré ses différences.

Les peuples du monde attendent de nous qui sommes ici aujourd'hui que nous soyons aussi décents, dignes et courageux qu'ils essaient de l'être dans leur vie quotidienne. Et alors que nous nous trouvons à la croisée des chemins, je peux promettre à l'Assemblée

que les États-Unis d'Amérique ne se laisseront pas distraire ni dissuader face à la tâche à accomplir. Nous sommes les fiers héritiers d'un legs de liberté, et nous sommes prêts à tout mettre en œuvre pour préserver cet héritage pour les générations à venir. Je demande à l'Assemblée de se joindre à nous dans cette mission commune, pour les enfants d'aujourd'hui et de demain.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Barack Obama, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de l'Ouganda.

M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Museveni (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je remercie l'Assemblée générale d'avoir élu S. E. M. Sam Kutesa, notre ministre des affaires étrangères, à la présidence de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale.

Comme l'Assemblée le sait, le système des Nations Unies doit être réformé pour tenir compte des nouveaux besoins et des nouvelles réalités du monde d'aujourd'hui. L'Ouganda mettra à profit sa présidence pour apporter une modeste contribution à la réforme de l'ONU et de ses organes en promouvant la position africaine sur cette question. Tout le monde en conviendra, ces réformes permettront de renforcer l'Organisation, et non l'inverse.

L'Afrique, y compris l'Ouganda, commence enfin à émerger de la longue nuit de déclin que le continent a connu au cours des 500 dernières années – depuis 1472, lorsque les Portugais ont commencé à envahir la côte africaine. Durant ce demi-millénaire, le continent

africain a subi de graves traumatismes, y compris la traite des esclaves, le colonialisme, le néocolonialisme, le pillage, l'hémorragie humaine et même, dans certains cas, le génocide. Ces traumatismes ont conduit à l'hémorragie de la population et au dépeuplement du continent africain, de telle manière qu'en 1900, la population totale de l'Afrique était de 133 millions d'habitants seulement alors que la Chine, dont la superficie est quatre fois inférieure à celle du continent africain, comptait alors 489 000 millions d'habitants. En d'autres termes, en 1900, la population totale de l'Afrique était quatre fois inférieure à celle de la Chine, pour une superficie quatre fois plus grande.

De tels traumatismes ont été possibles en Afrique non seulement en raison de faiblesses internes mais aussi à cause de facteurs externes. Les agressions étrangères ont entraîné de graves déséquilibres dans les sociétés africaines. Il y a eu, par exemple, le Royaume de Kongo, très bien organisé, sur la côte atlantique à l'époque où y est arrivé le premier explorateur portugais, Diego Cão, en 1483. Ce royaume couvrait ce qui est aujourd'hui le nord de l'Angola, le Cabinda, des zones de l'actuelle République du Congo et des zones occidentales de l'actuelle République démocratique du Congo. Le déclin et la désintégration de ce régime politique, de ce royaume, sont le résultat du colonialisme.

Ce n'est que maintenant que les pays modernes de cette région redonnent vie à cette partie de l'Afrique. C'est à ces déformations et aux faiblesses endogènes initiales de l'Afrique que la génération actuelle de dirigeants africains s'attaque. Dans de nombreux pays africains, on commence à voir de bons résultats. En Afrique, la classe moyenne représente maintenant 313 millions de personnes, ce qui a renforcé le pouvoir d'achat de l'Afrique, qui atteint 2 500 milliards de dollars. Ce pouvoir d'achat augmente de 3,2 % par an. Cette croissance et l'augmentation du produit intérieur brut et du pouvoir d'achat de l'Afrique ont été possibles en dépit de la mauvaise qualité des routes et des réseaux ferroviaires et électriques, entre autres. Une fois ces obstacles stratégiques surmontés, tout sera possible en ce qui concerne le potentiel de l'Afrique.

L'une des difficultés qui rongent l'Afrique c'est l'adhésion à la pseudo-idéologie du sectarisme religieux ou tribal, ainsi que le sexisme à l'égard des femmes. Au moment où il quittait la salle de l'Assemblée, j'ai croisé le Président Obama et je lui ai dit qu'il avait copié une partie de mon allocution. Cette pseudo-idéologie alimente la plupart des conflits en Afrique.

Nous constatons également les dégâts causés par cette même pseudo-idéologie au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Quand des étrangers en uniforme rejoignent ces pseudo-idéologues, la transformation est des plus tragiques. L'idéologie sectaire est fautive et creuse car elle est contraire aux véritables intérêts mutuels que présentent pour les populations l'interdépendance, l'échanges de biens et de services et l'intégration. Seuls des parasites se réjouissent des machinations de ces pseudo-idéologues. Cette pseudo-idéologie devrait être interdite et traitée avec le mépris qu'elle mérite.

S'agissant des changements socioéconomiques, l'Ouganda s'emploie activement à construire des routes goudronnées, des réseaux électriques, des voies ferrées, des réseaux TIC (technologies de l'information et des communications), un système éducatif universel et un système de soins de santé s'étendant à l'ensemble de l'Ouganda. Conjointement avec nos voisins, nous avons intégré nos marchés à la Communauté d'Afrique de l'Est et au Marché commun de l'Afrique orientale et australe. Nous travaillons également en partenariat avec les pays voisins pour trouver des solutions communes en matière de sécurité. L'Afrique et chaque pays africain deviennent donc des partenaires plus crédibles pour tous les acteurs sérieux au-delà de nos côtes.

L'Ouganda a besoin de l'investissement, d'un accès commercial et de touristes et les accueillent favorablement. C'est également vrai, parfois, pour des partenariats en matière de sécurité approuvés par l'Union africaine avec nos partenaires dans le monde, dont un grand nombre sont des Membres de l'ONU.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de l'Ouganda de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Yoweri Kaguta Museveni, Président de la République de l'Ouganda, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. M. Don Felipe VI, Roi d'Espagne

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi d'Espagne.

S. M. Don Felipe VI, Roi d'Espagne, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à

S. M. Don Felipe VI, Roi d'Espagne, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Roi Felipe (*parle en espagnol*) : C'est un grand honneur et un privilège que de prendre la parole en tant que Roi d'Espagne devant l'Assemblée générale des Nations Unies au début de mon règne.

Je viens, devant l'Assemblée générale, faire part à la communauté internationale de l'attachement de mon pays aux principes et valeurs universels qui définissent le mieux l'humanité. Aujourd'hui, j'ai le plaisir d'exposer ce qu'une Espagne renouée, mais fidèle à elle-même et à ses engagements internationaux, a à offrir en faveur de la paix, de la liberté, de la justice et des droits de l'homme dans tous les pays et au bénéfice de tous, en sus du bien-être et de la prospérité.

L'Espagne est une nation aux racines millénaires et à vocation clairement universelle, qui a contribué intensément et de façon décisive à façonner l'histoire du monde. Souvenons-nous que l'Espagne est à la genèse historique aussi bien de la mondialisation et du droit international que du parlementarisme médiéval et de la démocratie libérale contemporaine. Dans cette perspective séculaire, nous pouvons voir clairement que nos meilleurs moments correspondent aux moments où nous avançons en étant ouverts et tournés vers le monde.

Sincèrement, et malgré nos problèmes, je vois aujourd'hui la société espagnole comme un exemple d'attachement à la dignité humaine et de solidarité avec les plus démunis. Elle a un profond sens de l'égalité, elle rejette le fanatisme, la violence, l'intolérance et elle est éprise de paix. C'est une société diverse dans sa culture et dans ses langues, capable de surmonter les difficultés avec force et avec le sens des responsabilités, et qui exige intégrité et exemplarité comme valeurs civiques inhérentes à la démocratie. La société espagnole est une société forte et généreuse, dynamique, dont je suis vraiment fier. Ainsi, les Espagnols regardent aujourd'hui vers l'avenir fermement décidés à partager et à aider à construire une réalité meilleure pour tous les peuples. Nos fondations sont solides, forgées au fil des siècles et renforcées, en particulier, dans les dernières décennies, et c'est sur elles que reposent les engagements pris par l'Espagne auprès du reste de la communauté internationale.

La démocratie est aujourd'hui un repère essentiel de notre coexistence collective. Cela fera bientôt quarante ans que l'Espagne a entamé sa transition politique, qui nous a permis de passer d'une dictature à

un système politique de libertés et de droits, marqué par une soif de réconciliation nationale et un véritable esprit de concorde. Qu'il me soit permis, en conséquence, de revendiquer avec fierté – et avec émotion – cette grande œuvre politique des Espagnols, qui est un exemple pour beaucoup dans le monde, et un système à partir duquel les Espagnols ont articulé un état social et démocratique de droit, qui protège tous les citoyens et les différents territoires de l'Espagne dans leur diversité politique, géographique, culturelle et linguistique. L'Assemblée peut donc toujours compter sur l'attachement de l'Espagne à la promotion et à la défense des valeurs démocratiques dans le monde.

Sans oublier les effets de la crise, le développement économique de l'Espagne, particulièrement depuis la seconde moitié du siècle dernier, a mis notre économie au rang des premières de la planète – et des plus ouvertes et compétitives – et ce, en la dotant de positions de premier plan au niveau mondial dans des secteurs très divers, à valeur ajoutée, à fort impact social. Forte de tout cela, l'Espagne appuie sans faille un développement économique mondial durable, qui rende possible le progrès matériel et le bien-être, qui génère des emplois et protège les personnes et leurs droits sociaux; un développement durable aussi sur le plan écologique, respectueux des règles internationales et qui retrouve les valeurs de bonne conduite dans les comportements économiques internationaux.

Sur le plan culturel, l'Espagne a toujours été également une puissance, et une puissance de premier ordre, et nous savons que dans toutes les sociétés, la culture façonne notre identité et est source de richesse, matérielle et immatérielle. La vigueur de l'espagnol, langue universelle qu'ont en partage des dizaines de pays et des centaines de millions de personnes sur tous les continents, contribue en effet de façon décisive à garantir une plus grande diversité culturelle et linguistique sur la scène internationale, ce qui est indubitablement un objectif capital pour la communauté humaine particulièrement plurielle que représente cette Assemblée. C'est pourquoi l'espagnol doit assumer pleinement sa définition de langue officielle de l'Organisation des Nations Unies, comme langue de travail dotée d'une présence et d'une représentation à part entière. Ainsi, par l'ampleur et la profondeur de notre soubassement culturel, nous affirmons également l'engagement de l'Espagne en faveur de la défense de la diversité culturelle dans toutes ses manifestations et dans tous ses aspects.

L'histoire, une position géographique privilégiée à la croisée des continents, des mers et des civilisations ont permis à l'Espagne de développer une solide projection universelle et des liens particuliers avec certaines régions de la planète. Parmi elles, l'Europe représente une dimension évidente. Le processus d'intégration continentale, dans le cadre de l'Union européenne, fait partie aujourd'hui du projet national du Royaume d'Espagne. Nous prônons une Europe plus unie et plus cohérente, qui préserve et qui propage les valeurs démocratiques et civiques qui ont présidé à sa création, et qui s'emploie à garantir la prospérité de tous ses citoyens. Nous défendons aussi une Europe forte et solidaire, qui contribue, avec générosité et efficacité, au progrès de la paix dans toutes les régions du monde.

De par son histoire et sa culture, la communauté ibéro-américaine des nations forme une part importante de notre sentiment d'identité collectif et représente pour nous une véritable fraternité, sentiment qui s'étend à d'autres lieux grâce aux liens culturels, historiques et linguistiques que nous entretenons aussi avec d'autres pays et d'autres peuples dans le reste de l'Amérique, de l'Afrique, de l'Asie et de l'Océanie.

La Méditerranée, sur ses rives nord et sud, de même que le Proche-Orient et le monde arabe dans toute son étendue, sont pour l'Espagne des espaces très proches, non seulement sur le plan géographique, mais aussi sur le plan culturel et affectif. Voilà pourquoi nous affirmons notre détermination – et l'intérêt que nous avons – à contribuer à la stabilité de cette région, fondamentale pour la paix dans le monde, une région qui subit au sein de certaines de ses sociétés le fléau d'une barbarie intolérable, une violence criminelle et atroce qui menace toutes les sociétés de la planète et les valeurs mêmes de la civilisation humaine universelle.

La vocation universaliste de l'Espagne et les engagements dont je viens de parler sur les plans démocratique, économique et culturel se résument par un engagement sans réserve en faveur de la Charte des Nations Unies, en vertu de laquelle nous sommes réunis aujourd'hui, Charte qui représente l'une des grandes réalisations de l'humanité, que nous devons préserver, respecter et faire respecter. Ainsi, l'Espagne a profondément foi dans les Nations Unies et dans les mécanismes multilatéraux pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales et la contribution apportée au développement des peuples.

Nous vivons des temps marqués par la prolifération des conflits, dont certains sont particulièrement

dévastateurs et ont des effets indiscriminés sur les civils. Notre objectif primordial doit être de prévenir les guerres et lorsque nous n'y parvenons pas, alors de protéger et assister les innocents et les populations sinistrées. Nous ne devons jamais faiblir dans notre détermination de régler les conflits au moyen de la diplomatie et de tous les instruments que met à notre disposition la Charte des Nations Unies. Surtout, ne perdons pas espoir, et rappelons-nous que malgré tout, le désir de concorde peut et doit l'emporter sur les haines, même les plus enkystées.

Une version sur tapisserie de *Guernica*, œuvre d'un Espagnol universel, Pablo Picasso, est accrochée à l'entrée de la salle du Conseil de sécurité. La scène représentée dans cette œuvre d'art agite encore notre conscience et nous rappelle les conséquences fatales de notre incapacité à prévenir et régler les conflits qui nous affligent tous. C'est une erreur de penser que les guerres, ou les catastrophes causées par l'homme, touchent seulement une population ou une région sans avoir d'effet sur les autres. Lorsque la barbarie triomphe quelque part dans le monde, personne n'est à l'abri, nous en sommes tous victimes.

Cependant, les conflits armés ne sont pas les seules menaces qui pèsent sur la communauté internationale. Le mal adopte des formes variées et ses victimes ont de nombreux visages : chaque enfant pris dans une situation de crise ou de violence, chaque femme qui est brimée ou dont les droits sont limités du seul fait d'en être une, chaque malade qui meurt faute de médicaments, chaque personne âgée abandonnée, chaque famille sans nourriture ni espoir à cause d'une répartition injuste des richesses, chaque journaliste assassiné pour avoir accompli son devoir d'informer – tous interpellent notre conscience et notre sens du devoir et sont en soi des appels à l'action.

Les membres de l'Assemblée générale peuvent compter sur l'Espagne pour faire front avec eux, dans le cadre du droit international, contre ceux qui entendent détruire, par l'intolérance, la violence ou le sectarisme, les valeurs et les principes qui sous-tendent les Nations Unies. L'Espagne a toujours démontré son appui inconditionnel au système des Nations Unies et sa responsabilité active au regard des principes que nous reconnaissons tous dans cette Assemblée : la liberté, la justice, l'égalité, la souveraineté nationale, l'indépendance et l'intégrité des États. Elle continuera d'assumer pleinement, comme elle n'a jamais cessé de le faire, ses responsabilités en tant que Membre de l'ONU.

Dans cette optique, l'Espagne fait un pas de plus comme candidate à un siège non permanent au Conseil de sécurité pour la période biennale 2015-2016. Notre candidature s'inscrit dans un engagement résolu à servir plus et mieux la communauté internationale, ainsi que nous le faisons au Conseil de sécurité une fois par décennie depuis 40 ans, grâce à la confiance que l'Assemblée nous accorde. Je demande seulement que cette confiance nous soit renouvelée.

Ces 25 dernières années, 130 000 membres des forces armées espagnoles ont participé à des opérations de maintien de la paix et d'aide humanitaire dans toutes les régions du monde. Ils ont pris part – et, surtout, se sont sentis faire partie – d'un vaste effort collectif auquel contribuent également nombre des pays ici réunis. De même, l'Espagne a renforcé, au cours des décennies passées, son statut de contributrice majeure à la coopération pour le développement. Il ne peut y avoir de paix sans sécurité pérenne, sans développement durable, et il ne peut y avoir de développement durable sans solidarité accrue, tant entre les différentes nations qu'en leur sein. De plus, le développement doit s'accompagner de politiques d'ouverture qui visent à la pleine réalisation de l'égalité entre les sexes et à l'intégration des femmes dans tous les domaines de la vie politique, sociale et économique.

L'Espagne, comme on le voit, est un pays solidaire. Durant les 14 années qui viennent de s'écouler, mes compatriotes ont versé 30 milliards de dollars au profit du développement mondial. Sur ce montant, près d'un milliard de dollars ont été affectés à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, par l'intermédiaire d'un fonds créé par mon pays et codirigé par le Programme des Nations Unies pour le développement, ce qui représente la contribution la plus importante de la part d'un pays unique. Dans le détail, l'une des tâches les plus essentielles de cette Assemblée générale consistera à mener à leur terme les négociations relatives au programme de développement pour l'après-2015 et de définir quelques objectifs de développement durable. En la matière également, l'Espagne a fait un pas en avant avec la création du premier fonds, déjà opérationnel, au profit de ces objectifs de développement durable.

Parvenir à la durabilité suppose pour une grande part de combattre les effets nocifs des changements climatiques. Le Sommet sur le climat, qui a eu lieu hier, et la Troisième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement, qui s'est

tenue récemment aux Samoa et que l'Espagne a aidé à organiser, nous ont sensibilisés encore davantage au problème et vont nous permettre d'améliorer notre réponse et notre résilience face aux situations limites, notamment en ce qui concerne les États les plus vulnérables dont la survie même est menacée.

Les objectifs de développement durables que nous nous sommes fixés sont à notre portée. Une fois encore, il y a des raisons d'espérer. Je pense en particulier aux progrès obtenus en Afrique, un continent si proche de l'Espagne et où les exemples d'innovation et de créativité sont partout. L'Afrique est un continent du présent et du futur, qui compte certaines des économies dont la croissance a été la plus rapide au cours de la dernière décennie. Néanmoins, il est crucial de mettre fin aux conflits qui touchent encore la région par endroits et retardent son développement. Du Sahel à la Corne de l'Afrique en passant par la région des Grands Lacs, l'Espagne y travaille en honorant ses engagements, pris pour des raisons de solidarité et de proximité.

Nous croyons en l'Afrique et nous le démontrons dans les faits, par exemple quand surviennent des crises sévères telles que l'épidémie d'Ebola, qui affecte une partie importante de la région centrale. Je tiens à exprimer la solidarité du peuple espagnol avec les victimes et notre soutien à ceux qui font tout pour leur porter secours, parfois au prix de leur propre vie. Par ailleurs, je rends sincèrement hommage aux coopérants et à l'ensemble du personnel humanitaire des Nations Unies, dont la vocation les pousse à tout quitter pour venir en aide aux personnes les plus vulnérables, où qu'elles se trouvent.

Près de 30 ans ont passé depuis la première intervention de mon père, le Roi Juan Carlos, devant l'Assemblée générale (voir A/41/PV.4). Aujourd'hui comme alors, l'Espagne s'ouvre à un temps nouveau. Aujourd'hui comme alors, nous assumons notre rôle de membres actifs et responsables de la communauté internationale. Je garantis aux personnes ici présentes que la communauté internationale, représentée aujourd'hui à l'Assemblée générale, peut continuer de compter sur l'appui et la participation active de l'Espagne à la défense indispensable des valeurs et des intérêts d'une humanité en paix, toujours plus prospère et plus juste, et à l'émergence de Nations Unies qui soient non seulement plus fortes mais aussi, et surtout, plus unies contre le fanatisme, l'intolérance et la barbarie, plus unies pour lutter contre la pauvreté, la misère et la marginalisation, plus unies pour que l'éducation

et la santé soient accessibles à tous, et plus unies pour défendre fermement la dignité de tout être humain.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Roi d'Espagne de l'allocation qu'il vient de prononcer.

S. M. Don Felipe VI, Roi d'Espagne, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République islamique de Mauritanie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Président de la République islamique de Mauritanie.

M. Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République islamique de Mauritanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République islamique de Mauritanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Ould Abdel Aziz (*parle en arabe*) : Il m'est particulièrement agréable, Monsieur le Président, de vous exprimer, au nom de l'Union africaine et au nom de la République islamique de Mauritanie, mes vives félicitations et mes meilleurs vœux pour votre élection en tant que Président de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-neuvième session. Je suis tout à fait convaincu que votre sens du discernement et vos compétences, ainsi que la longue expérience dont vous disposez à la tête de la diplomatie de votre pays frère, l'Ouganda, constituent le meilleur gage d'une bonne conduite des travaux de notre présente session et de sa réussite.

Je me réjouis également de souligner ici l'action remarquable de votre prédécesseur, M. John Ashe, lors de sa présidence des travaux de la précédente session. Je tiens aussi à adresser mes vifs remerciements à S. E. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour les efforts louables qu'il n'a cessé de déployer au service de la paix et de la sécurité internationales et pour son approche en faveur du dialogue, meilleur moyen pour aborder les questions internationales actuelles.

L'Assemblée générale des Nations Unies est demeurée une tribune d'échange de points de vue et de discussion des grandes questions internationales

qui touchent la vie des nations et des peuples. C'est ce qui lui a conféré une place privilégiée au sein des diverses institutions du système des Nations Unies. Cette rencontre annuelle, qui regroupe les dirigeants, est une précieuse occasion pour parvenir à une vision globale répondant aux attentes des peuples du monde et proposant des solutions efficaces aux problèmes posés au niveau international.

Je saisis l'occasion de m'adresser à cette honorable assistance pour l'informer, et informer le monde entier, à travers cette tribune, de ce que nous, Africains, avons réalisé sur la voie du progrès et du développement, des problèmes auxquels notre jeune continent est confronté, de nos attentes vis-à-vis de la communauté internationale et de nos aspirations à une contribution efficace à la gestion du présent et de l'avenir de l'Humanité.

De nombreux pays du continent africain ont enregistré des niveaux de croissance élevés, en dépit de la crise économique aiguë qui continue de sévir dans le monde. Le taux de croissance moyen dans le continent a atteint 5 % et tend vers 6 %. Cette reprise économique est le fruit, entre autres facteurs, des politiques économiques éclairées mises en œuvre par les Gouvernements africains. C'est dans ce cadre que l'investissement local et étranger a été encouragé, que de nouvelles infrastructures ont été réalisées et qu'une attention particulière a été accordée aux franges les plus vulnérables de la société. De même, les projets et activités générateurs de revenus ont été appuyés, contribuant ainsi de façon efficace à la lutte contre le chômage, en particulier dans les rangs des jeunes et des femmes. L'Afrique œuvre sans relâche à se transformer d'un espace de consommation en une zone de production, pour garantir des possibilités d'emploi à des millions de personnes.

La réalisation de l'autosuffisance alimentaire, le développement des industries agricoles et la lutte contre la pauvreté en milieu rural constituent des objectifs fondamentaux de l'Union africaine. À cet effet, un grand intérêt a été accordé aux secteurs de l'agriculture et de l'élevage lors des sommets africains successifs. C'est ainsi que l'année 2014 a été déclarée « Année de l'agriculture et de l'autosuffisance alimentaire en Afrique ». Le secteur de l'agriculture emploie près de 60 % de la main-d'œuvre et représente le tiers du produit intérieur brut au niveau du continent.

C'est dans ce cadre que le Sommet africain a recommandé l'affectation de 10 % des budgets des États africains au développement du secteur de l'agriculture.

Conscients de l'importance de la sécurité alimentaire, les Gouvernements africains ont adopté des politiques efficaces pour le développement de ce secteur vital. Ces politiques couronnées de succès ont permis à certains pays africains d'atteindre l'autosuffisance dans différents produits agricoles, pendant que d'autres pays progressent avec assurance sur cette voie.

En Afrique, nous aspirons à une coopération fructueuse avec nos partenaires, laquelle ouvrira les marchés internationaux à nos produits agricoles, permettra le développement de nos capacités dans les domaines de la recherche agricole et nous ouvrira l'accès aux technologies de pointe et aux techniques de préservation de l'environnement.

Lors de l'adoption des objectifs du Millénaire pour le développement, en 2000, l'Afrique n'avait pas encore élaboré de vision commune sur les grandes questions relatives au développement et sa voix n'a pas été suffisamment entendue. En dépit de cela, nous avons œuvré, avec sérieux et dynamisme, à la réalisation de ces objectifs. Aujourd'hui, l'Afrique parle d'une même voix, s'attelle à la réalisation du développement pour devenir un espace sain, libéré des fléaux, des guerres et des conflits, et où prévalent la justice, la bonne gouvernance et le respect des droits de l'homme.

Dans ce cadre, les dirigeants africains ont pris des décisions importantes sur des sujets essentiels pour le continent, parmi lesquels la vision que l'Union africaine présente dans son Agenda 2063 et le programme de développement pour l'après-2015 qui s'articule, notamment, autour du développement des ressources humaines et l'élimination de la pauvreté, des pandémies et des maladies mortelles. Rappelons que la lutte contre le VIH/sida, le paludisme et la tuberculose a été renforcée par de multiples programmes qui ont permis la poursuite des actions visant la réduction des effets de ces fléaux.

Malgré ces initiatives, les indicateurs dans le domaine de la santé nous incitent à redoubler d'efforts, pour consolider notre système de santé, améliorer ses infrastructures et l'accès à ses services et procéder à la formation et au perfectionnement de ses ressources humaines. Dans ce cadre, les chefs d'État africains ont récemment lancé une forte initiative de lutte contre le VIH/sida. L'apparition du virus Ebola, en Afrique de l'Ouest, constitue un défi majeur et une dangereuse menace en raison du nombre important de ses victimes et de la vitesse avec laquelle il se propage. Les mesures prises pour arrêter la propagation de ce fléau demeurent

jusqu'ici insuffisantes et leur efficacité reste très limitée. En l'absence d'un traitement approprié, chaque jour qui passe, le nombre des victimes augmente et l'aire de propagation du virus s'élargit pour englober de nouvelles zones. En dépit des mesures qu'elle a prises et des efforts qu'elle a déployés, l'Afrique n'est pas encore arrivée à faire face avec succès à cette épidémie.

En conséquence, j'adresse depuis cette tribune un vibrant appel à la communauté internationale pour qu'elle œuvre efficacement à la mise à disposition de vaccins, et lui demande de garantir le traitement des personnes atteintes du virus Ebola, de renforcer les moyens de prévention et d'arrêter la propagation, d'accroître les investissements dans le domaine de la recherche scientifique en virologie, et d'apporter une aide aux pays touchés par ce fléau. Dans ce cadre, nous saluons les actions et les initiatives entreprises par certains États et organismes internationaux en faveur des pays touchés par la propagation de cette maladie.

Le phénomène de l'immigration clandestine et les tragédies qu'il occasionne quotidiennement nous invitent à une action énergique pour que des solutions efficaces et rapides soient trouvées. Nous ne pouvons nous contenter de compter les corps rejetés par les vagues sur les plages ou d'entreprendre des opérations de sauvetage en pleine mer pour des milliers d'immigrés entassés dans des embarcations de fortune. L'immigration clandestine est un phénomène complexe, qui comprend des facteurs économiques et des pratiques liées au crime organisé. Par conséquent, la surveillance des frontières, quel que soit le niveau de vigilance, et les lois, quelle que soit leur rigueur, demeureront incapables d'arrêter les vagues de migrants du Sud vers le Nord. Cela requiert donc la recherche de solutions idoines prenant en considération les causes réelles de ce phénomène et permettant de créer les conditions appropriées pour garantir davantage de possibilités d'emploi et de conditions de vie décente pour la jeunesse africaine.

La bonne gouvernance constitue la condition préalable à la réussite des efforts de développement. L'élite politique africaine en a pris sérieusement conscience, et œuvre, avec engagement, à promouvoir les libertés collectives et la consolidation du système démocratique, en tant que meilleur moyen de gestion des affaires publiques. L'Union africaine a pris des dispositions dissuasives contre toutes les tentatives de prise de pouvoir par les voies non démocratiques, ce qui a permis de conforter la pratique démocratique,

d'instaurer le pluralisme et de consacrer l'organisation d'élections transparentes.

Le système démocratique implique, par essence, la participation de toutes les composantes de la société civile. La nature des sociétés africaines a donc imposé l'instauration d'une discrimination positive en faveur des femmes, leur permettant l'accès aux fonctions électives et aux sphères de prise de décision en vue de garantir davantage de justice. Dans le même cadre, les plans de développement et les politiques économiques et sociales mis en œuvre dans les pays africains accordent une priorité absolue à la jeunesse. Les prévisions indiquent que la population du continent atteindra 3 milliards d'individus à l'horizon 2050 – dont environ deux tiers de jeunes. Cette situation démographique, spécifique au continent, nécessite d'orienter les investissements vers les infrastructures et les services sociaux, et impose aux gouvernements d'accorder la priorité à l'habitat, à l'emploi, au développement des ressources humaines, à la santé et à la diversification des sources d'énergie. Il s'agit aussi de mettre l'accent sur l'enseignement et sur la formation professionnelle, qui doivent répondre aux besoins du marché de l'emploi, ce qui contribuera à lutter efficacement contre le chômage. En effet, le chômage auquel sont confrontés nos sociétés n'est pas consécutif à l'inexistence des possibilités d'emploi, mais résulte, dans la plupart des cas, d'une inadéquation entre les profils des jeunes diplômés et les besoins réels du marché du travail.

L'Afrique – tout comme le monde entier – est aujourd'hui confrontée à de nombreux défis dans le domaine de la sécurité : la multiplication des foyers de tension, le terrorisme, le crime organisé ainsi que le trafic de drogue, d'armes et la traite des êtres humains. Tous ces défis revêtent un caractère transfrontalier. Plusieurs facteurs ont contribué à la précarité de la situation de la sécurité dans certaines régions de l'Afrique, parmi lesquels on peut citer le déficit en matière de gouvernance démocratique, les séquelles de vieux antagonismes sociaux et culturels, les difficultés économiques avec ce que cela engendre comme tensions sociales, ainsi que le fait que les systèmes éducatifs sont peu performants, ce qui entraîne des taux élevés de chômage et de délinquance juvénile.

Pour faire face à ces défis, l'Union africaine a institué des mécanismes efficaces par l'intermédiaire du dispositif africain de paix et de sécurité, qui comprend le Conseil de paix et de sécurité et la Capacité africaine de réponse immédiate aux crises. En dépit des efforts

déployés et des réalisations accomplies, la lutte contre le terrorisme demeure une responsabilité internationale qui requiert une étroite coopération entre tous les membres de la communauté internationale, dans la mesure où aucun pays ne saurait éradiquer à lui seul ce phénomène.

La coopération fructueuse entre le Conseil de sécurité de l'ONU et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a permis de trouver des solutions à de nombreux conflits armés sur notre continent. Toutefois, et malgré ces efforts, la situation en Somalie demeure difficile et une solution définitive à cet épineux problème reste à trouver. De même, la situation en Libye, dans le nord du Nigéria et en République centrafricaine constituent toujours pour nous des sources de grande inquiétude. En Libye, la situation dégénère de manière dangereuse et regrettable, présentant les prémices d'une guerre civile qui menace l'unité du pays, expose ses fils à l'exil et risque d'étendre ses dangers aux pays voisins si la communauté internationale n'intervient pas pour aider les Libyens à trouver une solution pacifique et consensuelle garantissant l'unité et la stabilité du pays. Dans le nord du Nigéria, le mouvement Boko Haram continue de perpétrer ses actes criminels, assassinant des innocents, enlevant des femmes et détruisant des villages entiers. Face à ce groupe terroriste, il est indispensable que l'Afrique et la communauté internationale conjuguent leurs efforts pour entreprendre une action décisive en vue d'éliminer ce danger qui menace la région dans son ensemble.

Pour ce qui est de la République centrafricaine, les efforts de la force africaine de maintien de la paix, avec l'appui des forces amies, a mis fin aux massacres, et empêché le conflit d'évoluer en une guerre civile généralisée. Cependant, la situation demeure tendue entre les différentes composantes sociales du pays, ce qui nécessite que nous encourageons les acteurs centrafricains à profiter de la période de transition pour bâtir la confiance et transcender tout ce qui est de nature à entraver le processus de paix et de stabilité dans le pays.

Ces situations ne doivent pas occulter les réalisations accomplies sur la voie de la consolidation de la paix dans de nombreuses régions qui s'étaient embrasées. À cet égard, nous nous félicitons des progrès enregistrés dans la région des Grands Lacs, dans le nord du Mali et en République du Soudan du Sud.

Le Sahel a été l'une des premières régions à souffrir du phénomène du terrorisme. Mais grâce à la

coopération étroite entre les pays de la région dans le domaine de la sécurité et à la solidarité internationale, les terroristes ont été contraints à se replier loin des centres d'intérêt et les activités des réseaux du trafic illicite ont été paralysées. Les Africains ont fait face, de façon vigoureuse, à une situation difficile dans le nord du Mali. C'est ainsi que plusieurs pays du continent, aux côtés de forces internationales alliées, ont affronté les groupes terroristes. Le danger du terrorisme s'est éloigné des zones vitales qui constituaient une base de lancement des opérations terroristes criminelles. L'intervention française a été déterminante, et est venue au moment opportun. De même, l'histoire retiendra les grands sacrifices consentis par les vaillants officiers et soldats tchadiens.

La région demeure exposée à des risques d'ordre sécuritaire qui sont désormais relativement réduits. L'éradication du terrorisme au Sahel constitue un défi majeur auquel s'ajoutent les exigences de développement et de lutte contre la pauvreté. La corrélation entre développement et sécurité est étroite, tant il n'est point possible de concevoir un développement durable en l'absence de sécurité, ni d'instaurer la sécurité sans un développement global.

À cet égard, les pays de la région ont pris conscience de la nécessité de créer un cadre régional de coordination des efforts de développement de la zone, d'une part, et de lutter contre le danger du terrorisme et de la criminalité transfrontalière, d'autre part. C'est ainsi que fut créé le Groupe des cinq pays du Sahel lors du sommet des États membres tenu à Nouakchott en février dernier. La communauté internationale est appelée à accompagner les Africains pour réaliser leurs aspirations légitimes à la paix, à la sécurité et au développement durable.

Le conflit au Moyen-Orient qui s'intensifie de temps à autre, sans perspective de solution claire et définitive, en dépit des multiples initiatives arabes et internationales, constitue un danger permanent pour la paix dans le monde. Les parties au conflit doivent consentir des sacrifices, parfois douloureux, et la communauté internationale est appelée à davantage de pression et d'action pour qu'une solution juste et rapide soit trouvée à ce conflit, solution basée sur les résolutions internationales en la matière, notamment celles qui garantissent au peuple palestinien l'instauration d'un État indépendant avec pour capitale Al Qods Al Charif.

Par ailleurs, la situation dangereuse en Syrie et en Iraq, résultant de l'amplification du phénomène du

terrorisme, constitue une source de grande inquiétude pour la communauté internationale. Nous saluons les mesures prises récemment pour faire face aux groupes terroristes en Iraq et invitons les parties au conflit en Syrie au rejet de la violence et à la négociation pour éviter à leur pays encore plus de destruction. De même, la crise en Ukraine devra être résolue de manière pacifique et rapide pour préserver la paix dans le monde et éviter qu'elle n'évolue vers plus de tensions entre les grandes puissances.

Le continent africain aspire à renforcer sa présence dans les institutions et les forums internationaux, en conformité avec sa dimension et son rôle, pour que ces forums et ces institutions soient plus représentatifs des peuples et des nations. Si l'Assemblée générale est une institution internationale dans laquelle tous les pays sont représentés de façon égale, le statut de membre permanent du Conseil de sécurité demeure le monopole d'un nombre restreint de pays. Ce privilège issu des résultats de la Seconde Guerre mondiale, au siècle dernier, n'exprime plus aujourd'hui la réalité géopolitique internationale et ne prend pas en considération les profondes mutations que le monde a connues. L'Afrique occupe aujourd'hui une place importante dans le monde et joue un rôle considérable au sein de l'Organisation internationale, ce qui doit lui conférer une représentation permanente au Conseil de Sécurité. Il importe donc d'entamer au plus vite des négociations sur les textes régissant l'élargissement des représentations permanente et non permanente au sein du Conseil de sécurité.

L'instauration de la justice au niveau international implique également une réforme du système économique mondial pour le rendre plus équitable, à travers une plus grande dynamisation du rôle de l'ONU dans les efforts de renforcement de la transparence, de régulation du système financier et d'encouragement des investissements nécessaires au développement durable.

Enfin, je salue les efforts déployés pour garantir le succès de la présente session. La réalisation des nobles objectifs pour lesquels l'ONU a été créée suppose que les peuples du monde entier soient libres d'exercer leurs droits au développement, à l'enrichissement et au progrès afin que l'humanité tout entière puisse vivre dans la dignité, la liberté, la justice et l'égalité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique de Mauritanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Mohamed Ould Abdel Aziz, Président de la République islamique de Mauritanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. E. M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République du Chili.

M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Bachelet Jeria (*parle en espagnol*) : À la fin du XX^e siècle, nous nous imaginions que le XXI^e siècle apporterait progrès et paix à toutes les populations et que les tragédies qui avaient ébranlé le monde ne se reproduiraient pas. Effectivement, des signes de développement encourageants se sont manifestés dans plusieurs dimensions. Cela étant, paradoxalement, nous observons tout autour de nous les symptômes d'une crise, certes plus ciblée, mais aux conséquences humanitaires dévastatrices. Les guerres régionales, les tensions ethniques et religieuses, les crises humanitaires, les violations des droits de l'homme, la fragmentation de certains États, les changements climatiques, l'aggravation des inégalités, le terrorisme transfrontières, la propagation de terribles pandémies comme l'Ebola, et d'autres crises humanitaires exigent une action ferme et urgente de la part de la communauté internationale.

L'instabilité et l'absence de cohésion sociale menacent la paix, la sécurité, les droits de l'homme, le développement et la démocratie, non seulement des pays, mais également des hommes et des femmes qui les peuplent. Ces problèmes menacent tout ce en quoi nous croyons, tout ce sur quoi repose l'accord qui est à l'origine de la création de l'ONU, et tout ce qui constitue notre raison d'être en tant que dirigeants de nos sociétés. De ce fait, l'ONU continue de jouer un rôle indispensable dans la lutte contre les problèmes mondiaux et dans l'élaboration de mesures de lutte, même si certaines de ces mesures ne donnent pas toujours les résultats espérés.

Le Conseil de sécurité a contribué à combattre et à prévenir les crises. Il a ainsi créé des opérations de maintien de la paix avec un accent particulier mis sur la protection des civils. Malheureusement, à plusieurs occasions, le Conseil de sécurité n'a pas pu agir à l'unisson. Cela entame évidemment la légitimité et la crédibilité de l'organe principal chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

En 2014, le nombre de crises humanitaires a fortement augmenté dans diverses régions du monde, en particulier les situations d'urgence complexes, qui se répercutent à l'échelle régionale et touchent indirectement des pays déjà fragiles. Nous sommes préoccupés par les trois millions de réfugiés provoqués par la crise en Syrie, les actions de groupes terroristes comme l'État islamique d'Iraq et du Levant, la violence sauvage que le monde a vue à Gaza. Nous sommes solidaires des victimes et condamnons avec force le recours à la violence. Toute action menée en la matière doit s'inscrire dans le respect du droit international. Nous pensons que la communauté internationale doit chercher des solutions politiques et mener des négociations inclusives qui facilitent le rôle du Conseil de sécurité. Quant à nous, nous sommes prêts à intensifier nos engagements humanitaires et envisagerons d'accueillir des réfugiés de ces zones de conflit.

Nous sommes également préoccupés par la situation en Ukraine. À ce propos, la position du Chili est claire. Nous croyons au respect du principe d'intégrité territoriale et à la protection du droit des minorités. Nous croyons possible de parvenir à une solution qui évite l'escalade de la violence, des sanctions et des tensions susceptibles de se propager sur la terre entière.

D'une manière générale, nous tenons à réaffirmer notre conviction de la nécessité de respecter la stabilité des frontières. Le droit international est sans ambiguïté : toute action à même de modifier les accords de délimitation des frontières en vigueur crée des incertitudes juridiques et risque d'affecter la stabilité et la paix internationales. Dans ce contexte, nous réitérons qu'il est urgent de procéder à la réforme du Conseil de sécurité. C'est une tâche qui exige une décision politique et une action rapide. Nous réitérons notre appui à l'élargissement de la composition du Conseil à l'Allemagne, au Brésil, au Japon, et à l'Inde comme membres permanents. Le Chili est également en faveur d'un vrai débat sur la proposition française visant à limiter le droit de veto dans le cas de crimes touchant à la responsabilité de protéger.

Nous saluons les efforts déployés par le Secrétaire général pour mettre en place une gouvernance mondiale plus inclusive où le programme de développement pour l'après-2015 et les objectifs de développement durable occuperont une place centrale et nécessiteront l'appui politique des gouvernements et des sociétés de toutes les régions. Le processus d'après-2015 est une excellente occasion de traiter globalement des questions sociales et du développement propres à toutes les sociétés et toutes les régions par le biais de mesures concrètes et mesurables. « Les femmes et la paix et le développement » est pour le Chili un thème prioritaire de l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Depuis l'adoption de la résolution 1325 (2000), le monde a fait des progrès en matière de protection des femmes et des filles dans les conflits armés.

Nos efforts en faveur de l'autonomisation des femmes et de la promotion des initiatives de lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles ont été inlassables. Grâce à ces efforts, les femmes sont aujourd'hui au centre de la nouvelle architecture de paix et de développement. Nous croyons que la pleine intégration des femmes dans toutes les facettes de la société – l'économie, la politique, la culture – est une condition essentielle à leur développement intégral. En conséquence, cela doit également être une des priorités du programme de développement pour l'après-2015, de même qu'un sujet qui a à voir avec l'avenir de nos sociétés, le développement du jeune enfant.

Je viens de l'Amérique latine, une région de pays à revenu intermédiaire qui a ses rêves, ses problèmes et un travail à faire. Pour nous, le développement durable, la sécurité, la qualité de la gouvernance et, surtout, l'égalité et l'inclusion sociale sont les défis les plus pressants à relever. Et nous voulons que ces questions soient également inscrites dans le programme de développement pour l'après-2015, qui doit être inclusif et tenir compte des réalités de toutes les régions du monde.

Nous croyons que les inégalités sont une des plus grandes menaces posées au développement des pays et à la sécurité internationale. Elles ont des répercussions négatives sur la paix sociale et réduisent les possibilités de s'acheminer vers un développement qui mette fin à l'exclusion et à la misère, lesquelles provoquent ressentiment et violence. La fin des inégalités, sous toutes leurs formes, doit donc occuper une place centrale dans le programme de développement pour l'après-2015. Nous croyons que le système des Nations

Unies doit également fournir des outils qui permettent de mesurer les progrès concrets réalisés dans la lutte contre les inégalités.

C'est là également un défi pour le Chili qui doit prendre des décisions et définir une vision sur le long terme. Il existe aujourd'hui au Chili le sentiment collectif de la nécessité de changer les choses, et notamment d'améliorer l'égalité et l'inclusion. Le Chili a réalisé de grands progrès que nous voulons consolider et maintenir à l'avenir, mais nous sommes également une société qui a connu des changements profonds et rapides, ce qui nous met face à de nouveaux défis.

L'opinion publique et l'évolution politique nous indiquent que le moment est venu de prendre des mesures substantielles au travers de réformes de fond qui nous fourniront une base indispensable pour nous acheminer vers un développement plus dynamique, plus inclusif et plus juste. Et c'est une des conditions qui nous permettra de continuer à avancer vers une société meilleure pour tous. C'est pourquoi nous avons adopté récemment une réforme fiscale afin d'assurer une égalité et viabilité financières accrues des ressources nécessaires pour mener à bien une réforme éducative qui assure la qualité et la gratuité de l'éducation et l'égalité des chances. Le Chili ne réalisera pas son développement tant que les inégalités persisteront. Nous le savons bien. C'est pourquoi la réforme fiscale a rallié l'appui de tous.

Nous mettons également en place des réformes politiques longtemps attendues qui nous permettront de renforcer notre démocratie et la légitimité institutionnelle. Nous avons déjà adopté une loi qui permet aux Chiliens vivant à l'étranger de voter. La réforme qui modifie le système électoral est bien avancée; elle évite les distorsions actuelles et encouragera donc la participation citoyenne, car chaque vote comptera. Et nous voulons nous acheminer vers une nouvelle Constitution pleinement démocratique. Nous avons lancé un programme de productivité et de croissance qui stimulera l'économie, favorisera le développement durable et créera des emplois décents, condition préalable à la réduction conséquente des inégalités et à l'augmentation des chances. Enfin, nous devons renforcer le droit d'avoir des droits et les élargir conformément aux capacités de notre pays.

Les changements climatiques exacerbent les inégalités et multiplient les menaces. Nous avons l'impératif collectif d'agir. Le Chili est convaincu que l'Amérique latine a une contribution cruciale à apporter à ce débat. Les changements climatiques aggravent les

inégalités car ils affectent surtout les plus vulnérables. Le Chili n'a qu'un effet marginal sur ce problème car il n'est responsable que de 0,25 % des émissions de carbone, mais comme nombre d'autres pays sans doute, nous en subissons les conséquences. C'est pourquoi nous voulons être partie à la solution, car nous savons bien que celle-ci exige un engagement mondial ainsi que des mesures différenciées et des obligations contraignantes. Nous nous sommes engagés volontairement à réduire nos émissions de 20 % d'ici à 2020. Comme le Chili, de nombreux pays d'Amérique latine ont pris des engagements volontaires de même nature. Nous souhaitons proposer ici que ces mécanismes soient soumis à un type d'obligation redditionnelle, ce qui facilitera leur fonctionnement et permettra de constituer un modèle pour les pays à la traîne.

L'Organisation doit assurer l'efficacité et la cohérence du multilatéralisme en tant qu'espace privilégié d'examen inclusif des grandes questions mondiales, en créant des régimes internationaux et en promouvant des accords de coopération dans les domaines prioritaires pour nos peuples. Notre pays fait confiance au multilatéralisme, et nous pensons que la participation au système comporte des droits et des responsabilités. Et comme nous voulons contribuer à la solution des problèmes mondiaux, nous sommes devenus membre du Conseil de sécurité et du Conseil des droits de l'homme, et nous aspirons à devenir membre du Conseil économique et social et nous contribuons aux opérations de maintien de la paix, notamment la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti. Cet effort que nous menons, de concert avec de nombreux pays d'Amérique latine, est un acte concret de solidarité en faveur de la consolidation démocratique d'un pays frère.

Nous croyons également qu'il est politiquement impératif de renforcer le multilatéralisme de trois façons fondamentales. Premièrement, il faut renforcer la capacité d'initiative du Secrétaire général. Il est indispensable dans le cadre des fonctions envisagées dans la Charte de continuer à appuyer le leadership politique du Secrétaire général afin qu'il puisse agir de manière préventive et réagir face à des situations urgentes qui compromettent la dignité humaine, la paix et la sécurité internationale.

Deuxièmement, s'agissant des activités menées sur le terrain, la capacité du système d'agir sur le terrain est une condition fondamentale pour que l'Organisation puisse répondre aux demandes et aux problèmes des

populations. En ma qualité d'ancienne Directrice exécutive d'ONU-Femmes, j'ai eu le privilège de constater la conviction, la solidarité et le dévouement du personnel des Nations Unies qui contribue à réaliser les idéaux, les principes et les mandats du système.

Troisièmement, en matière de développement et de coopération, le processus d'élaboration d'un programme de développement pour l'après-2015 exige de redoubler d'efforts en matière d'aide publique au développement et de promotion des mécanismes novateurs de financement, encourageant ainsi les partenariats entre les pays, les organismes internationaux, la société civile et le secteur privé.

Le Chili souhaite une coordination accrue des initiatives et des instruments qui facilitent la coopération Sud-Sud entre les pays à revenu intermédiaire, par la recherche de modalités garantissant l'efficacité de cette contribution indispensable. Je tiens également à souligner que le Chili a adopté des normes juridiques en faveur de la pleine ouverture de notre économie aux importations en provenance des 48 pays les moins avancés, sans droits de douane ni quotas.

Je terminerai en réaffirmant l'engagement indéfectible des gouvernements démocratiques successifs chiliens en faveur de l'action de l'ONU. L'ONU incarne des principes et des valeurs universels, car elle promeut la protection, la dignité et les droits fondamentaux de toutes les personnes et contribue à la prévention de crises, au dialogue, à la réconciliation et à la gestion des situations d'après-conflit. Nos convictions et nos efforts tendront toujours à renforcer la légitimité de l'action collective pour répondre aux préoccupations et aux exigences des populations. Nous sommes convaincus qu'avec un effort sincère et efficace de la communauté internationale, nous pourrons faire face aux crises ponctuelles, et surtout nous acquitter de notre obligation de construire un monde qui permette à tous ses habitants de coexister dans la paix et la dignité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République du Chili de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M. Michelle Bachelet Jeria, Présidente de la République du Chili, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Park Geun-Hye, Présidente de la République de Corée

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Corée.

M^{me} Park Geun-Hye, Présidente de la République de Corée, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Park Geun-Hye, Présidente de la République de Corée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Park Geun-Hye (*parle en coréen; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Tout d'abord, je voudrais vous féliciter, M. Kutesa, à l'occasion de votre élection à la présidence de la soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Je suis convaincue que, sous votre direction, l'Assemblée fera des progrès réels durant la présente session. Je tiens également à exprimer ma gratitude au Secrétaire général, M. Ban Ki-moon, pour les efforts inlassables qu'il déploie pour faire face aux nombreuses crises qui éclatent partout dans le monde.

L'année prochaine marquera le soixante-dixième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. L'état du monde aujourd'hui me pousse à me pencher une nouvelle fois sur les nobles rêves et idéaux qui ont inspiré les fondateurs de l'ONU, il y a 70 ans. Leur aspiration était de construire un nouveau monde qui place l'individu en son centre, comme nous le rappellent les premiers mots de la Charte des Nations Unies, « Nous, les peuples ». Tout au long des décennies qui ont suivi, pendant la guerre froide et la période de l'après-guerre froide, l'ONU a dû faire face à d'innombrables crises, tout en s'efforçant de réaliser son but à savoir maintenir la paix internationale, promouvoir le développement et faire respecter les droits de l'homme.

Pourtant, malgré les efforts de l'ONU, notre monde continue d'être fréquemment en proie à des différends et à des conflits, certains plus graves que d'autres. Les conflits civils qui font rage en Syrie, en Libye et au Soudan du Sud ont causé la mort d'un nombre incalculable de femmes et d'enfants innocents. En Iraq et dans les régions environnantes, les activités des combattants terroristes étrangers représentent une

nouvelle menace pour la paix à l'échelle internationale, sans parler du Moyen-Orient. Les cessez-le-feu fragiles conclus dans la bande de Gaza et en Ukraine appellent des solutions plus fondamentales et plus durables. L'épidémie d'Ebola qui s'est déclarée récemment en Afrique, une pauvreté généralisée et les catastrophes naturelles mettent en lumière l'ampleur de la menace qui émane de multiples défis.

Pour faire reculer ces obstacles à la paix et au développement, nous devons nous inspirer de nouveau de l'esprit qui a présidé à la création de l'ONU en plaçant les individus au centre de notre action et en promouvant la coopération au sein des membres de la famille des nations. Pour répondre aux aspirations de la communauté internationale à la justice et à une prospérité commune, l'ONU doit continuer à jouer un rôle central dans la recherche de solutions plus rapides et plus efficaces.

La République de Corée a été fondée en 1948 avec la bénédiction de l'ONU. Elle parvient à préserver la liberté et la démocratie au cours de la guerre de Corée qui éclata deux ans plus tard, toujours avec l'aide de l'ONU. Autrefois pays qui peinait à survivre, là encore avec l'aide de l'ONU, la République de Corée est aujourd'hui une nation qui dispose à la fois d'une économie de marché développée et d'une démocratie avancée. Tout au long de ce processus, la République de Corée a épousé les valeurs promues par l'ONU – la paix, le développement et les droits de l'homme – et en a fait sa propre vision.

De par son histoire, la République de Corée ne connaît que trop bien les affres de la guerre civile, de l'agression, de la pauvreté et des catastrophes humanitaires qui se produisent aujourd'hui un peu partout dans le monde. C'est pourquoi la République de Corée s'emploie activement à servir la cause de la paix internationale et à promouvoir les droits de l'homme et le développement durable en tant que membre des trois grands conseils que comprend l'Organisation des Nations Unies : le Conseil de sécurité, le Conseil des droits de l'homme et le Conseil économique et social.

Les événements qui se déroulent au Moyen-Orient, en Eurasie, et en Asie du Nord-Est sont bien loin du monde juste et pacifique imaginé par les fondateurs de l'ONU. Pour venir à bout de l'instabilité et du chaos dont nous sommes témoins aujourd'hui, nous devons commencer par agir conformément à l'ordre fondamental et aux normes qui régissent la communauté internationale, à savoir le respect de la souveraineté

et de l'intégrité territoriale; s'abstenir d'avoir recours à la menace ou à l'emploi de la force en violation de la Charte; et le respect des droits de l'homme et des valeurs humanitaires.

Nous devons prévenir la mise au point et la prolifération d'armes de destruction massive telles que les armes nucléaires, qui constituent une menace fondamentale pour la paix et la sécurité internationales. À cet égard, nous nous félicitons de l'élimination des armes chimiques syriennes grâce aux efforts conjoints de l'ONU et de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, ainsi que des progrès réalisés en vue du règlement de la question nucléaire iranienne.

Par la même occasion, je tiens à souligner qu'il faut régler d'urgence la question nucléaire en République populaire démocratique de Corée, qui est la menace la plus grave à peser sur la paix dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est. La République populaire démocratique de Corée est le seul pays à avoir procédé à un essai nucléaire au XXI^e siècle. Son programme nucléaire ne constitue pas seulement une menace grave pour la paix internationale, il est aussi synonyme de rejet total du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui est le pilier du régime mondial de non-prolifération nucléaire. La République populaire démocratique de Corée doit prendre la décision de renoncer à ses armes nucléaires. Elle doit suivre l'exemple d'autres pays qui ont abandonné leurs armes nucléaires au profit de la réforme et de l'ouverture. Elle doit s'engager dans une nouvelle voie, qui favorise son développement économique et l'amélioration des conditions de vie de sa population. Que la République populaire démocratique de Corée prenne une telle décision, et la République de Corée, avec le concours de la communauté internationale, lui apportera son ferme appui pour permettre son développement économique.

Outre ce grave problème dans la péninsule coréenne, l'Asie du Nord-Est connaît une transition difficile. Il y a des tensions croissantes dans la région, liées à des questions historiques, territoriales ou de sécurité maritime. Toutefois, contrairement à d'autres régions, l'Asie du Nord-Est ne dispose pas d'un mécanisme pour régler de tels problèmes par des consultations multilatérales. C'est dans ce contexte que je cherche à promouvoir une initiative de paix et de coopération en Asie du Nord-Est dans le but d'établir un climat de confiance et de coopération dans la région. Je considère que le fait de prendre l'habitude de coopérer dans des domaines concrets, comme l'action

contre les changements climatiques, les secours en cas de catastrophe, la sûreté nucléaire et la lutte contre la criminalité transnationale, peut déboucher sur un processus multilatéral de coopération semblable à ce qui existe en Europe.

À cet égard, j'ai en outre proposé de créer un organe consultatif pour la sûreté nucléaire en Asie du Nord-Est chargé d'examiner les questions liées à la sûreté nucléaire, sujet qui intéresse également tous les pays de la région. Parallèlement, nous jetons des passerelles au-delà de l'Asie du Nord-Est en cherchant à mettre en place des réseaux énergétiques et de transport à travers toute l'Eurasie, zone économiquement interdépendante, ce qui contribuerait à renforcer la confiance politique et la sécurité sur tout le continent.

Il y a eu 20 ans cette année que s'est produit le génocide rwandais, la plus grande tragédie humanitaire mondiale de la fin du XX^e siècle. La communauté internationale s'était juré, au lendemain des génocides perpétrés dans les années 90 en ex-Yougoslavie et au Rwanda, que l'on ne verrait « plus jamais ça ». Pourtant, nous assistons aujourd'hui à un nouveau type de catastrophe humanitaire, en Syrie et en Iraq. La République de Corée participe activement aux efforts déployés par l'ONU pour prévenir des tragédies humanitaires de ce type. La République de Corée appuie fermement les programmes de l'ONU dans le domaine de la protection des droits de l'homme, notamment l'initiative « Les droits avant tout » et la politique de « la porte ouverte » du Secrétaire général. En ce moment même, des contingents coréens prennent part à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies au Soudan du Sud et au Liban, où ils contribuent à la consolidation de la paix, à la reconstruction et à la protection des civils et des droits de l'homme.

La République de Corée attache également une très grande importance à la prévention des souffrances humaines, en particulier des souffrances des femmes et des enfants, qui sont les plus vulnérables dans des situations de conflit. À cet égard, lorsqu'elle présidait le Conseil de sécurité, en février 2013, elle a dirigé un débat public sur la protection des civils en période de conflit armé (voir S/PV.6917) et contribué ainsi à sensibiliser l'opinion mondiale. La République de Corée participe également à l'initiative « Preventing Sexual Violence » (Initiative de prévention de la violence sexuelle), qu'elle soutient énergiquement. Les violences sexuelles dont sont victimes les femmes durant les conflits armés constituent une violation flagrante des droits de

l'homme et des principes humanitaires, quels que soient l'époque ou l'endroit où elles ont été commises.

La situation des droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée est une question qui intéresse et préoccupe également vivement la communauté internationale. En mars, le Conseil des droits de l'homme a adopté des recommandations proposées par la Commission internationale d'enquête sur les droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée. La République populaire démocratique de Corée et la communauté internationale doivent prendre les mesures qui s'imposent pour donner suite à ces recommandations. À cet égard, on escompte que le bureau des Nations Unies qui sera bientôt mis en place en République de Corée pour enquêter sur les cas d'atteintes aux droits de l'homme en République populaire démocratique de Corée intensifie ces efforts. La communauté internationale doit également se pencher plus attentivement sur la situation des transfuges nord-coréens en ce qui concerne leurs droits fondamentaux. Les organismes compétents des Nations Unies et les pays concernés doivent apporter l'appui nécessaire afin que ces personnes puissent choisir librement le lieu où elles souhaitent s'installer.

Les problèmes, tels que la pauvreté absolue et les changements climatiques, auxquels l'humanité est confrontée aujourd'hui ne peuvent être réglés que par une action internationale concertée, compte tenu de leur complexité et de leur interdépendance. Il reste moins de 500 jours avant l'échéance fixée pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, campagne engagée dans le but d'éliminer la pauvreté absolue et d'accroître les débouchés sociaux et économiques. La République de Corée est disposée à mettre à profit son expérience peu commune pour servir de passerelle entre pays développés et pays en développement dans le cadre de l'élaboration actuelle des objectifs du programme de développement pour l'après-2015. À cet égard, il a été décidé, dans le cadre de l'accord conclu au Mexique à la réunion ministérielle d'avril sur le Partenariat de Busan pour une coopération efficace au service du développement, de faire de ce Partenariat un mécanisme international de développement fondé sur la coopération.

La République de Corée va s'efforcer de renforcer la qualité de l'assistance qu'elle apporte à l'étranger. Nous allons continuer de partager notre expérience en matière de développement, en défendant à l'échelle mondiale le modèle du Mouvement Saemaul-Undong,

qui a contribué à l'élimination de la pauvreté dans les zones rurales en République de Corée par une démarche associant diligence, autonomisation et coopération. Ayant pu constater par elle-même toutes les possibilités que recèle l'éducation, dans l'impulsion que cette dernière a donnée à l'essor de son propre développement, la République de Corée est un ferme partisan et un ardent défenseur de l'Initiative mondiale pour l'éducation avant tout, lancée par le Secrétaire général. La Corée entend partager les enseignements qu'elle a tirés et fournir un appui de fond aux initiatives de l'ONU ayant trait à l'éducation, l'un des thèmes principaux des objectifs de développement pour l'après-2015. À cette fin, la Corée accueillera en 2015 le Forum mondial sur l'éducation et s'efforcera de trouver un accord sur de nouveaux objectifs en matière d'éducation pour les 15 prochaines années.

Les changements climatiques menacent tout autant la survie de l'humanité que la question de la guerre et de la paix. Au Sommet sur le climat tenu hier 23 septembre au Siège de l'ONU, les dirigeants ont proclamé leur commune détermination de trouver un consensus sur le nouveau régime climatique pour l'après-2020. Pour la suite, un accord doit être trouvé sur un nouveau régime climatique avant la tenue en 2015 de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, à Paris. En tant que pays hôte du Fonds vert de Copenhague pour le climat et de l'Institut mondial de la croissance verte, la République de Corée a à cœur d'appuyer les efforts internationaux visant à aider les pays en développement à renforcer leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets. Nous continuerons surtout de nous employer à la mise en œuvre effective et rapide du Fonds vert pour le climat et à un élargissement de l'assistance fournie par l'Institut mondial de la croissance verte aux pays en développement. La République de Corée envisage les changements climatiques non comme un fardeau mais comme une occasion de propulser la création de nouvelles richesses, de nouveaux marchés et de nouveaux emplois grâce à l'innovation technologique. Nous favorisons le développement de nouvelles industries énergétiques. Et nous espérons partager les fruits de nos efforts avec d'autres pays en développement.

Les Coréens ont obtenu leur indépendance il y a 69 ans, mais la partition ultérieure de la péninsule coréenne a empêché le pays de devenir Membre de l'ONU comme État souverain unique. Les deux Corées ont été admises séparément au nombre des États Membres de

l'ONU en 1991. Il n'est pas normal, à l'évidence, de siéger séparément en dépit d'une langue, d'une culture et d'une histoire communes. Cette année marque le vingt-cinquième anniversaire de la chute du mur de Berlin mais la péninsule coréenne reste étranglée par son mur de partition. Un nombre incalculable de familles séparées vivent un calvaire depuis des décennies, dans les affres de l'absence de leurs proches. Chaque année, un grand nombre d'autres s'en vont, pour rejoindre un pays où ils n'auront jamais la possibilité de voir leurs proches en personne. J'appelle la communauté internationale à se tenir à nos côtés, pour faire tomber le dernier mur de partition existant dans le monde.

Il y a peu, j'ai proposé à la République populaire démocratique de Corée de mettre en place, ensemble, des couloirs permettant de faire le lien entre nos cadres et moyens d'existence respectifs et notre culture. Je considère qu'une véritable communauté capable de panser les blessures dues à cette partition et de faire avancer les deux parties de concert ne sera possible que lorsque les populations du Sud et du Nord seront capables de vivre naturellement en harmonie au sein d'un seul écosystème, lorsque les familles séparées seront capables de se réunir et de mettre un terme à leur calvaire, et lorsque la culture sera partagée.

Aujourd'hui, la péninsule coréenne est divisée par une zone démilitarisée de 4 kilomètres de large sur 250 kilomètres de long. Cette zone démilitarisée, construite autour de la ligne de démarcation militaire pour prévenir un nouveau conflit, a en réalité fini par empêcher la libre circulation des personnes de part et d'autre, depuis près de 60 ans. Cependant, à partir de cette étendue de territoire démilitarisé s'est développé, durant ces décennies, un véritable trésor sous la forme d'une riche source d'espèces sauvages. L'écosystème de la zone démilitarisée atteste du fait que le Sud et le Nord ne font qu'un, unité que les deux parties devraient s'employer de concert à reformer. Et par conséquent, j'espère construire, au cœur du symbole même de notre division, un parc international *ecopeace* dédié à l'environnement et à la paix, qui commencerait à relier de nouveau la nature et les peuples séparés de la Péninsule. Si nous pouvons faire disparaître les fils de fer barbelés de certaines zones limitées à l'intérieur de la zone démilitarisée et permettre ainsi aux gens des deux côtés de vivre en naturelle harmonie, ce parc pourrait se transformer en corridor de vie et de paix.

J'appelle l'Organisation des Nations Unies à se placer à l'avant-garde de cette action. Construire un

parc qui incarne le respect des normes et des valeurs internationales, et le faire sous les auspices des Nations Unies, aux côtés de toutes les parties, dans cette guerre – les deux Corées, les États-Unis et la Chine – aiderait à apaiser les tensions et à promouvoir la réunification pacifique des deux Corées. Une Corée unifiée pourrait servir de point de départ à un monde exempt d'armes nucléaires, offrir une solution fondamentale à la question des droits de l'homme en Corée du nord, et aider à ouvrir la voie à une Asie du Nord-Est stable et coopérative. Tout comme la réunification de l'Allemagne a jeté les bases d'une Europe nouvelle en permettant l'intégration du continent, une Corée unifiée pourrait aussi mettre en marche une nouvelle Asie du Nord-Est. Je suis convaincu qu'une péninsule coréenne pacifiquement réunifiée contribuera à la réalisation des buts fondateurs de l'Organisation des Nations Unies et des valeurs qu'elle incarne.

M^{me} Baaro (Kiribati), Vice-Présidente, assume la présidence.

Les fondateurs de l'Organisation des Nations Unies n'ont pas été dissuadés par l'enfer de la guerre de regarder vers l'avenir et de planifier un monde d'après-guerre pacifique. La République de Corée est attachée à la vision d'une diplomatie s'efforçant à la paix et à l'unification durables de la Péninsule, ainsi qu'à la paix et au développement de l'Asie du Nord-Est, et qui contribue à la construction d'un monde plus heureux. La République de Corée apportera sa pierre à cette noble entreprise afin de veiller à ce que l'Organisation des Nations Unies continue de préserver nos valeurs communes et d'en consolider la place au centre de la gouvernance mondiale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Corée de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Park Geun-hye, Présidente de la République de Corée, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution du Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

Le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Cheik Al-Thani (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord féliciter S. E. M. Sam Kutesa de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session. Nous lui souhaitons plein succès dans sa mission. Je voudrais aussi remercier S. E. M. John Ashe de sa direction des travaux de la précédente session. Et je remercie S. E. M. Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, des efforts qu'il déploie pour promouvoir et dynamiser le rôle de l'Organisation.

La présente session s'ouvre alors que la scène internationale est le théâtre de faits nouveaux touchant à la sécurité et la sûreté de l'ensemble de l'humanité. En conséquence, l'Organisation des Nations Unies – et toutes ses institutions – doit assumer sa responsabilité dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales en recourant à tous les mécanismes et moyens mis à sa disposition par la Charte des Nations Unies, mettre tout en œuvre pour prévenir les conflits et en traiter les causes profondes et s'employer à leur règlement par la voie pacifique.

La paix et la sécurité internationales ne se réaliseront pas sans un dialogue fondé sur le principe de l'égalité et du respect du droit international, sans la mise en œuvre des résolutions pertinentes, et sans le respect des principes des droits de l'homme et des droits des peuples.

Le Proche-Orient a connu des moments d'une extrême gravité au cours de la dernière guerre livrée contre nos frères Palestiniens. Rien ne garantit que cette situation ne se répétera pas. Israël poursuit ses politiques d'occupation et continue de défier la volonté internationale en procédant, comme dernièrement, à la confiscation de terres en Cisjordanie et en poursuivant la construction des colonies de peuplement qui consacrent l'occupation.

La conscience vive de l'humanité a été frappée par les scènes et images de destruction dramatiques et inédites auxquelles on a pu assister au cours de

l'agression contre Gaza où des civils ont été pris pour cible. Des enfants et des bébés ont été tués dans les bras de leur mère, près d'un demi-million de Palestiniens ont été déplacés, la bande de Gaza a été quasi détruite alors que la reconstruction de ce qui avait été détruit durant la précédente agression n'est pas encore terminée. Au titre du droit international et du droit humanitaire international, de tels actes constituent des crimes contre l'humanité. La force arrogante ne l'emportera pas sur la résistance du peuple palestinien, que je salue pour sa résilience face à l'occupation et pour sa détermination de recouvrer tous ces droits légitimes. Que les âmes de ses martyrs reposent en paix.

Israël doit prendre conscience qu'il ne pourra assurer la sécurité de ses populations que par la paix, et que l'occupation est vouée à disparaître. Les dégâts causés par l'agression répétée de Gaza, ces dernières années, le blocus injuste qui lui est imposé et la destruction de ses infrastructures font un impératif à la communauté internationale de contraindre Israël à mettre en œuvre les résolutions internationales pertinentes, de remplir ses obligations et de se hâter de lever tous les obstacles empêchant la levée du blocus et la reprise du processus de reconstruction.

L'État du Qatar n'épargnera aucun effort pour aider à la reconstruction de Gaza, et nous exhortons tous les pays à faire de même.

Une réponse de la communauté internationale aux aspirations du peuple palestinien à la liberté et à l'indépendance nationale est essentielle si l'on veut affirmer la justice et la légalité internationale, eu égard, en particulier, au fait que la question palestinienne est la dernière question de décolonisation toujours inscrite à l'ordre du jour. À cet égard, les solutions provisoires et les règlements partiels se sont avérés vains et inacceptables. L'intransigeance d'Israël nous oblige à nous tourner vers l'Organisation des Nations Unies, enceinte ouverte à tous. Le Conseil de sécurité doit également assumer ses responsabilités morales et juridiques en donnant la primauté à la légalité internationale et aux droits de l'homme et en évitant les deux poids, deux mesures qui ont caractérisé le traitement de cette question au cours de la dernière période. Il doit adopter une résolution au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies pour forcer Israël à mettre fin à l'occupation datant de 1967 et à mettre en œuvre la solution des deux États convenue par la communauté internationale, conformément à un plan politique clair et assorti d'échéance et dans le cadre de négociations de paix menant à un règlement

définitif de la question palestinienne sur la base de la solution des deux États, de l'Initiative de paix arabe et des résolutions internationales pertinentes. Le monde est tenu par l'obligation de persuader les Palestiniens que ceux qui ont tué des enfants à Gaza ne seront pas reçus dans les instances diplomatiques comme s'ils avaient agi de manière civilisée, car ils ont lâché des bombes sur des Palestiniens depuis le ciel sans se tacher les mains de leur sang.

La tragédie du peuple syrien, qui est maintenant dans sa quatrième année, constitue l'un des grands problèmes du Moyen-Orient. Cette catastrophe humanitaire est exacerbée et rendue de plus en plus dangereuse par l'absence d'une perspective claire de règlement de la crise, les meurtres et les destructions qui continuent, les violations des droits de l'homme et la souffrance et le déplacement de pratiquement la moitié de la population syrienne. Par conséquent, il incombe à la communauté internationale de faire tout son possible pour mettre fin au bain de sang et à la destruction systématique de la Syrie par un régime qui place son peuple face à un choix impossible, entre accepter sa présence et réduire le pays en cendres.

Nous avons déjà attiré l'attention sur le fait que la poursuite par le régime de sa politique de terrorisme, de génocide et de déplacement, ainsi que l'échec à soutenir la révolution syrienne alors qu'il s'agissait encore d'un mouvement civil réclamant liberté et dignité, pousseraient de nombreux Syriens à opter pour l'autodéfense. Nous avons également averti d'emblée la communauté internationale que, si aucune mesure n'était prise au sujet de la situation en Syrie, nous atteindrions le point où nous nous trouvons aujourd'hui. Lorsque la population syrienne se défendait avec des armes, nous nous sommes engagés à lui apporter notre appui avant que le régime ne détruise le pays et que des organisations extrémistes ne se fassent jour et ne prospèrent. Aucune ligne rouge n'a été tracée pour encadrer les agissements du régime syrien. Le monde est resté silencieux alors même que des femmes et des enfants syriens succombaient sous des armes chimiques et que les quartiers densément peuplés du pays étaient rasés à coups de barils d'explosifs. Finalement, le peuple syrien s'est retrouvé pris au piège entre le terrorisme du régime et celui de forces extrémistes qui ont émergé d'un contexte inondé de violence. La guerre génocidaire menée par le régime et les déplacements forcés qu'il a organisés restent des crimes majeurs.

Face à cette réalité sinistre, la communauté internationale doit apporter une aide humanitaire complète à la population syrienne, tant au sein qu'en dehors des zones de refuge. Nous demandons une fois de plus au Conseil de sécurité d'assumer ses responsabilités juridiques et humanitaires. Il lui faut soutenir le peuple syrien contre les deux dangers que représentent, d'une part, le terrorisme et les crimes de génocide du régime et, d'autre part, les forces terroristes qui tirent profit de la misère, de l'amertume et de l'absence de l'État et de la communauté internationale. Le premier a engendré le second.

Nombre d'endroits du monde sont le théâtre d'actes de terrorisme perpétrés sous différents prétextes et slogans qui menacent la sécurité et la stabilité du monde et font obstacle à la réalisation du développement souhaité. Le terrorisme n'a épargné aucune civilisation, dans l'ère moderne. Il ne fait aucun doute que les communautés les plus touchées sont celles où la mauvaise graine a poussé. Ce phénomène est hostile à la diversité et au pluralisme qui enrichissent les groupes humains. Dans le cas des sociétés arabes et islamiques touchées, le terrorisme porte atteinte à des innocents, appauvrit les sociétés en les privant de diversité humaine et religieuse, fait taire les vraies aspirations des peuples et insulte la religion par ses interprétations superficielles et propices aux anathèmes.

Il s'ensuit que nous devons redoubler d'efforts pour combattre ce phénomène, quelles qu'en soient les formes, les cibles ou les sources. Il a été prouvé de manière indiscutable que le terrorisme ne peut être vaincu que dans son environnement social. Pour que les sociétés se rangent à nos côtés dans la lutte contre ce fléau, nous devons nous montrer justes et ne pas les contraindre à choisir entre terrorisme et tyrannie, ou entre terrorisme et discrimination sectaire. Nous ne pouvons pas gagner la guerre contre le terrorisme si les peuples ne sont pas convaincus que cette guerre leur appartient et ne vise pas à stabiliser un régime qui les opprime.

Le peuple syrien souffre de la tyrannie et du terrorisme et ce n'est pas nouveau. La communauté internationale n'a pas tenu compte des appels à l'aide du peuple iraquien, première victime du terrorisme en Iraq. Mais ceux qui ont combattu et vaincu le terrorisme se sont souvent retrouvés marginalisés et violentés par des milices sectaires à caractère terroriste. Il est donc impératif de convaincre les Iraquiens qu'ils ne paieront pas le prix de leur action au centuple et que, lorsqu'ils

défendent leur patrie, ils se battent simplement pour leurs droits, leur dignité et leurs libertés, comme il se doit. C'est ce dont il faut persuader la majorité de la population syrienne après qu'elle a trempé dans le sang qu'a fait couler le régime en place pour la punir d'avoir osé réclamer liberté et dignité.

À cet égard, la communauté internationale doit se tenir fermement aux côtés de nos frères iraqiens pour contrecarrer le terrorisme et mettre fin à leur calvaire. La seule façon de préserver la souveraineté de l'Iraq, son intégrité territoriale et la diversité de ses cultes consiste à désamorcer les conflits sectaires et à opérer une réconciliation nationale qui pose les bases d'une société débarrassée des différends religieux et ethniques, avec la participation de toutes les forces politiques et sans exclusive.

Dans ce contexte, la communauté internationale doit également aider nos frères libyens à sortir de la situation éprouvante où ils se trouvent en s'efforçant sérieusement de respecter la volonté du peuple et de faire droit à son aspiration légitime à la sécurité et à la stabilité par la réconciliation et l'inclusion de tous les secteurs de la société. Du haut de cette tribune, j'appelle toutes les forces politiques libyennes à s'engager sur la voie du dialogue national et à définir un mode de gouvernance qui réponde aux attentes d'une population qui a tant donné pour sa liberté.

À cette occasion, je ne peux que saluer la jeune expérience tunisienne, qui augure bien du futur et doit ses succès à la sensibilisation et à l'unité des Tunisiens et à leur volonté de réussir, malgré les obstacles constamment semés par des puissances qui ne veulent pas du pluralisme dans notre région. Le Yémen offre un autre exemple de transition pacifique au pouvoir. Nous avons trouvé encourageant le résultat du dialogue national mené sous les auspices des Nations Unies et avec l'appui du Conseil de sécurité, qui a adopté une résolution mettant l'accent sur l'engagement en faveur du processus et condamnant ceux qui cherchent à compromettre sa mise en œuvre.

Il semblerait toutefois que des forces soient en train de faire cause commune dans l'espoir de faire échouer cette expérience. Certains sont opposés à tout changement et voudraient plutôt remonter le temps; d'autres préfèrent les conflits sectaires et les intérêts particuliers de cultes et de factions à la justice et à la bonne gouvernance pour le Yémen. L'histoire montre que le recours à la violence et à l'action politique fondée sur une perspective fractionnelle ou sectaire

n'aboutissent pas à un meilleur système de gouvernance mais représentent au contraire une menace pour l'entité politique elle-même.

Nous engageons nos frères yéménites à préserver les réalisations du jeune peuple du Yémen et les fruits du dialogue national et de la sagesse à l'œuvre, et à ne pas abandonner ce qu'ils ont accompli. Ils ne doivent laisser personne les entraîner sur la voie de la violence entre factions. Nous demandons par ailleurs aux Nations Unies d'assurer l'application de ses décisions relatives aux résultats du dialogue national, y compris celle qui tend à rebâtir l'armée de sorte qu'elle puisse défendre les institutions légitimes et porter un coup d'arrêt au phénomène des milices armées au Yémen. Il est devenu clair que l'existence de telles forces mènerait à des troubles civils et ferait dérailler le processus de transition pacifique.

Nombre de pays du monde souffrent encore de la pauvreté et continuent de rencontrer des difficultés pour se développer au rythme voulu. Cela vaut également en ce qui concerne les nouveaux objectifs de développement durable pour l'après-2015, qui constituent une vision commune pour les générations futures. Je souligne que l'État du Qatar poursuivra ses efforts destinés à établir un partenariat avec l'ONU afin d'adopter un plan de développement pour l'après-2015 qui réponde aux aspirations des peuples de tous les pays et de tous les blocs régionaux.

Je tiens également à faire observer que l'État du Qatar a progressé dans l'élaboration de ses plans de développement national et consolidé ses partenariats régionaux et mondiaux, comme le confirme l'indice de développement humain calculé par l'ONU pour 2014. L'État du Qatar occupe la trente et unième place du classement mondial établi sur la base de cet indice, et nous poursuivons actuellement la mise en œuvre de la stratégie nationale d'ensemble pour le développement humain, fondée sur le programme Qatar Vision 2030, qui vise à obtenir des gains de développement dans divers domaines.

L'État du Qatar entend poursuivre activement sa politique visant à fournir un espace de dialogue dans les zones de conflit et un espace de médiation entre les diverses parties, car nous croyons au règlement des conflits par des moyens pacifiques et avons fait de la médiation pacifique une tradition. Nous continuerons de fournir une plateforme de dialogue entre les courants politiques, les cultures et les religions.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer la détermination de l'État du Qatar à œuvrer avec l'ONU en vue de relever les défis communs et de réaliser les objectifs que nous espérons tous atteindre.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier S. A. l'Émir de l'État du Qatar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

Le Cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Serzh Sargsyan, Président de la République d'Arménie

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Arménie.

M. Serzh Sargsyan, Président de la République d'Arménie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Serzh Sargsyan, Président de la République d'Arménie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Sargsyan (*parle en arménien; interprétation en anglais assurée par la délégation*) :
Nous nous réunissons à une période symboliquement importante, à la jonction entre le centenaire de la Première Guerre mondiale et le soixante-dixième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Il y a 70 ans, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, était fondée l'Organisation des Nations Unies. Sa mission était de créer un nouvel environnement pour la civilisation et la culture afin d'empêcher que ne se répètent les tragédies de l'histoire.

L'année 2015 revêtira une importance particulière pour tous les Arméniens du monde. En effet, le 24 avril, les Arméniens du monde entier commémoreront le centième anniversaire de la page la plus tragique de l'histoire de notre nation : le génocide arménien. C'est un crime sans précédent, qui avait pour objectif d'éliminer la nation et de la priver de sa patrie, et qui reste une plaie béante pour tous les Arméniens. Le génocide de 1915 constituait un crime contre la civilisation et l'humanité, et le fait qu'il n'a pas été suffisamment

condamné a ouvert la voie aux massacres similaires qui ont été perpétrés ultérieurement.

Puisque c'est à l'approche du centième anniversaire du génocide arménien que je prends la parole devant l'Assemblée depuis cette tribune – que je pourrais appeler la tribune de l'honneur et de la responsabilité – j'exprime nos sincères remerciements à l'Uruguay, à la France, à la Russie, à l'Italie, à la Belgique, aux Pays-Bas, à la Suisse, à la Suède, à l'Allemagne, à la Pologne, à la Lituanie, à la Grèce, à la Slovaquie, à Chypre, au Liban, à l'Argentine, au Venezuela, au Chili, au Canada et au Saint-Siège. Nous les remercions d'avoir reconnu et condamné le génocide arménien, quels qu'aient été le format et le langage utilisés pour ce faire. Je remercie les États-Unis d'Amérique, l'Union européenne et toutes les autres personnalités, institutions d'État, unités territoriales et organisations de nombreux pays qui ont publiquement appelé un chat un chat. C'est en effet extrêmement important, car le déni fait partie intégrante du crime de génocide.

Depuis un siècle entier maintenant, les Arméniens partout dans le monde et la communauté internationale progressive tout entière attendent que la Turquie fasse preuve de courage et affronte son histoire en reconnaissant le génocide arménien, épargnant ainsi aux générations futures le lourd fardeau du passé. Hélas, au lieu de cela, nous continuons d'entendre des messages ambigus aux motifs inavoués, dans lesquels la victime et le bourreau sont mis sur un pied d'égalité et l'histoire est falsifiée.

L'Arménie n'a jamais fait de la reconnaissance du génocide arménien une condition de la normalisation des relations bilatérales avec la Turquie. D'ailleurs, c'est l'Arménie qui a initié ce processus de normalisation, lequel, en 2009, a abouti à la signature des protocoles de Zurich. Cela étant, ces protocoles sont dans un tiroir depuis des années maintenant, en attendant leur ratification au Parlement turc. Ankara a déclaré publiquement qu'elle ne ratifiera les protocoles que si les Arméniens cèdent le Haut-Karabakh – l'Artsakh – à l'Azerbaïdjan. En Arménie et en Artsakh, les gens ordinaires ont une réponse simple : « Allez au diable avec votre ratification ! ». Cette expression familière résume bien la lutte de longue haleine de toute la nation et explique sans équivoque à ceux qui tentent de marchander la patrie d'autres peuples que c'est un concept sacré, et qu'ils feraient bien de rester à bonne distance avec leur marchandage. C'est dans ce

contexte que Erevan envisage sérieusement de retirer du Parlement les protocoles entre l'Arménie et la Turquie.

Les événements tragiques dont nous sommes actuellement témoins en Syrie et en Iraq montrent bien comment les groupes dont le seul credo est la haine prennent pour cible les minorités religieuses et nationales. Il y a deux jours, le jour de la fête de l'indépendance arménienne, l'église arménienne des Saint Martyrs à Deir-ez-Zor, en Syrie, église consacrée à la mémoire des victimes du génocide arménien, a été détruite par l'explosion des mines que des terroristes y avaient posées. Une telle barbarie est une démonstration criminelle d'impiété, qu'il convient de n'assimiler à aucune foi. La situation catastrophique en Syrie et dans le nord de l'Iraq continue de se détériorer, et aujourd'hui, des centaines de milliers de personnes sont en danger immédiat. Parmi eux figurent des dizaines de milliers d'Arméniens à Alep, en Syrie. C'est là un exemple à examiner dans le contexte de notre engagement collectif à prévenir les crimes contre l'humanité. À maintes occasions, l'Arménie a dit qu'il fallait défendre la population arménienne de Syrie et la population yazidie du nord-ouest de l'Iraq, et nous sommes encouragés par la position commune de la communauté internationale à cet égard.

Le maintien de la paix et la sécurité internationales constitue l'essence même de l'Organisation. Ces dernières années, l'Arménie a continué de renforcer ses capacités de maintien de la paix, se préparant ainsi à un engagement plus proactif dans ce domaine. Les soldats de la paix arméniens seront très prochainement envoyés dans le sud du Liban dans le cadre de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban. L'étroite collaboration que nous entretenons avec nos collègues italiens a facilité notre participation à cet effort. Je suis fermement convaincu que nos militaires rempliront leur mission avec dignité et avec un grand professionnalisme, et mettront à profit la vaste expérience qu'ils ont acquise au cours de la dernière décennie au Kosovo, en Iraq et en Afghanistan.

Cela fait plus de 20 ans que l'Azerbaïdjan, État voisin de l'Arménie, de par son attitude négative et maximaliste, contrecarre les efforts de la communauté internationale visant à trouver une solution juste et pacifique au conflit du Haut-Karabakh. Les déclarations belliqueuses et les diverses menaces proférées au plus haut niveau en Azerbaïdjan sont parfaitement tolérées du fait de l'incapacité de la communauté internationale à les évaluer correctement. Le Président azerbaïdjanais

a qualifié l'ensemble de la nation arménienne d'ennemi numéro un, et ce qui est considéré dans le reste du monde comme un crime est perçu en Azerbaïdjan comme un acte héroïque.

Même si chaque conflit est unique en son genre, les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris le droit des peuples à exprimer librement leur volonté et leur autodétermination, demeurent un facteur déterminant dans leur règlement. Le vote qui a eu lieu il y a quelques jours en Écosse a une fois de plus prouvé que, de nos jours, les référendums sont de plus en plus largement considérés comme un modèle juridique permettant de régler pacifiquement les conflits ethniques. Ce n'est pas un hasard si le droit de décider de son propre destin par le biais d'un référendum est au cœur de la proposition soumise par les Coprésidents du Groupe de Minsk de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour régler le conflit du Haut-Karabakh.

Puisque j'évoque le règlement du conflit du Haut-Karabakh, je me dois de mentionner quatre résolutions du Conseil de sécurité – les résolutions 822 (1993), 853 (1993), 874 (1993) et 884 (1993) – adoptées pendant la guerre, et qui, de temps à autre, sont exploitées par les autorités azerbaïdjanaises pour justifier leur politique d'obstruction. Ces quatre résolutions exigent à titre prioritaire la cessation sans conditions de toutes les hostilités armées. Or, l'Azerbaïdjan ne s'y est pas conformé. Le non-respect même par l'Azerbaïdjan des exigences fondamentales contenues dans ces résolutions rend impossible leur pleine mise en œuvre. Les résolutions appellent les parties à mettre un terme aux bombardements et aux frappes aériennes dirigés contre la population civile pacifique, et à s'abstenir de violer les principes du droit international humanitaire. Pourtant, l'Azerbaïdjan a continué de bombarder aveuglément la population civile. L'Azerbaïdjan n'a nullement épargné les enfants, les femmes ou les personnes âgées, violant ainsi gravement toutes les normes juridiques et morales du droit international humanitaire. À présent, l'Azerbaïdjan se réfère avec cynisme et de manière sélective à ces résolutions – les citant hors contexte comme préalable au règlement du conflit. Une bonne interprétation des résolutions du Conseil de sécurité ne peut se faire sans une compréhension correcte de la hiérarchie des exigences qui y sont définies.

Les résolutions demandent, entre autres choses, le rétablissement des liaisons économiques, de transport et d'énergie dans la région ainsi que la suppression de tous

les obstacles aux communications et au transport. Ce n'est un secret pour personne que l'Azerbaïdjan et la Turquie ont imposé un blocus à la région du Haut-Karabakh et à la République d'Arménie au début du conflit. Dans ses déclarations, le Président azerbaïdjanais s'en targue même avec fierté, en promettant à sa population qu'une telle mesure restera la priorité de la politique étrangère du pays.

Les résolutions du Conseil de sécurité susmentionnées demandent à l'Azerbaïdjan d'établir des contacts directs avec le Haut-Karabakh. Or, l'Azerbaïdjan refuse toujours d'établir des contacts directs avec le Haut-Karabakh, qui lui aussi était légalement partie à l'accord de cessez-le-feu conclu en 1994, ainsi qu'à un certain nombre d'autres accords internationaux. En outre, l'Azerbaïdjan prêche la haine envers un peuple qu'il prétend vouloir intégrer à son État.

Aucune des résolutions du Conseil de sécurité n'identifie l'Arménie comme l'une des parties au conflit. Elles ne font que demander à notre pays de continuer d'user de son influence sur les Arméniens de la région du Haut-Karabakh, afin de mettre un terme au conflit. L'Arménie s'y est pleinement conformée et, grâce à ses efforts, un accord de cessez-le-feu a été conclu en 1994. Toutes les résolutions du Conseil de sécurité mentionne le Haut-Karabakh comme une partie au conflit.

Les autorités azerbaïdjanaises n'ont pas répondu aux demandes fondamentales des résolutions du Conseil de sécurité, notamment s'agissant de respecter les normes humanitaires. D'ailleurs, l'Azerbaïdjan a parfois même gravement enfreint cette requête. Le traitement cruel et inhumain infligé par l'Azerbaïdjan aux civils arméniens prisonniers de guerre a régulièrement causé leur mort, mais j'imagine que cela ne surprendra personne car l'Azerbaïdjan est l'État qui applique les traitements les plus inhumains à son propre peuple. Une preuve évidente en fut la décision prise par le Sous-Comité de la prévention de la torture de suspendre sa visite en Azerbaïdjan en raison de l'attitude obstructive des autorités de Bakou.

Le Groupe de Minsk de l'OSCE est la seule structure spécialisée qui s'occupe de la question du Haut-Karabakh, conformément au mandat confié par la communauté internationale. Puisque l'Azerbaïdjan sait qu'il ne peut tromper ou induire en erreur le Groupe de Minsk, qui est parfaitement conscient de l'essence du problème, il tente de déplacer le règlement du conflit vers d'autres instances en essayant de le décrire comme un

différend territorial ou en usant du facteur de solidarité religieuse. Ce qui est paradoxal, car l'Arménie entretient traditionnellement des relations fort chaleureuses avec les nations islamiques, tant dans le monde arabophone que, par exemple, avec notre voisin immédiat, l'Iran.

Nous apprécions grandement le rôle indispensable que joue l'ONU dans l'adaptation et la mise en œuvre des objectifs de développement. Je suis fermement convaincu que, grâce au nouveau programme de développement pour l'après-2015, nous poursuivrons nos efforts en vue de trouver des solutions et de relever les défis mondiaux, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement.

Pour finir, je tiens à souligner que nous avons couvert une partie importante du processus d'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, et nous poursuivrons nos efforts à cet égard, en faisant preuve de la flexibilité requise pour mener le processus à son terme logique.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Arménie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Serzh Sargsyan, Président de la République d'Arménie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. E. M. Abdel Fattah Al Sisi, Président de la République arabe d'Égypte

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République arabe d'Égypte.

M. Abdel Fattah Al Sisi, Président de la République arabe d'Égypte, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Abdel Fattah Al Sisi, Président de la République arabe d'Égypte, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Al Sisi (*parle en arabe*) : Pour commencer, il m'est agréable de féliciter le Président de l'Assemblée, ainsi que son pays ami, de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session. Nous sommes certains qu'il dirigera les travaux de l'Assemblée avec sagesse, et il peut compter sur notre appui dans l'accomplissement de ses devoirs.

Je saisis cette occasion pour remercier sincèrement son prédécesseur des efforts inlassables qu'il a déployés en sa qualité de Président de l'Assemblée générale à sa dernière session. Je réitère par ailleurs notre plein appui au Secrétaire général qui œuvre à la réalisation des buts énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Je suis aujourd'hui devant l'Assemblée en tant que l'un des fils de l'Égypte, berceau de la civilisation humaine. Depuis cette tribune, je souhaite avant tout saluer le grand peuple égyptien. Je tiens également à saluer les milliers d'Égyptiens qui sont venus d'Égypte et de divers endroits des États-Unis et qui sont présents en ville aujourd'hui pour affirmer que l'Égypte nouvelle est en route. Depuis cette tribune, je salue le grand peuple égyptien, qui a par deux fois écrit l'histoire ces dernières années : premièrement, lorsqu'il s'est révolté contre la corruption et le despotisme et qu'il a réclamé son droit à la liberté, à la dignité et à la justice sociale; et deuxièmement, lorsqu'il s'est cramponné à son identité et, galvanisé par son patriotisme, s'est élevé contre l'exclusion, refusant de succomber à la tyrannie d'une faction qui, au nom de la religion, fait passer ses propres intérêts avant ceux de la population.

Ce n'est là qu'un aperçu des moments charnières que l'Égypte a vécus récemment. Ce ne sont là que des étapes du long parcours emprunté par les Égyptiens, poussés par leurs rêves et leurs aspirations dans leur quête d'un avenir meilleur et plus prospère. Le monde commence à comprendre la réalité des événements qui se sont déroulés en Égypte et les circonstances qui ont poussé les Égyptiens à descendre instinctivement dans la rue pour se rebeller contre les forces de l'extrémisme et des ténèbres qui, une fois au pouvoir, ont ébranlé les fondements du processus démocratique et les institutions nationales et ont cherché à imposer un état de polarisation afin de briser l'unité du peuple.

La flambée d'actes d'extrémisme et de violence perpétrés au nom de la religion qui touche actuellement la région montre bien quels sont les objectifs véritables de ces groupes, qui exploitent la religion. Nous avons maintes fois mis en garde contre ces groupes. Ils ont transformé les valeurs de justice, de compassion et de pitié, qui sont révérees par le judaïsme, le christianisme et l'islam, en guerres civiles régionales sinistres, sectaires et destructrices, qui continuent de tuer des innocents de diverses religions.

Le peuple égyptien comprend – tout comme moi, compte tenu des responsabilités qui sont les miennes depuis que j'ai été élu Président – la réalisation de nos

objectifs a commencé par la construction d'un État civil démocratique, guidé par les principes que nous avons cherché à incarner, et l'adhésion à la feuille de route pour l'avenir adoptée par les forces nationales égyptiennes. La mise en œuvre de la feuille de route s'achèvera avec la tenue d'élections parlementaires, qui feront suite à l'élection présidentielle et au référendum constitutionnel par lesquels les Égyptiens ont librement exprimé leur volonté. Notre objectif est de construire une Égypte nouvelle – un État qui respecte les droits et les libertés, honore ses devoirs et garantit la coexistence entre ses citoyens, sans exclusion ni discrimination; un État qui respecte et applique l'état de droit, garantit la liberté d'opinion de tous et la liberté de culte de sa population; et un État qui est déterminé à réaliser la croissance, la prospérité et un avenir prometteur qui réponde aux aspirations de son peuple.

À cette fin, l'Égypte a commencé à mettre en œuvre un programme global ambitieux pour stimuler le développement à l'horizon 2030, et ce afin de jeter les bases d'une économie de marché qui sera en mesure d'attirer des investisseurs dans un environnement sûr et stable. Le projet de nouveau canal de Suez, cadeau offert au monde par les Égyptiens, est une preuve du sérieux de la nouvelle Égypte et de sa détermination à bâtir un avenir meilleur pour ses jeunes. C'est pourquoi j'invite les membres à participer à la conférence économique qui se tiendra en Égypte en février 2015 en vue de réaliser le développement et de bâtir l'avenir, non seulement de l'Égypte, mais de toute la région.

Ces mesures résument le contrat social conclu par les Égyptiens dans la nouvelle Constitution du pays. Ce contrat vise à améliorer la situation actuelle, à bâtir un avenir meilleur pour les jeunes et à créer un État doté d'institutions solides et régi par l'état de droit; un État qui respecte le pouvoir judiciaire et garantit son indépendance et qui applique le principe de séparation des pouvoirs; un État qui n'est pas bridé par une forme de terrorisme qui pense pouvoir conquérir et opprimer notre nation.

L'Égypte subit le fléau de ce terrorisme depuis les années 20, lorsque les terroristes dissimulaient leurs opinions toxiques derrière la religion pour parvenir au pouvoir et créer un califat, en s'appuyant sur la violence armée et la terreur pour réaliser leurs objectifs et en permettant ainsi à une poignée d'extrémistes de commettre des atrocités au nom de la religion. Je tiens ici à souligner que nous ne devons pas permettre à ces individus d'abuser de l'islam et d'offenser le milliard et

demi de musulmans qui en chérissent les nobles valeurs. La religion, de par son caractère sacré, ne saurait être mise à l'épreuve par les humains pour être jugée à l'aune de sa réussite ou de son échec.

Le terrorisme est un fléau qui se propage sans faire de différence entre les sociétés développées ou en développement. Les terroristes sont issus de sociétés diverses. Ils ne sont pas unis par une véritable conviction religieuse. C'est pourquoi il est impératif d'intensifier notre coopération et notre coordination, conformément aux buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies, pour mettre un terme à l'appui dont bénéficient ces organisations terroristes et qui leur permet de continuer à commettre des crimes.

Les problèmes auxquels est confrontée notre région résultent de la marge de manœuvre accordée aux forces extrémistes locales et régionales et de l'état de polarisation, qui est souvent à l'origine de divisions et de conflits. Ces problèmes constituent un grave danger et menacent l'existence même de l'État ainsi que son identité. Cela permet au terrorisme et aux organisations terroristes de croître et d'étendre leur influence.

À cet égard, les crises qui touchent certains pays de la région pourraient être réglées en suivant une approche à deux volets visant à édifier un État-nation. Le premier volet consiste à appliquer les principes d'égalité de tous les citoyens et de respect de l'état de droit, sur la base d'un contrat social et du consensus national, tout en garantissant à chacun l'exercice de tous ses droits, en particulier le droit au développement. Cela protégera les sociétés contre l'exploitation et les empêchera de sombrer dans l'extrémisme. Le deuxième volet consiste à affronter fermement les forces extrémistes et terroristes et à lutter contre toute tentative d'imposer des opinions par l'intimidation et la violence ou de forcer l'exclusion en appliquant le rejet sous toutes ses formes.

L'Égypte, en accord avec les pays voisins de la Libye, a proposé une initiative qui définit des mesures précises et une vision claire visant à mettre fin à la situation de ce pays ami. Nous pouvons faire fond sur cette initiative pour parvenir à une solution politique globale qui renforce les institutions élues de la Libye et mette fin à l'effusion de sang, tout en préservant son intégrité territoriale. Le succès dépendra de l'arrêt effectif du trafic d'armes vers la Libye et de nos actions face aux mouvements extrémistes qui ont recours aux armes et à la violence et ne reconnaissent pas le processus démocratique.

En dépit de la situation humanitaire bouleversante dans le pays frère qu'est la Syrie, des destructions et des morts d'innocents provoquées par cette crise, je suis convaincu qu'il est possible d'établir un cadre politique qui permettra au peuple syrien de réaliser ses aspirations sans recourir au terrorisme et sans reproduire les circonstances contre lesquelles les Syriens se sont rebellés en premier lieu. J'insiste sur le fait que l'Égypte soutient les aspirations du peuple syrien à vivre dans une sécurité et une stabilité qui garantissent l'unité et préservent l'intégrité territoriale.

La formation dans le pays frère d'Iraq d'un nouveau gouvernement approuvé par le Parlement est un développement important qui redonne espoir dans la possibilité d'améliorer la situation, de rétablir la stabilité par des moyens internes et externes, de reprendre les zones tombées sous le contrôle du groupe terroriste Daech, de maintenir l'intégrité territoriale de l'Iraq, de mettre fin à l'effusion de sang. Malgré la multitude de crises qui menacent notre région, dont certaines que j'ai mentionnées, la question palestinienne demeure une priorité absolue pour l'Égypte. Les Palestiniens aspirent toujours à établir un État indépendant sur les territoires occupés en 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, sur la base des principes du processus de paix mis en place dans les années 1970, suite à une initiative égyptienne. Ces principes ne sont pas l'objet de compromis, sinon la base d'une paix globale dans la région s'en trouverait affaiblie et les valeurs de justice et d'humanité disparaîtraient. La privation continue des droits du peuple palestinien est sans aucun doute exploitée par certains pour exacerber d'autres crises, atteindre des objectifs cachés, fragmenter l'unité arabe et imposer un contrôle sur les Palestiniens sous couvert de réaliser leurs aspirations.

Je suis convaincu que certains défis nous obligeront à travailler sérieusement et avec une vision claire pour réaliser les aspirations de notre peuple à la démocratie, à la démocratie et à la dignité humaine et concrétiser les aspirations de notre jeunesse à un avenir meilleur. Notre succès garantira l'avenir de notre peuple.

De cette tribune, je lance un appel global à la lutte contre l'épidémie d'Ebola. Dans de nombreux pays africains, la lutte contre cette maladie est une responsabilité collective. Nous devons être en mesure d'aider les pays qui ont besoin d'aide tout en assurant la protection de nos propres populations. Les distances sont devenues plus courtes, en raison des progrès modernes, augmentant ainsi la menace. État fort, l'Égypte a une

responsabilité particulière. Dans les années 1990, l'Égypte a fait face au terrorisme et à l'extrémisme. Je suis convaincu qu'elle réussira à éradiquer le terrorisme grâce à son identité nationale. L'Égypte sera toujours un phare de civilisation, qui agira en faveur de la cohésion dans la région. Les Égyptiens n'hésiteront jamais à assumer ce rôle.

L'Égypte considère la sécurité des États arabes comme faisant partie intégrante de sa sécurité nationale, du fait de notre patrimoine et de notre destin communs et de notre aspiration à la stabilité d'une région importante et cruciale pour le monde. La vision qu'a l'Égypte des relations internationales est fondée sur le respect des principes du droit international, des traités et des conventions, et sur le respect, les intérêts et les avantages mutuels.

Comme l'Assemblée le sait, l'Égypte a été un membre fondateur des Nations Unies et a depuis considérablement contribué à la réalisation de ses objectifs, notamment le maintien et la consolidation de la paix et le développement. De ce point de vue, l'aspiration de l'Égypte à un siège non permanent au Conseil de sécurité en 2016 et 2017 découle de sa volonté d'utiliser son mandat pour réaliser les objectifs de l'Organisation, protéger les intérêts des pays en développement, en particulier en Afrique, et accélérer la réforme du système des Nations Unies dans le cadre d'une vision plus large, basée sur le principe de l'égalité de toutes les nations. J'invite donc les États Membres à soutenir la candidature de l'Égypte au Conseil de sécurité.

J'ai transmis en toute humilité le message du peuple égyptien, des Égyptiennes et des Égyptiens, des jeunes et de leurs aînés. C'est un message d'espoir, de volonté et de détermination à travailler. C'est un message d'ouverture, appelant à une coopération avec tous, appelant à surmonter tous les obstacles et les difficultés. Je tiens à assurer l'Assemblée que le peuple égyptien, après deux révolutions, est devenu la seule source de nos politiques internes et externes axées sur la stabilité et le développement.

L'Égypte d'aujourd'hui a retrouvé confiance en elle-même et défend le respect des principes du droit et de la liberté. Avec son identité arabe et ses racines africaines, elle est le berceau de la civilisation méditerranéenne et le phare de l'islam modéré. L'Égypte aspire à résoudre les conflits régionaux et à respecter les principes de justice et d'humanité dans le monde d'aujourd'hui. Je suis convaincu que les Égyptiens ont

une capacité infinie à donner d'eux-mêmes. Nous avons hérité ce don de nos ancêtres et nous resterons toujours généreux, si Dieu le veut.

Vive l'Égypte. Vivent les peuples du monde épris de paix. Vivent les principes d'humanité et les valeurs de tolérance et de coexistence. Que la paix soit sur cette Assemblée, ainsi que la miséricorde et la bénédiction de Dieu.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République arabe d'Égypte de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Abdel Fattah Al Sisi, Président de la République arabe d'Égypte, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de Sa Majesté le Roi Abdullah II Bin Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

S. M. le Roi Abdullah II Bin Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à Sa Majesté le Roi Abdullah II Bin Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Roi Abdullah II (*parle en anglais*) : Qu'est-ce que le pouvoir mondial et où se trouve-t-il? Je dis que le pouvoir mondial est ici dans cette salle et qu'il nous appartient si nos pays travaillent de concert. Telle est la grande promesse de l'Assemblée générale. Notre époque exige que nous exercions ce pouvoir maintenant et pleinement.

Dans ma région, les défis se sont multipliés depuis que j'ai pris la parole ici l'année dernière (voir A/68/PV.5). Ceux qui disent « ce n'est pas notre affaire » ont tort. La sécurité de chaque nation dépend du sort du Moyen-Orient. Ensemble, nous pouvons et nous devons prendre d'urgence des mesures sur le plan humanitaire et en matière de sécurité, trouver des solutions durables aux crises actuelles et créer de nouvelles possibilités de dialogue, de réconciliation, de prospérité et de paix.

Les terroristes et les criminels qui prennent pour cible la Syrie, l'Iraq et d'autres pays aujourd'hui sont des illustrations extrêmes d'une menace mondiale. La communauté internationale a besoin d'une stratégie collective pour endiguer et vaincre ces groupes. Mon pays est en première ligne de ces efforts. Nous dirigeons un certain nombre d'initiatives visant à lutter contre l'extrémisme. En tant que représentant du bloc Asie-Pacifique au sein du Conseil de sécurité, nous attendons beaucoup du sommet du Conseil de sécurité sur les menaces à la paix et la sécurité internationales résultant d'actes terroristes, qui sera présidé par le Président Obama cet après-midi.

L'affirmation décisive du respect mutuel au sein des religions et des peuples et entre les religions et les peuples doit être une autre priorité mondiale de premier ordre. Les préceptes de l'islam véritable sont clairs : les conflits et les querelles sectaires doivent être fermement condamnés. L'islam interdit la violence à l'encontre des chrétiens et des autres communautés qui composent chaque pays. Je tiens à dire encore une fois que les chrétiens arabes font partie intégrante du passé, du présent et de l'avenir de ma région. J'appelle les dirigeants musulmans et autres à s'opposer ensemble aux mensonges et aux actes qui visent à semer la discorde.

La Jordanie a eu l'honneur de diriger plusieurs initiatives interreligieuses et interconfessionnelles au niveau mondial. Sur cette base, la Jordanie présentera un projet de résolution sur une proposition générale visant à la définition d'une nouvelle infraction de portée internationale, relevant des crimes de génocide et des crimes contre l'humanité, suite aux nouveaux crimes ignobles commis récemment contre les communautés religieuses en Syrie et en Iraq.

Ensemble, attaquons-nous également aux conditions qui sont exploitées par les extrémistes. La radicalisation se nourrit de l'injustice, de l'insécurité et de la marginalisation. Le programme de développement porteur de transformation de l'Assemblée peut améliorer les perspectives d'avenir des populations grâce à des programmes concrets et des investissements susceptibles de changer leur vie.

Par ailleurs, nous devons œuvrer activement pour trouver des solutions politiques fondées sur le consensus aux crises régionales. La situation en matière de sécurité en Syrie, en Iraq et au Liban doit être abordée de manière globale. La Jordanie appelle de ses vœux un Iraq uni et stable, ayant en place un processus politique national

sans exclusive. En Syrie, il faut trouver une solution politique fondée sur des réformes permettant à toutes les communautés de jouer un rôle dans la reconstruction de leur pays. Des pressions internationales pour ramener immédiatement l'opposition modérée et le régime à la table de négociation sont de la plus haute importance.

L'afflux massif de réfugiés syriens se poursuit. Mon pays a accueilli près de 1,4 million de Syriens. La Jordanie est désormais le troisième pays qui abrite le plus grand nombre de réfugiés dans le monde, ce qui fait peser un fardeau très lourd sur nos populations, nos infrastructures et nos ressources déjà limitées. Il a été reconnu que la crise des réfugiés est une responsabilité mondiale, qui appelle une solution mondiale. Jusqu'à présent, la réponse n'a pas été à la hauteur des besoins réels. Il faut des efforts concertés pour que l'aide humanitaire puisse être acheminée à l'intérieur de la Syrie et pour aider les pays et les communautés d'accueil, dont la Jordanie.

Nous ne pouvons aborder l'avenir de ma région sans parler du conflit central qui y sévit : le fait que les Palestiniens se voient refuser leurs droits et leur propre État. Cette année, encore une fois, nous avons été témoins d'une interruption dangereuse des progrès vers la paix et la création d'un État palestinien. Nous avons plutôt été témoins à Gaza d'une nouvelle reprise violente du conflit. Comment allons-nous reconforter les familles qui ont tant perdu? Comment allons-nous offrir de l'espoir à des jeunes dont l'avenir est en péril? La première chose à faire est de mobiliser les efforts internationaux pour reconstruire Gaza. Dans le même temps, nous devons mobiliser les efforts du monde entier, dans l'unité, pour parvenir à un règlement définitif et durable. En agissant ainsi, nous pouvons créer les conditions propices à la reprise des négociations sur le statut définitif, sur la base de l'Initiative de paix arabe.

Cette démarche définit une voie claire – la seule voie – vers un règlement global fondé sur la solution des deux États, la légitimité internationale et les termes de référence. À Israël, elle offre la sécurité et des relations diplomatiques et économiques normales avec les États arabes et musulmans, et aux Palestiniens, un État souverain, viable et indépendant, à l'intérieur des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale. Il faut que cessent les mesures unilatérales visant à préjuger de l'issue des négociations. La Jordanie s'oppose fermement aux menaces contre l'identité arabe, musulmane et chrétienne de Jérusalem. En tant que gardien hachémite des lieux saints musulmans

et chrétiens de Jérusalem, je continuerai à m'opposer à toute violation du caractère sacré de la mosquée Al-Aqsa.

Les aspirations du peuple palestinien sont les mêmes que celles de tous les êtres humains. Il s'agit de la cause commune de cette Assemblée générale : la justice, la dignité, des perspectives d'avenir et l'espoir. Nous en avons mondialement la responsabilité. Mais nous en avons mondialement le pouvoir, et nous devons faire de cette cause notre réalité mondiale. La Jordanie est prête à y contribuer.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Roi du Royaume hachémite de Jordanie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

S. M. le Roi Abdallah II Ibn al-Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. François Hollande, Président de la République française

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

M. François Hollande, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. François Hollande, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Hollande : L'Assemblée comprendra qu'aujourd'hui je m'exprime devant elle avec une émotion particulière, puisque l'un de mes compatriotes vient d'être lâchement assassiné en Algérie par un groupe terroriste lié à « Daech ». Il s'appelait Hervé Gourdel. C'était un homme plein d'enthousiasme qui aimait la montagne et qui pensait pouvoir se livrer à sa passion en allant dans le Djurdjura, en Algérie. Il a été capturé et il a été décapité. Voilà ce que le terrorisme fait. Il ne le fait pas qu'à la France. Il y a encore quelques jours, c'étaient les Américains et les Britanniques qui étaient touchés par la même barbarie.

Ces groupes, et ce groupe-là, Daech, ne frappent pas simplement ceux qui ne pensent pas comme eux. Ils frappent des musulmans, ils frappent des populations

civiles, ils frappent des minorités. Ils violent, ils tuent. Voilà pourquoi, le combat que la communauté internationale doit mener contre le terrorisme ne connaît pas de frontières. Et c'est le même drapeau qui doit être porté, celui de l'ONU, celui des valeurs pour lesquelles cette Organisation a été fondée : la dignité humaine, la liberté, le regard que nous devons avoir sur le monde de demain, un monde de justice.

La France est pleinement engagée dans ce combat-là. Elle l'a été en Afrique, quand elle a été appelée au Mali, où elle a été rejointe, heureusement, par beaucoup de pays africains, européens, maintenant par l'ONU. La France est engagée chaque fois qu'il y a un risque. Mais aujourd'hui, c'est en Iraq et en Syrie que cette menace existe. Elle ne concerne pas que cette région, puisque le groupe Daech a décidé non seulement de conquérir des territoires, imaginant fonder un État, mais menace également l'ensemble du monde, en provoquant des attentats, en organisant des enlèvements, en recrutant des combattants venus du monde entier, pour les former, pour leur montrer la barbarie dont il est capable afin qu'ils le reproduisent, ce sinistre mouvement du terrorisme, dans nos propres pays.

C'est parce que cette menace existe non seulement pour la région mais aussi pour le monde que la France a entendu répondre à l'appel des autorités iraqiennes pour que nous puissions leur prodiguer d'abord une aide militaire, par la fourniture d'armes – comme nous l'avons fait au mois d'août –, mais aussi par un appui, maintenant, aérien, pour éviter que le groupe Daech puisse continuer sa progression. Nous voulons l'affaiblir. Nous voulons le réduire.

Mais nous savons aussi que, tant qu'il n'y aura pas un règlement de la crise syrienne, tous nos efforts risquent d'être réduits, d'où l'enjeu non pas simplement de faire qu'il y ait une action contre le groupe Daech mais aussi une solution politique. Nous, nous soutenons la France, l'opposition syrienne, l'opposition démocratique. Nous la considérons comme la seule représentante légitime du peuple syrien. Et là-dessus, nous ne transigeons pas et nous ne faisons aucun compromis, parce qu'il y aurait menace. Le régime de Bachar al-Assad mérite tout autant d'être condamné car il est complice de ce qui s'est produit en Syrie depuis trois ans : 200 000 morts et combien de personnes déplacées.

La France vit une épreuve, à travers la mort, l'assassinat, de l'un de nos compatriotes, mais la France ne cède jamais devant le chantage, devant la pression, devant les actes barbares, au contraire : la France sait

qu'elle est attendue, la France sait qu'elle porte des valeurs, la France sait qu'elle a un rôle à jouer, et elle n'y renoncera jamais. La lutte contre le terrorisme va être poursuivie, amplifiée autant qu'il sera nécessaire, dans le respect du droit, dans le respect, aussi, de ce qu'est la souveraineté des États car nous ne nous trompons pas lorsque nous agissons, nous le faisons toujours dans le respect des principes de l'ONU.

J'aurais voulu parler de tant d'autres choses, mais il faut comprendre que, dans mon pays, une grande question est posée – est posée, aussi, aux membres : face à cette barbarie, face à ce terrorisme, allons-nous rester spectateurs ou allons-nous être, ensemble, acteurs de ce que doit être un ordre international juste? Si nous ne répondons pas à cette question, ou si nous y répondons trop faiblement, alors, les terroristes continueront leur entreprise, leur entreprise d'embrigadement, d'endoctrinement. Ce n'est pas la faiblesse qui sera la réponse face au terrorisme, c'est la force, la force du droit, la force des Nations Unies et, à un moment, aussi, la force de l'action militaire, quand elle est devenue nécessaire.

Je voulais parler aussi d'autres régions du monde qui connaissent également des menaces pour notre propre sécurité. Je voulais parler de l'épidémie d'Ebola, parce que je sais combien elle touche nos amis africains. Mais là encore, regardons au-delà même de ceux qui sont touchés : qui peut imaginer qu'une épidémie restera confinée dans quelques pays si nous n'intervenons pas? Là aussi, la menace est globale; là encore, la réponse doit être globale. Et donc, la France, l'Europe, le monde doivent apporter aux pays qui sont touchés par cette épidémie à la fois les soins nécessaires, la protection indispensable, l'aide économique qui est attendue. Parce que là aussi, s'il y a la moindre faiblesse, s'il y a le moindre manquement à la solidarité, ce seront tous nos pays qui seront touchés.

J'étais venu aussi devant l'Assemblée générale pour parler de ce qui se passe en Europe, à côté de l'Europe, de ce qui s'est produit en Ukraine, avec des manquements là aussi à des principes du droit international. Mais l'enjeu aujourd'hui, même en Europe, c'est la paix, et de faire en sorte que le cessez-le-feu qui est intervenu puisse se transformer en un règlement durable de ce conflit.

Aucun continent n'est épargné, par aucune menace. Tout est fragile, tout est précaire, tout est vulnérable. À nous d'avoir la même conscience des risques, des dangers, des périls qu'au lendemain de la

Seconde Guerre mondiale. À nous de penser qu'il n'y a pas simplement à faire un devoir de mémoire, mais un devoir d'avenir. À savoir quel monde nous voulons.

Le monde que nous voulons, et c'est le dernier point que je veux ici évoquer, le monde que nous voulons doit être celui d'un changement climatique. Parce que le désordre actuel, là aussi, menace non seulement notre génération mais bien sûr celle qui nous suivra, menace notre propre sécurité, car il y a aujourd'hui plus de déplacés à cause du dérèglement climatique qu'à cause des guerres qui sont pourtant, hélas, tellement intenses, tellement meurtrières sur notre planète.

Alors, la France a pris là aussi ses responsabilités. Elle a décidé d'organiser la conférence sur le climat en décembre 2015. Je me félicite qu'ici même, grâce au Secrétaire général Ban Ki-moon, il y ait eu ce sommet, qui a permis de mobiliser les consciences, les États, les institutions financières, les entreprises, la société civile, de nombreuses manifestations ont eu lieu. Parce que nous devons réussir la conférence de Paris, non pas parce que c'est à Paris, mais parce que c'est le rendez-vous qu'a le monde avec lui-même.

Il y a des instants, des périodes dans l'histoire où nous pouvons décider, décider non pas simplement pour nous-mêmes, mais décider pour l'humanité. Ce moment-là est venu. Et donc, à Paris, nous devons tout faire pour qu'il puisse y avoir un accord global, un accord qui puisse être contraignant, qui puisse être différencié selon les niveaux de développement, qu'il puisse y avoir ce fonds vert auquel la France a consacré 1 milliard de dollars pour les prochaines années. Et je souhaite que d'autres pays nous suivent parce que nous avons besoin de ce fonds vert pour permettre à des pays qui n'ont pas le niveau de développement de pouvoir assurer leur croissance et en même temps la transition énergétique.

C'est un moment triste que je vis aujourd'hui au nom de la France, que les Français éprouvent, mais c'est un moment aussi de sursaut et de responsabilité. Pour le monde, pour la planète, nous devons lutter contre le terrorisme. Nous devons agir pour la paix. Nous devons réduire les inégalités. Nous devons faire aussi notre devoir par rapport aux générations futures, faire que Paris soit un succès pour le climat et faire que les Nations Unies puissent être toujours fidèles au mandat qui leur a été donné au lendemain d'une guerre, une guerre terrible. Mais nous sommes encore devant des défis. Nous sommes sûrs de les relever si nous sommes unis pour nous rassembler et ainsi emporter cette victoire.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. François Hollande, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis du Mexique.

M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis du Mexique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Peña Nieto (*parle en espagnol*) : En tant que Président du Mexique, c'est un grand honneur pour moi de participer pour la première fois à l'Assemblée générale, le symbole le plus fort de l'unité entre nations. Le Mexique réaffirme son attachement historique à cette enceinte universelle de dialogue, d'entente et de coopération.

Le monde aujourd'hui ne peut se concevoir sans l'Organisation des Nations Unies, dont l'influence positive imprègne tous les aspects de nos vies. L'ONU est à la tête de l'action menée à l'échelon international pour lutter contre la faim, les épidémies et le changement climatique. Elle protège nos enfants, sauvegarde le patrimoine de l'humanité et encourage l'autonomisation et l'émancipation des femmes dans le monde. L'ONU promeut le commerce et les communications mondiales, ainsi que les droits de l'homme et la paix. C'est grâce à elle que notre monde jouit aujourd'hui d'une liberté plus grande et qu'il est plus démocratique et plus développé.

Mais, tout comme ses contributions au bien-être de millions de personnes sont évidentes, les nombreux défis qui se posent actuellement à tous les pays de la planète sont indéniables. De l'économie mondiale, qui doit encore retrouver son dynamisme, au changement climatique qui provoque des catastrophes naturelles en passant par les conflits régionaux avec leur lot de morts

et de migration forcée, il est manifeste que le monde a besoin de réponses multilatérales plus efficaces.

Dans un monde avec autant de phénomènes transcendant les frontières, la coopération internationale est plus nécessaire que jamais au cours de notre histoire, et ce n'est qu'ici, à l'ONU, que cette somme d'efforts internationaux peut émerger. Aujourd'hui, notre planète doit disposer d'une ONU plus efficace, plus efficiente, plus transparente et plus représentative, ouverte à une plus large participation de toutes les sociétés du monde. L'ONU doit oser le changement pour s'améliorer.

Au Mexique, nous sommes persuadés que l'ONU dispose de tous les attributs pour être plus audacieuse et pour se renouveler. S'agissant du changement institutionnel, il nous faut un Conseil de sécurité qui évolue et qui soit réellement représentatif du nouvel équilibre mondial. Il importe de réformer le Conseil en vue de le rendre plus transparent et plus responsable et de renforcer sa capacité de réaction. Nous estimons qu'il faut augmenter le nombre de membres non permanents du Conseil de sécurité en créant des sièges à long terme avec possibilité de réélection immédiate, en fonction d'une représentation géographique plus équitable. Le monde veut une ONU où les membres permanents du Conseil n'utilisent pas leur veto en cas de violations graves du droit international humanitaire.

Pour ce qui est de la paix et de la sécurité internationales, l'ONU doit empêcher le trafic d'armes et les énormes préjudices que cela cause à nos sociétés. Le Traité sur le commerce des armes nous fournit les outils pour contrer cette menace croissante. Mais il importe que tous les pays signent le Traité, et il importe encore plus qu'ils le ratifient tous. La première Conférence des États Parties à ce Traité aura lieu au Mexique l'année prochaine. Ce sera une bonne occasion pour tous les pays d'œuvrer de concert afin d'empêcher que les armes fassent du mal aux enfants et aux populations vulnérables du monde.

De la même façon, nous devons également renforcer l'Organisation des Nations Unies pour qu'elle puisse combattre efficacement le terrorisme, qui lacère les sociétés de la planète.

Nous avons également besoin que les Nations Unies renouvellent leurs efforts en faveur du désarmement nucléaire. Il nous faut empêcher que ces moyens de destruction soient à la portée d'un plus grand nombre de pays et d'acteurs non étatiques, et exiger de ceux qui en sont déjà dotés qu'ils réduisent ou éliminent

leur arsenal. Pour que le monde soit plus sûr, nul ne doit employer ou menacer d'employer la puissance nucléaire et mettre ainsi en danger la survie même de l'humanité.

S'agissant du programme de développement, à l'approche de la date fixée pour élaborer les objectifs de développement durable, nous avons besoin d'une ONU qui ait une vision plus large du bien-être des personnes. Il faut que le programme de développement pour l'après-2015 tienne compte du fait que la pauvreté ne se définit pas uniquement par des revenus insuffisants, mais aussi par les autres carences qui font obstacle au développement individuel et collectif. Nous considérons en outre que l'un des axes majeurs de ce programme devrait consister dans l'intégration économique et sociale.

Il importe également que les Nations Unies actualisent leur engagement en faveur des droits des filles, des garçons et des adolescents des deux sexes en s'attaquant aux nouvelles problématiques qui menacent leur intégrité. Nous devons lancer une action conjointe au niveau mondial pour lutter contre le harcèlement scolaire et psychologique, par exemple les brimades, tout en donnant plus de poids aux valeurs parmi nos enfants et nos jeunes. Si nous voulons que le monde de demain soit habité par des adultes empathiques, compréhensifs, attachés à l'amitié entre les peuples, à la paix et à la fraternité universelle, nous devons agir maintenant, avec plus de détermination, pour débarrasser nos enfants et nos jeunes de toutes les formes de maltraitance.

En somme, pour relever les défis du XXI^e siècle, nous avons besoin que l'ONU modifie sa structure institutionnelle, renouvelle son engagement en faveur de la paix et de la sécurité et, surtout, se fixe un programme de développement ample et inclusif. Changer n'est jamais facile, et moins encore lorsque cela suppose une transformation de fond, qui dépend de la coopération de multiples acteurs, dont chacun a ses propres priorités et intérêts. Dans le cas concret de l'ONU, beaucoup reconnaissent qu'un changement s'impose mais estiment en même temps qu'il est impossible d'y parvenir car nul ne cèdera sur ses positions.

Nous avons connu une situation similaire au Mexique. Certains convenaient qu'il était urgent de déclencher des changements structurels à l'intérieur du pays mais ajoutaient à titre de mise en garde qu'il ne serait pas possible de les concrétiser. Ces voix affirmaient que les forces politiques et le Gouvernement de la République ne sauraient pas se mettre d'accord pour transformer notre nation. Pourtant, le Mexique

a démontré qu'il est possible de construire dans la pluralité, que la diversité est une force quand on est prêt à tenir un dialogue constructif. En l'occurrence, le succès a fait fond sur le Pacte pour le Mexique, un accord énonçant les engagements qu'il était essentiel de prendre en vue de promouvoir un vaste programme de réformes dans différents domaines de la vie nationale.

Sur la base de cet instrument politique innovant, les Mexicains ont osé améliorer la qualité de l'éducation, assouplir le marché du travail et combattre les situations de monopole et les pratiques anticoncurrentielles. Nous avons osé moderniser le secteur des télécommunications, élargir l'offre de crédits et diminuer leur coût, renforcer les finances publiques et mettre en place un nouveau modèle de développement économique pour le pays. Nous avons dialogué et nous nous sommes mis d'accord pour rénover nos institutions politiques et électorales, ainsi que notre système de justice et nos mécanismes destinés à garantir la transparence. Nous avons décidé de nous transformer. Ces profonds changements se faisaient attendre depuis des décennies au Mexique, car il y a un certain temps qu'aucun parti politique n'a détenu la majorité législative au Congrès.

Néanmoins, grâce au dialogue tenu et aux consensus obtenus, il a été possible d'opérer ces changements en seulement 20 mois.

Quelle a été la différence principale par rapport au passé? Clairement : la volonté de toute une nation qui a osé le changement. Le Mexique a agi de façon décisive et en faisant preuve d'audace. Il a pris le risque d'évoluer et de se mettre en mouvement. Au vu de cette expérience, je suis convaincu que l'ONU aussi peut changer.

Bientôt 70 ans après sa création, l'Organisation doit évoluer, comme le monde l'a fait. Je sais que ce ne sera pas facile de réunir un consensus à cet effet, car il faudra en finir avec l'inertie et changer de paradigmes. Cela dit, je sais aussi qu'il y a ici le talent, la vision et l'audace nécessaires pour y parvenir. Il est temps de bâtir une nouvelle Organisation des Nations Unies pour un nouveau siècle. Cela supposera que tous les États aient la volonté d'écouter, de dialoguer, de se montrer tolérants et d'envisager de céder sur certains points. Toutefois, à l'issue de ce processus, le monde pourra compter sur une ONU plus efficace, capable d'œuvrer avec succès pour la paix et le développement de la planète. Mon pays est disposé à prendre une part active dans cette transformation; il est décidé à évoluer avec les Nations Unies.

Le Mexique soutient l'action et reconnaît l'importance des opérations de maintien de la paix, cet outil des Nations Unies qui aide les pays à surmonter les conflits et à créer les conditions d'une paix durable, grâce à des activités de reconstruction, d'aide humanitaire et de sécurité. Il a donc décidé de participer à ces opérations en accomplissant des tâches humanitaires au bénéfice de la population civile. Notre participation s'appuiera sur un mandat clair du Conseil de sécurité et s'inscrira dans le droit fil des normes de politique étrangère énoncées dans notre constitution. Ce faisant, le Mexique, en tant qu'acteur responsable, prend l'initiative historique de renforcer son engagement aux côtés des Nations Unies. L'an prochain, l'Organisation aura 70 ans. Ce sera l'occasion idéale de faire de notre pluralité un atout et une force de changement. Avec la participation de tous, sous l'impulsion et grâce à l'audace des États Membres, l'ONU peut se transformer dans l'intérêt de l'humanité entière.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis du Mexique de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Enrique Peña Nieto, Président des États-Unis que Mexique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Finlande.

M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Niinistö (*parle en anglais*) : Les événements de ces derniers mois nous remplissent de tristesse. Nous sommes de nouveau entrés dans une ère sombre de conflits. Ce qui s'est produit en Ukraine comme en Syrie et en Iraq le montre bien. Les valeurs et les règles fondamentales sur lesquelles se fonde l'Organisation des Nations Unies ont été enfreintes.

La crise en Ukraine a de profondes répercussions sur la sécurité de l'Europe. Nous n'avons pas connu un tel effondrement depuis la tragique guerre dans les Balkans. Mais je tiens à insister sur le fait que la question de l'Ukraine ne se limite pas uniquement à l'Europe. Elle doit nous concerner tous – et, en définitive, ce sera le cas.

Un système international basé sur des règles est une condition indispensable à la paix et à la sécurité, au respect des droits de l'homme et au développement. Si nous cessons de protéger ce système, il cessera de nous protéger. Nous commettrions une erreur dramatique et lourde de conséquences si nous laissons notre ordre mondial basé sur des règles glisser vers le chaos et la loi de la jungle. Malheureusement, le Conseil de sécurité n'a été en mesure de s'acquitter de ses responsabilités ni en Ukraine ni en Syrie. Nous devons réformer le Conseil de sécurité. La Finlande appuie les efforts visant à limiter le recours au droit de veto.

Je suis heureux que l'Assemblée générale ait adopté la résolution 68/262, intitulée « Intégrité territoriale de l'Ukraine », le 27 mars, à une franche majorité. Pourtant la voix de cet organe important aurait dû être encore plus forte, en condamnant les actes de la Russie et en définissant une orientation visant à mettre fin à la violence et à restaurer la paix. Lorsque l'intégrité territoriale d'un État Membre est violée et qu'il perd le contrôle d'une portion de son propre territoire du fait d'une annexion illégale, l'État Membre doit pouvoir se tourner vers l'Organisation des Nations Unies dans sa quête de justice et de solution. Il ne pourra y avoir de désescalade de la situation en Ukraine sans actions concrètes de la Russie. La Russie doit contrôler sa frontière et endiguer le flux d'armes et de combattants, et contribuer par là-même à stabiliser la situation dans l'est de l'Ukraine. Cette crise ne pourra être réglée qu'au moyen d'une solution politique. Des mesures ont récemment été prises dans ce sens, mais il reste encore beaucoup à faire.

Comme nous l'a rappelé le Secrétaire général, la communauté internationale ne doit pas abandonner le peuple de Syrie. Nous ne pouvons pas oublier ceux qui sont morts ou qui ont été forcés à quitter leurs foyers – la moitié de la population syrienne. Trois millions de Syriens sont réfugiés dans les pays voisins. Le conflit syrien ne pourra être réglé que par des moyens politiques. La Finlande continue d'appuyer pleinement l'Envoyé spécial de l'Organisation des Nations Unies en Syrie. En Syrie comme dans d'autres pays en proie

à un conflit, les femmes doivent être incluses dans le processus de paix. Nous saluons les efforts actifs déployés par les femmes pour faire davantage entendre leur voix, en Syrie et ailleurs.

La guerre en Syrie a de graves conséquences sur la sécurité de toute la région. L'expansion géographique de l'organisation État islamique d'Iraq et du Levant, avec son effroyable cortège de terreur, est un effet collatéral du conflit. La situation a de sérieuses répercussions aux niveaux local, régional et international. C'est un défi qui doit être relevé collectivement, grâce à une coopération internationale de grande envergure. La Finlande contribuera à ces efforts conjoints.

La communauté internationale a fait la preuve de sa détermination, à l'automne dernier, après les attaques à l'arme chimique en Syrie. La Mission conjointe de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques et de l'Organisation des Nations Unies chargée du démantèlement du programme d'armes chimiques de la République arabe syrienne s'est attachée à la vérification et à la destruction de l'arsenal d'armes chimiques de la Syrie. La Finlande a œuvré aux côtés de la Mission conjointe pendant cette opération exigeante. Nous devons rester vigilants. Pour honorer les engagements de l'ONU et respecter la Convention sur les armes chimiques, la Syrie doit aller plus loin. Nous devons de nouveau faire montre de la même détermination. Je renouvelle avec force l'appel lancé au Conseil de sécurité de référer la situation syrienne à la Cour pénale internationale (CPI). La CPI doit être saisie lorsque le système judiciaire national n'est pas en mesure d'assumer ses responsabilités.

M^{me} Perceval (Argentine), Vice-Présidente, assume la présidence.

Ces conflits se déroulent à une période où la coopération et les efforts communs sont plus que jamais nécessaires. Nous sommes face aux mêmes défis mondiaux, comme les changements climatiques. Ebola représente une autre menace grave. La Finlande va donc doubler l'assistance qu'elle apporte. Il est absolument indispensable, pour nous et pour notre planète, que nous relevions ensemble ces défis. À cet égard, je tiens à exprimer ma reconnaissance au Secrétaire général pour le rôle de premier plan qu'il assume face à ces difficultés.

Les négociations intergouvernementales sur le programme de développement pour l'après-2015 vont bientôt débiter. Nous devrions aspirer à des engagements

d'un genre nouveau afin de répondre aux besoins de l'humanité et de la planète Terre. Nous le devons à nos enfants comme à leurs enfants. Pour parvenir au développement durable, nous avons besoin d'objectifs clairs. Nous devons pouvoir suivre la réalisation de nos engagements de manière efficiente. Toutes les ressources, tous les moyens doivent être mobilisés. Nous ne pouvons plus compter que sur les ressources traditionnelles. Le financement public du développement est toujours important pour les pays les plus pauvres et ceux touchés par le conflit. Parallèlement cependant, la mobilisation des ressources nationales, l'innovation, le commerce, la technologie et les investissements doivent jouer un plus grand rôle dans le développement durable.

De nombreux pays du Sud jouissent d'une solide croissance économique. Cela leur permet d'investir dans des systèmes fiscaux, générant ainsi des ressources publiques pour le développement durable. Une politique d'imposition et de redistribution juste est l'un des moyens les plus efficaces de réduire les inégalités et de combattre la marginalisation. L'état de droit et la lutte contre la corruption jouent également un rôle majeur.

Je suis convaincu que le Secrétaire général saura se montrer aussi visionnaire que pragmatique lorsqu'il plantera le décor des négociations intergouvernementales. Ce processus parviendra à son point culminant l'année prochaine dans cette même salle. La meilleure manière de célébrer le soixante-dixième anniversaire de l'ONU l'an prochain sera d'adopter des engagements porteur de transformation qui nous mettent sur la voie du développement durable.

J'ai commencé mon allocution en évoquant des relations internationales mal en point. Mon analyse n'est pas une excuse pour ne rien faire, mais un appel à l'intensification de nos efforts diplomatiques. Nous devons agir avec détermination, et maintenant. La Finlande appuiera tous les efforts visant à restaurer la paix et à empêcher que notre système international basé sur des règles soit davantage affaibli. Nous devons également viser plus haut et nous attaquer ensemble aux problèmes mondiaux plus larges que présentent les changements climatiques et le développement durable.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Finlande de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Sauli Niinistö, Président de la République de Finlande, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Indonésie.

M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Yudhoyono (*parle en anglais*) : C'est un grand honneur pour moi de prendre de nouveau la parole devant l'Assemblée, la dernière fois en tant que Président de l'Indonésie au terme de mes deux mandats. Je ne peux que souscrire au thème choisi pour la présente session, à savoir « Élaborer et concrétiser un programme de développement porteur de transformation pour l'après-2015 », qui s'inscrit tout à fait dans le droit fil des travaux du Groupe d'experts de haut niveau que j'ai eu le privilège de coprésider.

Depuis 15 ans, la communauté internationale travaille à un grand et ambitieux projet pour l'humanité, les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Au fil des ans, nos efforts acharnés ont produit des avancées décisives notamment dans la lutte contre la pauvreté, l'accroissement de la scolarisation et l'amélioration de la santé publique. Ces progrès sont encourageants et même motivants, pour certains. Mais l'humanité dans son ensemble n'a pas encore atteint tous les OMD. Les résultats sont inégaux, et varient entre les régions et en leur sein, voire à l'intérieur même des pays. Nous avons parcouru un long chemin, mais nous sommes encore loin du compte.

Pour ceux qui ont réussi, mais aussi pour les autres, il est un grand enseignement que j'ai appris : le plus important facteur de changement est la gouvernance – et pas seulement la bonne gouvernance, mais la gouvernance intelligente. Cette gouvernance intelligente suppose généralement un leadership novateur et la participation active de la population.

Sans au moins ces deux éléments, tout le travail acharné que nous investissons ne peut produire les résultats escomptés. Et grâce à la gouvernance intelligente, les pays peuvent se dépasser et dépasser les autres. En Indonésie, nous n'aurions jamais pu imaginer pouvoir accroître notre revenu national par habitant de 400 % en l'espace de seulement une décennie.

Au cours des 15 dernières années, la quête pour atteindre les OMD a également renforcé la nécessité d'un partenariat mondial plus solide. Assurément les initiatives ont été nombreuses. Mais, somme toute, nos efforts au sein de l'Organisation mondiale du commerce, sur les questions climatiques de l'après-Kyoto, sur la réforme de l'architecture financière mondiale et sur la réforme de l'ONU, ainsi que dans de nombreux autres domaines, se sont révélés douloureusement lents.

Alors que nous sommes en train de définir un nouveau programme mondial de développement, je pense que nous devrions nous inspirer de ces années de tâtonnement pour mieux être conscients des promesses et des écueils du développement, et savoir ce que nous voulons et ce que nous ne voulons pas. Nous ne voulons pas, par exemple, d'un développement qui mesure les progrès réalisés à l'aune des seules possessions matérielles, et finit par déshumaniser et marginaliser nos concitoyens. Ce que nous voulons, c'est un développement durable et équitable.

Cependant, l'importance de notre travail dépasse la question du développement, puisque nous sommes désormais confrontés à un autre problème majeur. Nous assistons à une détérioration préoccupante des relations entre les grandes puissances. Aucun d'entre nous, et certainement pas l'ONU, ne peut se permettre d'ignorer cette évolution inquiétante.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que, pendant plus de deux décennies après la chute du mur de Berlin, le monde a été témoin d'une série d'événements prometteurs. Surtout, l'amélioration des relations entre les grandes puissances a créé un vaste espace ouvrant de nouvelles possibilités stratégiques et économiques. Les chiffres du commerce mondial atteignent les 23 000 milliards de dollars, près de six fois plus que l'année qui a suivi la fin de la guerre froide en 1990. Entre 2000 et 2013, période qui a coïncidé avec notre travail sur les OMD, le monde a connu la croissance la plus rapide jamais enregistré – et une fois et demie plus rapide qu'au cours des deux précédentes décennies. La valeur des investissements mondiaux a

atteint près de 1 500 milliards de dollars en 2013, soit quasiment sept fois plus qu'en 1990.

En Asie du Sud-Est, cette évolution géopolitique positive nous a permis de renforcer la coopération et de mettre en place une architecture régionale. Cela a conduit à la création du Sommet de l'Asie orientale, à la définition d'une vision pour la communauté de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), à l'élaboration d'une Charte de l'ASEAN progressiste, au renforcement des activités du Forum régional de l'ASEAN et d'autres institutions. Et l'Indonésie, quant à elle, a pu développer des partenariats stratégiques avec toutes les grandes puissances, de même qu'avec de nombreuses puissances émergentes.

Aujourd'hui, je constate que la communauté internationale est préoccupée par le danger d'un retour de la vieille guerre froide. Les relations entre les grandes puissances se dégradent en raison d'une suspicion mutuelle. Auparavant stables et fondées sur la coopération, elles sont désormais marquées par l'instabilité et les tensions. Cette situation ne profite à personne, et nous ne devons donc pas la laisser s'installer de façon permanente. Les grandes puissances – en fait, chacun de nous – ont l'obligation de travailler ensemble pour résoudre les grands problèmes de notre temps. Pour n'en citer que quelques-uns, nous devons par exemple mettre un terme à la souffrance des Palestiniens à Gaza et dans le reste des territoires occupés, et concrétiser la solution des deux États, qui continue de nous échapper. Nous devons régler le conflit en Ukraine, qui met actuellement à mal les relations entre la Russie et l'Occident. Et nous devons trouver une solution efficace et durable aux conflits en cours en Syrie et en Iraq.

Pour y parvenir, il faut que chacun fasse des concessions. Il faut adopter une attitude tournée vers l'avenir visant à ce que tout le monde soit gagnant plutôt que ces comportements où l'on perd d'un côté ce que l'on a gagné de l'autre. La diplomatie doit prévaloir. Le manque de confiance doit laisser place aux possibilités stratégiques et au renforcement de la confiance. Se contenter d'appeler à la coexistence pacifique ne suffit plus. C'est dépassé et tellement XX^e siècle. Désormais, au XXI^e siècle, il nous faut bien plus qu'un climat dans lequel les puissances mondiales se contentent de coexister pacifiquement.

Ces puissances doivent travailler résolument ensemble pour encourager la coopération stratégique et s'attaquer aux problèmes mondiaux. Elles doivent faire en sorte de transformer le manque de confiance

en une nouvelle confiance stratégique, non seulement entre elles, mais aussi avec les puissances émergentes et tous les pays Membres de l'ONU. Est-ce possible? J'affirme que oui, car c'est ce qui s'est passé en Asie du Sud-Est. Durant la deuxième moitié des années 60, les pays d'Asie du Sud-Est étaient pauvres, divisés et vulnérables, menacés par une guerre qui faisait rage dans la région et ne sachant rien les uns des autres après des siècles de séparation durant l'époque coloniale.

La création de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est a permis aux pays de la région de prendre l'habitude de dialoguer et de se consulter, et d'apprendre à se faire confiance. Aujourd'hui, nous pouvons affirmer avec fierté que les 10 pays d'Asie du Sud-Est, autrefois divisés, forment les 10 doigts de l'ASEAN. Ensemble, ils gèrent les affaires régionales et sont maîtres de leur destin. Plusieurs conflits inter- et intra-étatiques délicats ont été réglés par des moyens pacifiques. Ceux qui subsistent sont traités par le dialogue et la négociation. L'interdépendance économique est devenue la norme.

Par ailleurs, l'Asie du Sud-Est est sur le point de devenir une véritable communauté. Nous estimons que c'est là le summum de la confiance stratégique, et sommes convaincus que cet exemple peut être reproduit partout. La culture de paix et de coexistence que nous essayons d'instaurer en Indonésie et dans la région de l'ASEAN est clairement l'antidote au poison que sont les préjugés fondamentalistes et l'intolérance profonde, tels que les pratique un groupe terroriste en Iraq et en Syrie qui se proclame à tort « État islamique ». L'idéologie de l'État islamique d'Iraq et du Levant ne trahit pas seulement les vrais enseignements de l'islam, qui est une religion de paix, elle cause également un tort et un chagrin profonds à l'Oumma islamique dans le monde entier.

J'ai eu l'immense privilège de pouvoir tisser des liens plus étroits entre l'Indonésie et tous les pays représentés au sein de cette auguste assemblée, les Nations Unies. Rétrospectivement, je dois admettre que l'Indonésie a encore de nombreux problèmes à régler. Certains de nos efforts sont déjà en bonne voie. Dans un monde qui est désespérément aux prises avec les changements climatiques, nous appliquons progressivement et courageusement un moratoire sur la déforestation – c'est là notre grande contribution à la réduction des émissions de carbone. Dans un monde marqué par l'incertitude économique, notre revenu national par habitant a augmenté de 400 % en à peine une décennie.

Dans un monde qui assiste à la montée de l'extrémisme, l'Indonésie continue de défendre fermement des valeurs telles que la liberté, la tolérance, la modération et le multiculturalisme, qui sont les fondements sur lesquels repose notre nation. Dans un monde qui reste en proie aux insurrections, nous sommes parvenus à régler définitivement, par des moyens politiques et pacifiques, le conflit qui durait depuis 30 ans dans la province d'Aceh. Dans un monde marqué par des transitions mouvementées au Moyen-Orient, nous avons montré à maintes reprises à notre peuple et au monde qu'en Indonésie, la démocratie, l'islam, la modernité et les droits de l'homme vont de pair.

Dans un monde qui porte souvent les stigmates du passé, l'Indonésie a ouvert un chapitre entièrement nouveau et pacifique dans ses relations avec le Timor-Leste, sur la base des principes d'égalité et de respect mutuel. Dans un monde où les différends territoriaux se transforment souvent en conflits ouverts, l'Indonésie continue de régler par des moyens pacifiques, un par un, les différends relatifs au chevauchement des frontières maritimes avec le Viet Nam, les Philippines, Singapour et d'autres pays.

Les expériences de l'Indonésie et de l'Asie du Sud-Est montrent que, en ce XXI^e siècle, nous sommes à l'aube d'une ère nouvelle placée sous le signe du mondialisme. Cette ère sera celle d'un monde qui accueille à bras ouverts le changement plutôt que de se laisser intimider par lui. Aujourd'hui, le monde a désespérément besoin d'un esprit pionnier : nous devons avoir l'audace de briser les frontières anciennes et d'en créer de nouvelles. Je suis convaincu que, forte d'un tel esprit, l'humanité peut relever le défi des changements climatiques, vaincre la pauvreté, éliminer l'injustice sociale, accélérer le redressement économique mondial et créer une culture de paix entre toutes les religions, notamment les religions d'Abraham. Avec un tel esprit, nous pouvons espérer rompre le cycle de la violence, de la haine, de la peur et de l'humiliation qui fait que tant de conflits de par le monde semblent inextricables depuis des décennies, voire des siècles.

Je le dis sans pour autant faire preuve d'utopisme ou d'un idéalisme aveugle dans ma compréhension des relations internationales. Mais, je suis convaincu que nous pouvons, à force d'engagement et de volonté politique, rendre possible l'impossible. Comme nous le disons en Indonésie : quand on veut, on peut. Nous devons repousser les frontières du nationalisme vers un

mondialisme nouveau, en vertu duquel nous pourrions élaborer des solutions aux problèmes nationaux, régionaux et mondiaux, simultanément. Nous devons créer un mondialisme nouveau en vertu duquel aucun pays ne sera laissé de côté et aucun pays ne dominera, les droits seront protégés et les responsabilités honorées. Dans ce monde nouveau, les guerres ne seront pas envisageables. Les guerres sont avant tout le fait de nations qui jouent un jeu à somme nulle, dans lequel les gagnants raflent la mise et les perdants n'ont que leurs yeux pour pleurer – le jeu du « nous contre eux », au terme duquel « nous » doit l'emporter sur « eux ». Les gagnants d'aujourd'hui sont les perdants de demain.

Je voudrais conclure en affirmant que le moment est venu pour nous tous d'œuvrer sérieusement à l'édification de ce nouveau monde de paix, de prospérité et de justice au sein duquel nous serons tous gagnants si nous créons et cultivons ce « nous » qui ne laisse personne de côté.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) :

Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Indonésie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Susilo Bambang Yudhoyono, Président de la République d'Indonésie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Cristina Fernández, Présidente de la République argentine

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) :

L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République argentine.

M^{me} Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) :

Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Fernández (*parle en espagnol*) :

Je m'adresse à l'Assemblée générale à un moment très spécial, non seulement pour le monde, mais aussi pour mon pays. Je voudrais commencer par une réflexion sur les paroles avec lesquelles le Secrétaire général Ban Ki-moon a ouvert cette soixante-neuvième session de l'Assemblée générale. Il a abordé un grand nombre de

problèmes, de tragédies et de malheurs qui troublent le monde d'aujourd'hui, et je crois, si je m'en souviens bien, qu'il a littéralement confirmé que ces bouleversements, comme il le dit, qui affligent le monde d'aujourd'hui mettent en danger le multilatéralisme.

Je crois sincèrement que la plupart des problèmes que la planète connaît aujourd'hui sur les plans économique et financier, en matière de terrorisme et de sécurité, de force et l'intégrité territoriale, de guerre et de paix, sont le résultat de l'exact opposé : l'absence d'un multilatéralisme efficace, concret et démocratique. C'est pourquoi, je voudrais commencer aujourd'hui en particulier par remercier et féliciter l'Assemblée générale d'avoir adopté la résolution 68/304 le 9 septembre, par laquelle elle a finalement décidé à une large majorité de 124 voix de se consacrer à la rédaction d'une convention multilatérale qui constituera un cadre réglementaire et juridique pour la restructuration des dettes souveraines de tous les pays, une tâche que nous avons besoin d'entreprendre.

Je viens à l'Assemblée générale depuis 2003, d'abord en tant que sénatrice, puis, à partir de 2007, en tant que Présidente. Nous n'avons cessé d'appeler à une réforme du Conseil de sécurité et du Fonds monétaire international. Notre point de départ était l'expérience que nous avons eue dans mon pays, la République argentine. Aujourd'hui, j'irais même jusqu'à dire dans ce contexte international que mon pays, la République argentine, est un cas emblématique dans trois domaines : économie et finance, terrorisme et sécurité, et force et intégrité territoriale.

Premièrement, en ce qui concerne la crise économique et financière, qui s'est propagée dans le reste du monde à partir de 2008, qui persiste toujours et commence maintenant à menacer les économies émergentes, nous avons connu au cours de la dernière décennie, une très grande croissance économique. La crise de 2008 a été vécue par mon pays en 2001, lorsque s'est produit le plus grand défaut de paiement de la dette souveraine de mémoire d'homme. À l'époque, la République argentine avait accumulé des dettes représentant 160 pour cent du produit intérieur brut, avec le consentement des organisations multilatérales, parce que, à ce niveau d'endettement, le problème n'est pas seulement celui du débiteur, mais aussi des créanciers.

Depuis le début de la dictature le 24 mars 1976 et pendant la période néolibérale, l'Argentine était un favori du Fonds monétaire international. Finalement, l'Argentine a accumulé une dette sans précédent qui a fait implorer

le pays, non seulement en termes économiques mais aussi en termes politiques. Nous avons eu cinq présidents en une seule semaine. À ce moment-là, personne n'a revendiqué la responsabilité de ce qui s'était passé en Argentine. L'Argentine devait résoudre ses problèmes tant bien que mal, et en 2003, quelques mois après son entrée en fonction, un président qui était arrivé au Gouvernement avec seulement 22 % des votes, est venu prendre la parole à l'Assemblée générale (voir A/58/PV.11) et a affirmé qu'il était nécessaire de créer un modèle de développement et de croissance pour le pays, afin que celui-ci puisse assumer sa dette. Il a affirmé, par une métaphore plutôt intéressante, que les morts ne paient pas leurs dettes et que les pays doivent vivre, se développer et croître pour être en mesure d'honorer leurs obligations.

Mais il a dit aussi que le niveau de la dette – 160 % du produit intérieur brut – n'était pas de la seule responsabilité de notre pays; que notre pays acceptait la responsabilité de politiques qui nous avaient été imposées; que tout en assumant notre responsabilité, nous demandions également aux organisations multilatérales comme le Fonds monétaire international et les créanciers eux-mêmes, qui avaient prêté de l'argent à des taux usuraires – à l'époque jusqu'à 14 % en dollars des États-Unis – et qui recevaient des paiements de la République argentine, d'assumer également leur part de responsabilité de cette dette.

Et cet homme a assumé le pouvoir avec 22 % des voix, il a assumé la responsabilité d'un taux de chômage de 25 %, de pauvreté de 54 % et d'extrême pauvreté de 27 %, d'une population sans éducation, sans système de santé et sans sécurité sociale. Avec le temps, nous avons mis en place un modèle de croissance et de développement et créé des millions d'emplois et intégré des millions de personnes dans le système de sécurité sociale, y compris les retraités. Et nous avons pu également investir 6 % du produit intérieur brut dans l'éducation, et bloquer des sommes très importantes pour des travaux d'infrastructures, des routes, des écoles, des centrales nucléaires, des centrales hydroélectriques, et des réseaux d'approvisionnement en eau, en gaz et en électricité qui couvrent aujourd'hui tout le pays, dans le cadre d'un processus d'inclusion sociale sans précédent qui a permis de réduire les taux de pauvreté et d'extrême pauvreté à un seul chiffre.

Aujourd'hui, le Fonds monétaire international lui-même reconnaît que la croissance économique de l'Argentine entre 2004 et 2011 a été la troisième au

monde en termes de qualité. Seules la Bulgarie et la Chine sont en avance sur nous. En Amérique latine, nous avons la plus grande qualité de croissance et le meilleur pouvoir d'achat pour nos ouvriers et employés et les dépôts d'épargne les plus élevés.

Nous avons pu réaliser tout cela tout en faisant face à la dette que d'autres avaient générée. Il convient de répéter que nos gouvernements ne sont pas ceux qui ont déclaré faillite, et n'étaient pas ceux qui avaient assumé la dette; nous étions tout simplement ceux qui en ont assumé la responsabilité, et remboursé de 2003 à aujourd'hui plus de 190 milliards de dollars – je le répète, plus de 190 milliards – en restructurant le paiement de la dette avec 92,4 % des créanciers au travers de deux échanges de créances, l'un réalisé par le Président Kirchner en 2005 et l'autre par moi-même en 2010.

Une chose est sûre, nous y sommes parvenus. Nous avons réussi à obtenir de 92,4 % des créanciers de l'Argentine qu'ils acceptent de régulariser sa situation. Depuis, nous avons commencé à les rembourser régulièrement, et pas seulement eux, puisque grâce à une entente de type « stand-by », nous avons aussi payé en totalité notre dette au Fonds monétaire international, qui n'avait cessé d'augmenter sous l'effet dit de « bicyclette financière ». Nous avons donc pu annuler la totalité de notre dette vis-à-vis du Fonds monétaire international. En outre, il y a quelques mois, nous avons mené à bien les négociations avec le Club de Paris au sujet d'une dette qui remonte à 1956. Pour que l'on se rende mieux compte, j'avais 3 ans lorsque cette dette a été contractée en 1956 et le Ministre argentin de l'économie, en charge des discussions sur la restructuration et de la renégociation de la dette avec le Club de Paris, n'était quant à lui même pas né. Néanmoins, nous sommes parvenus à un accord avec 19 Ministres des finances de l'Union européenne pour enfin restructurer cette dette, et avons déjà remboursé une première tranche de 642 millions de dollars.

Ce processus ne s'est pas arrêté là. Nous avons également pu régulariser la situation en ce qui concerne les procédures intentées devant le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements au sein de la Banque mondiale. Encore une fois, ces procédures n'étaient pas le résultat d'actes posés ou de mesures prises par notre gouvernement, mais le fruit des actions des gouvernements précédents qui avaient mené à l'ouverture de poursuites contre nous devant les tribunaux de la Banque mondiale. Nous avons là aussi trouvé une solution, et nous sommes également

parvenus à un accord avec Repsol, suite à notre décision de reprendre le contrôle de nos ressources énergétiques et de procéder à l'expropriation de 51 % des actions de cette compagnie pétrolière. Nous avons restructuré cette dette et nous avons conclu un accord.

En outre, tout cela, nous l'avons fait avec nos propres ressources, sans recours au marché des capitaux, car l'Argentine, depuis le défaut de paiement de 2001, n'a plus accès au marché des capitaux. Donc, nous avons réalisé un processus d'intégration sociale sans précédent. Pourquoi sans précédent? Je sais que dans mon pays certains diront qu'il y a eu des processus d'intégration similaires dans les années 50. Mais la différence, c'est que nous avons lancé ce processus d'intégration alors que nous nous trouvions dans une situation de faillite totale. Alors que nous étions dans une situation d'insolvabilité, nous avons réussi à surmonter le défaut de paiement, nous avons travaillé pour tous les Argentins, nous sommes parvenus à la croissance sociale et à lutter contre l'exclusion et nous avons réussi à nous désendetter. Qui plus est, notre ratio d'endettement est aujourd'hui parmi les plus faibles au monde.

L'autre grand précédent dont je voulais parler concerne l'apparition des fonds dits vautours, dont nous sommes témoins aujourd'hui. Le terme « fonds vautours » n'a pas été inventé par un dirigeant populiste d'Amérique du Sud ni par un dirigeant africain, même si les pays africains ont également été les grandes victimes de ces fonds vautours. C'est Gordon Brown, alors Premier Ministre du Royaume-Uni, qui a été l'un des premiers dirigeants mondiaux à utiliser ce terme ici-même devant l'Assemblée, en 2002. On peut certainement retrouver le compte-rendu contrôlé et vérifié de ce discours dans lequel il qualifie les fonds vautours de moralement répréhensibles, ajoutant qu'ils entravent les efforts déployés par tous les pays pour s'attaquer aux vrais problèmes en matière de pauvreté, de santé et d'éducation. Aujourd'hui, l'Argentine est harcelée par ces fonds vautours, avec la complicité du système judiciaire du pays dans lequel nous nous trouvons aujourd'hui.

Qui sont ces fonds vautours? Ils représentent 1 % de ceux qui n'ont pas participé au processus de restructuration que nous avons négocié en 2005. Ils ne pouvaient pas y participer parce qu'ils venaient d'acheter des obligations en 2008. Comme on le sait, ce sont des fonds qui se spécialisent – comme leur nom l'indique – dans l'acquisition de fonds ou de titres

de dette des pays qui sont en défaut de paiement ou qui risquent de se retrouver bientôt dans une telle situation. Mais au lieu de demander ensuite au pays concerné de payer, ils préfèrent porter plainte devant d'autres juridictions et obtiennent ainsi des profits exorbitants. Je ne devrais même pas parler de profits, parce que ce que ces 1 % ont obtenu, à la suite d'un procès devant une juridiction de New York, c'est un taux de 1 608 % en dollars en cinq ans. Y a-t-il une société, une entreprise, un investisseur qui puisse obtenir un taux de rendement en dollars de plus de 1 600 % en cinq ans à peine? C'est donc de là que vient le nom « fonds vautours ». Aujourd'hui, ils s'opposent à ce que nous remboursions la dette des 92,4 % qui ont fait confiance à l'Argentine.

Par conséquent, je me félicite que l'Assemblée ait pris le taureau par les cornes, et j'espère que d'ici à l'année prochaine – avant la session de 2015 de l'Assemblée générale – nous aurons défini, car c'est bien d'un exercice de multilatéralisme actif et constructif dont il s'agit, un cadre réglementaire pour la restructuration de la dette souveraine, afin d'éviter qu'un pays ne se retrouve dans la même situation que l'Argentine aujourd'hui, elle qui a la capacité de payer, qui a la volonté de payer et qui va payer sa dette malgré le harcèlement de ces fonds vautours.

De surcroît, ces fonds vautours nous harcèlent et menacent d'entreprendre des actions contre notre économie, propageant des rumeurs, des calomnies et des propos diffamatoires à caractère personnel, économique ou financier. Ils agissent en fait comme de véritables agents déstabilisateurs de l'économie. C'est quasiment une sorte de terrorisme économique et financier. Les terroristes ne sont pas uniquement ceux qui placent des bombes; il existe également des terroristes économiques qui déstabilisent l'économie d'un pays et causent la pauvreté, la faim et la misère au nom du péché de spéculation. Il faut le dire à haute voix. C'est pourquoi nous plaidons avec énergie pour que cet accord multilatéral intervienne rapidement, non pas dans l'intérêt de l'Argentine, mais dans celui du monde entier. Nous sommes de plus convaincus qu'un équilibre économique et financier qui permette de remédier aux inégalités économiques et sociales entre les pays et au sein de toutes les sociétés sera également un antidote puissant contre ceux qui recrutent des jeunes – parce qu'ils n'ont pas d'espoir ni d'avenir – pour mener de folles croisades, ce que nous déplorons tous par la suite. Nous ne pouvons pas nous contenter de regarder à la surface de ce phénomène. Nous devons également mener

une réflexion approfondie sur les causes qui permettent ainsi d'enrôler des individus.

J'ai dit aussi que mon pays a établi un troisième précédent, cette fois en matière de terrorisme et de sécurité. Mon pays est le seul pays du continent américain, en dehors des États-Unis, à avoir été la cible d'attentats terroristes, deux pour être précis : le premier en 1992, quand une bombe a explosé à l'ambassade d'Israël, et le deuxième en 1994, quand une bombe a explosé au siège de l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA). Cette année marque le vingtième anniversaire de l'attentat contre l'AMIA. Je n'ai pas peur de dire ici à l'Assemblée, et en présence des membres des familles des victimes – qui ont toujours été à nos côtés –, que c'est le Gouvernement dirigé par le Président Kirchner qui a tout mis en œuvre et déployé le plus d'efforts pour démasquer les véritables responsables, non seulement parce qu'il a ouvert l'ensemble des archives des services de renseignement de mon pays et créé une unité spéciale d'enquête au sein du ministère public, mais également parce que, lorsqu'en 2006 la justice de mon pays a accusé des citoyens iraniens d'être impliqués dans l'attentat contre le siège de l'AMIA, il a été le seul président à oser demander à la République islamique d'Iran de coopérer dans le cadre de cette enquête – ce que j'ai fait également à mon tour. Cette demande, nous l'avons formulée à intervalles réguliers depuis 2007 – en 2007, 2008, 2009, 2010 et 2011 – jusqu'à ce que la République islamique d'Iran accepte enfin, alors que jusque-là la question ne pouvait même pas être inscrite à l'ordre du jour. L'Iran a accepté de prendre part à une réunion bilatérale, qui a abouti par la suite à la signature, par nos deux pays, d'un mémorandum d'accord de coopération judiciaire afin que les citoyens iraniens mis en accusation – qui vivaient bien entendu à Téhéran, en République islamique d'Iran – puissent être entendus par le juge.

Que s'est-il passé à la signature de ce mémorandum d'accord? Ce fut comme si tous les démons, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, se déchaînaient. Les institutions juives, qui avaient été à nos côtés durant toutes ces années, se retournèrent contre nous. Pendant toutes ces années, elles nous avaient pourtant accompagnées ici pour appeler à la coopération. Mais quand il a été décidé de coopérer dans le cadre de cet instrument, elles nous ont accusés d'être complices de l'État iranien.

La même chose s'est produite ici, dans ce pays, lorsque les « fonds vautours » ont fait pression sur le Congrès américain disant que nous étions partenaires

de la République islamique d'Iran, mais à l'époque, on ne disait pas la République islamique mais plutôt – du moins certains – « l'État terroriste » d'Iran. Un groupe de pression a notamment affiché sur son site Internet une photo me montrant aux côtés du Président Ahmadinejad comme si nous étions partenaires.

Cette semaine, nous avons appris que, dans un hôtel emblématique de la ville de New York, le Waldorf Astoria, le Chef du Département d'État des États-Unis avait rencontré son homologue iranien. Nous ne critiquons pas cette rencontre. Au contraire, nous accueillons favorablement le dialogue et l'entente. Nous voudrions cependant demander à ceux qui accusaient l'Iran d'être des terroristes l'année dernière – je ne parle pas d'il y a un siècle mais de l'année dernière – ce qu'ils disent aujourd'hui. Que disent ceux qui, l'année dernière, qualifiaient de « combattants de la liberté » luttant contre le Gouvernement de Bashar al-Assad ceux qui font maintenant partie de l'État islamique d'Iraq et du Levant (EEIL)? Je crois que c'est là que réside l'autre problème auquel nous nous heurtons face la question de la sécurité et du terrorisme. Les grandes puissances modifient trop facilement les notions d'ami et d'ennemi, de terroriste et de non-terroriste. Le problème, c'est que nous devons définir une fois pour toutes ces notions. Nous ne pouvons pas utiliser la politique internationale ou la situation géopolitique pour asseoir des positions de force. Je le dis en tant que militante de la lutte contre le terrorisme international.

Pour illustrer mon propos, la justice de mon pays a par exemple été saisie d'une menace dont je fais l'objet et qui émanerait de l'EEIL, pour deux raisons : premièrement, parce que je suis proche de S. S. le pape François et, deuxièmement, parce que j'ai affirmé la nécessité de l'existence de deux États, Israël et la Palestine. Au passage, j'appelle de nouveau l'Assemblée générale à reconnaître enfin la Palestine en tant qu'État Membre à part entière de l'Organisation. Il nous faut commencer à trancher quelques nœuds gordiens; il n'y pas qu'un seul nœud gordien, il y en a plusieurs. Nous devons démêler ceux liés à la question du Moyen-Orient, à savoir la reconnaissance de l'État de Palestine, le droit d'Israël de vivre à l'intérieur de ses frontières mais aussi le droit de la Palestine de ne pas être la cible de l'emploi disproportionné et démesuré de la force, qui a entraîné la mort de centaines d'enfants et de femmes, ce que je condamne. Mais je condamne également ceux qui lancent des roquettes contre Israël.

Je crois qu'en ces temps où rôdent les vautours économiques et les faucons de la guerre, nous avons besoin de davantage de colombes de la paix pour construire un monde plus sûr. Nous avons besoin d'un plus grand respect du droit international. Nous avons besoin d'une égalité de traitement entre tous ceux qui sont représentés ici. N'ai-je pas entendu ce matin un chef d'État parler de l'emploi de la force pour porter atteinte à l'intégrité territoriale d'un pays ou ne pas la respecter?

Là encore, le cas de la République argentine constitue un précédent. En effet, cela fait plus de 100 ans qu'un différend concernant la souveraineté d'un territoire l'oppose au Royaume-Uni. Nous demandons à l'Assemblée d'exiger que le Royaume-Uni s'associe avec l'Argentine pour discuter de la question de la souveraineté sur les Îles Malvinas. Personne ne s'en préoccupe et personne n'a opposé son veto au Conseil de sécurité, car l'Argentine ne fait pas partie du Conseil de sécurité, ni des pays qui prennent les décisions dans le monde. Tant qu'il en sera ainsi; tant que le vote des cinq membres permanents du Conseil de sécurité vaudra plus que le vote de la Côte d'Ivoire, du Ghana, du Kenya, de l'Égypte, de l'Ouganda, de l'Argentine, de Bahreïn ou des Émirats arabes unis, rien ne sera réglé. Il n'y aura que des discours que nous ferons chaque année sans trouver aucune solution.

Nous devons lutter. L'Assemblée générale doit récupérer, reprendre, les pouvoirs qu'elle a délégués au Conseil. Le paradoxe aujourd'hui est que l'Assemblée doit demander l'autorisation au Conseil avant de prendre une décision ou pour savoir si tel pays peut devenir Membre de l'Organisation. C'est pourquoi il faut réaffirmer que l'Assemblée est un organe souverain de l'Organisation des Nations Unies, au sein duquel chaque pays pèse une voix, que c'est la véritable démocratie mondiale. Quand cette démocratie mondiale s'exercera totalement, je ne dis pas que tous les problèmes seront réglés mais je pense que des ébauches de solutions seront trouvées. Je ne suis ni pessimiste ni optimiste, je suis réaliste. Dans tous les cas, entre pessimisme et optimisme, je choisis toujours l'optimisme, mais avec réalisme, car l'optimisme sans réalisme est soit de la naïveté soit du cynisme, et je ne veux être ni naïve ni cynique face à l'Assemblée.

Je veux simplement donner ici le point de vue de mon pays, qui demande depuis longtemps la réforme du Conseil de sécurité et la réforme du Fonds monétaire international. Quand on y pense, en 2003, la réforme

du Fonds monétaire international semblait quasi vitale. Aujourd'hui, pratiquement plus personne ne réclame une réforme du Fonds monétaire international, parce qu'il n'a plus autant de poids dans les décisions qui sont prises. D'ailleurs le Fonds monétaire international et sa directrice générale, ainsi qu'une ancienne directrice générale, Anne Krüger, demandent eux aussi une réglementation en matière de restructuration de la dette souveraine. Parce que tant qu'on ne disposera pas d'un traité international approuvé par l'Assemblée et contenant des dispositions imposant des opérations de restructuration, il y aura toujours un juge Griesa dans le monde pour décider qu'un accord n'est pas applicable et imposer à un pays pauvre des taux usuriers pour le saigner à blanc. C'est ce qui se passe actuellement car, en fin de compte, il me semble que ce que l'on veut détruire c'est la restructuration de la dette souveraine pour laquelle le peuple argentin a tant travaillé.

Avant de venir ici, j'étais à Rome, où j'ai rencontré un compatriote qui occupe aujourd'hui une position très importante, qui est un leader non seulement religieux mais aussi moral, un exemple. Et je voudrais ici transmettre un message de paix, de construction de la paix. Si nous voulons vraiment combattre le terrorisme, alors travaillons pour la paix. On ne combat pas le terrorisme en faisant battre les tambours de la guerre, bien au contraire, car c'est ce qu'ils veulent précisément : une réaction symétrique pour que la roue recommence à tourner et qu'il y ait toujours un tribut en sang à prélever.

Voilà pourquoi je pense qu'il importe que nous réfléchissions de façon approfondie à ces questions. Par-dessus tout, je veux assurer l'Assemblée du fait que si l'Organisation des Nations Unies retrouve son rôle de chef de file et que si l'Assemblée recouvre son mandat face au non-respect, par de bien trop nombreux pays, du droit international – qu'ils appliquent aux autres mais pas à eux-mêmes –, alors nous aurons fortement contribué à la consolidation de la paix dans la lutte contre le terrorisme, dont personne ne sera absent, mais, plus fondamentalement encore, nous aurons contribué à l'objectif de laisser à nos enfants un monde bien meilleur que celui que nous avons aujourd'hui.

Pour terminer, je tiens à rappeler que l'année passée les problèmes étaient autres. L'année passée nous parlions d'autres problèmes et d'autres menaces à la sécurité. Aujourd'hui, les choses ont évolué. Les méchants d'hier ne semblent plus aujourd'hui aussi méchants. Ceux qu'hier il fallait envahir et rayer de la

carte semblent aujourd'hui collaborer afin que l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) disparaisse. D'abord, il y avait Al-Qaida, et je pose la question : Al-Qaida et les Taliban, d'où sont-ils apparus? Où ont-ils trouvé les armes? D'où leur sont venues les ressources? Mon pays ne produit pas d'armes. Quels sont ceux qui leur vendent des armes? Puis sont apparus ceux qui allaient faire surgir le Printemps arabe, qui n'était finalement pas tant un printemps qu'un automne, et qui tenait même de l'hiver, au cours duquel les combattants de la liberté ont soudain mérité d'être poursuivis et incarcérés. Et voici maintenant l'EIIL, ce nouveau rejeton du terrorisme qui égorge des gens face aux caméras de télévision dans de véritables mises en scènes, au point que l'on en vient à se demander : où sont les tenants et les aboutissants. Car, que l'on me pardonne, mais j'en suis arrivée à me méfier absolument de tout depuis que j'ai vu toutes les choses qui sont arrivées et que j'ai vu que toutes les choses qui passent à la télévision, dans ces séries qui nous divertissent et nous distraient tant ne sont que de modestes fictions par rapport à la réalité que nous devons vivre aujourd'hui dans le monde.

C'est la raison pour laquelle il est bon que nous nous demandions comment il se fait que cela va crescendo et comment il se fait qu'à chaque fois les problèmes sont plus nombreux et plus graves – jusqu'à faire dire au Pape que nous vivons pratiquement une troisième guerre mondiale; certes, une troisième guerre mondiale qui n'est plus comme les guerres classiques que nous avons connues au XX^e siècle, mais qui est un ensemble de guerres focalisées dont les seules victimes, réellement, finissent par être les populations civiles. Voilà pourquoi dans quelques instants, au Conseil de sécurité dont nous faisons temporairement partie, nous voulons soulever certaines de ces questions. Nous n'avons pas de certitudes, nous ne détenons pas la vérité absolue, mais nous avons beaucoup de questions, que nous voulons adresser à ceux qui détiennent beaucoup plus d'informations et beaucoup plus de données que nous, qui ont des réseaux d'information autrement plus développés que ceux de mon pays. Au cas où, malgré toutes ces informations et toutes ces données, on en saurait beaucoup, sans, guère comprendre, pourtant, ce qui ce passe. Parce qu'il faut comprendre ce qui se passe pour pouvoir envisager une résolution définitive.

Une fois de plus, je sais profondément gré de leur volonté politique aux 124 pays qui se sont portés coauteurs de la résolution 68/304. Comme nous le savons tous, il y a bien eu, également, des pressions pour que nous n'atteignions pas ce nombre ou pour qu'il

n'y ait pas de vote, mais je crois que le multilatéralisme pratique, efficace et démocratique que l'on a vu à l'oeuvre dans cette résolution montre que tout n'est pas perdu. Au contraire, il incombe à chacun de nous, à chacun de nos pays d'aborder la solution réelle, efficace, aux problèmes que rencontre le monde aujourd'hui.

La Présidente par intérim (*parle en espagnol*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République argentine de l'allocution qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Cristina Fernández, Présidente de la République argentine, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Le Président assume de nouveau la présidence.

Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République turque.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Erdoğan (*parle en turc; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je salue respectueusement l'Assemblée et je fais le voeu que sa soixante-neuvième session produira des résultats favorables à tous les pays, à tous les peuples et à l'ensemble de l'humanité. Je voudrais, Monsieur le Président, vous féliciter de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-neuvième session, et remercier M. John William Ashe du travail qu'il a accompli durant son propre mandat de président de l'Assemblée à sa soixante-huitième session.

La soixante-neuvième session de l'Assemblée générale coïncide avec le centième anniversaire de la Première Guerre mondiale, qui a éclaté en 1914. Nous sommes attristés de voir que les territoires qui ont souffert de la Première Guerre mondiale ne connaissent toujours pas la stabilité, la paix et la prospérité, même après qu'un siècle se soit écoulé. Une vaste région, s'étendant de l'Iraq à la Syrie, de la Palestine au Yémen,

de la Libye à l'Afghanistan et jusqu'à l'Ukraine, vit des scènes qui laissent de profondes cicatrices sur la conscience humaine.

Les gens meurent encore de faim et de maladies transmissibles au XXI^e siècle. Les enfants et les femmes sont assassinés de façon horrible en temps de guerre. Les pays pauvres sont en proie à la faim, à la malnutrition, aux maladies transmissibles et à l'analphabétisme alors que les pays riches de la planète jouissent de la prospérité. Les changements climatiques représentent une menace majeure pour l'avenir de notre planète et de nos enfants. Cette situation, qui ternit la dignité humaine, concerne directement l'humanité dans son ensemble et donc l'Organisation des Nations Unies.

Je voudrais une fois de plus, à cette soixante-neuvième session, souligner que nul n'est innocent dans un monde où des enfants sont tués, que nul n'est en sécurité, et que nul ne peut jouir de la paix et de la prospérité. Au cours de la seule année passée, 6,3 millions d'enfants de moins de 5 ans ont perdu la vie dans le monde. Du fait de la guerre en Syrie, jusqu'à présent, 17 000 enfants sont morts, 375 000 ont été blessés et 19 000 ont été mutilés d'au moins un membre. Cette année, 490 enfants ont été tués et 3 000 blessés sous le feu direct des armes éminemment modernes et meurtrières qui sont utilisés contre la bande de Gaza en Palestine. Alors qu'ils jouaient sur une plage, couraient dans un parc, s'étaient réfugiés dans une mosquée ou un école ou cherchaient du réconfort sur les genoux de leur mère, ils ont été tués sans merci devant des caméras et sous les yeux de la planète entière. Nous constatons aussi que les gens qui tentent d'appeler l'attention du monde sur les femmes, les enfants et les handicapés qui meurent en Palestine se voient coller diverses étiquettes. De même, ceux qui s'élèvent contre les meurtres perpétrés en Iraq et en Syrie et contre l'assassinat de la démocratie en Égypte font l'objet de certaines accusations injustes et infondées et sont presque immédiatement taxés de soutien au terrorisme.

La conscience mondiale n'ignore pas que ceux-là mêmes qui critiquent durement certains pays pour des restrictions à la liberté de la presse gardent le silence au sujet des 16 journalistes tués en Palestine et de la pression qui y est exercée sur les médias. Je vais être très clair. Ceux qui assistent sans réagir à l'assassinat d'enfants, au meurtre vicieux de femmes et au renversement par les armes et les chars de gouvernements portés au pouvoir par le peuple participent ouvertement à ces crimes contre l'humanité.

Plus important encore, la politique du poids deux mesures qui caractérise le monde moderne entraîne une méfiance profonde et grave entre de nombreux peuples. Ce sentiment de méfiance dessert l'ONU – où nous nous trouvons aujourd'hui – et les autres organisations internationales, compromet la foi en la justice et plonge des millions de personnes dans le désespoir. Il joue un rôle essentiel dans l'essor actuel du terrorisme international. Le traitement défavorable réservé aux opprimés et le meurtre d'enfants contribuent à fomenter le terrorisme dans le monde. Les personnes qui perdent espoir en l'ONU et dans les autres organisations internationales sont désespérées et sans recours face à l'emprise des terroristes.

Les problèmes qui agitent l'Iraq ont semé le chaos parmi la population du pays. Plus récemment, les difficultés se sont étendues au-delà des frontières nationales. L'Iraq, malheureusement, est à présent devenu un sanctuaire pour les organisations terroristes. La crise qu'il traverse a des répercussions directes sur les pays de la région, en particulier la Turquie. Nous espérons que le nouveau gouvernement dont il s'est doté lui permettra de prendre un nouveau départ. La Turquie entend soutenir le peuple iraquien dans sa quête de paix et de stabilité. De façon similaire, la crise syrienne déborde des frontières du pays. La question qui reste à régler depuis un demi-siècle – le statut de la Palestine – est déjà la cause profonde de nombreux problèmes dans la région.

Il est politiquement, humainement et moralement nécessaire de mettre en œuvre une solution à deux États, de lever le blocus contre Gaza et d'établir un État de Palestine indépendant et viable vivant côte à côte avec Israël. Beaucoup, à cette tribune, ont parlé d'une solution à deux États. Néanmoins, parler ne suffit pas. Il est grand temps d'agir. Il n'est plus temps de simplement débattre de la question – nous devons dépasser ce stade. Des milliers de personnes meurent tandis que nous parlons au lieu d'agir. J'y vois à présent une indication regrettable du sens des responsabilités limité dont nous faisons preuve ici à l'ONU. Nous devons donc aller de l'avant. Nous devons nous attaquer sans plus tarder à ces problèmes sous les auspices de l'Organisation pour empêcher que d'autres innocents meurent et parvenir à une solution.

Je tiens aussi à dire que le monde ne se limite pas aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité. Qu'ils aient rendu l'ONU inefficace, en dépit de la situation planétaire, la conscience mondiale ne doit pas

l'accepter. Autrement, les décisions prises à l'ONU ne dépendront que d'un seul pays, car si un seul pays n'est pas d'accord, une décision ne sera pas prise ou appliquée. L'ONU n'a pas été en mesure de trouver une solution quand plus de 2 000 innocents ont été tués en seulement deux mois en Palestine. En Syrie, elle n'a pas su trouver de solution efficace alors que plus de 200 000 personnes ont été tuées et plus de 9 millions déplacées au cours des quatre dernières années.

Je trouve étrange la manière dont nous focalisons sur certaines questions. Si 2 000 personnes sont tuées par des armes chimiques, alors nous focalisons sur les armes chimiques, et nous considérons que le meurtre de 2 000 personnes par des armes chimiques est un crime. Mais qu'en est-il du meurtre de 200 000 personnes par des armes classiques – n'est-ce donc pas un crime? Je n'arrive pas à comprendre une telle approche, ou une telle mentalité. Qu'il soit clair que le recours à tout type d'arme qui entraîne la mort de personnes est un crime, que les armes utilisées soient chimiques ou classiques.

Le Président élu en Égypte a été renversé par un coup d'État. Des millions de personnes qui voulaient défendre leur choix électoral ont été tuées. Pourtant, l'ONU et les pays démocratiques n'ont rien fait, ils ont laissé ces événements se dérouler et l'auteur du coup d'État a été reconnu comme dirigeant légitime. Si l'on veut parler de démocratie de façon convaincante, il faut respecter le choix des électeurs. Si en revanche on veut défendre les personnes qui arrivent au pouvoir à la faveur d'un coup d'État, alors je m'interroge sur le sens de l'existence même de l'ONU.

L'ONU est par ailleurs incapable d'adopter une position décisive face à des événements incontrôlés tels que le terrorisme et les migrations en Iraq. Ce silence, ce désespoir et cette absence de réaction ne peuvent plus durer. Nous avons besoin de mécanismes décisionnels plus efficaces et plus rapides si nous voulons être en mesure de régler les problèmes mondiaux et régionaux. En outre, les Nations Unies doivent faire preuve de plus de courage lorsqu'elles défendent les causes qu'elles savent légitimes.

Je voudrais mettre un autre problème en exergue. Nous n'approuvons aucun type de terrorisme prétendument perpétré au nom de la religion, et nous estimons que les actes de ce type traduisent un immense mépris pour toutes les religions. Nous nous élevons fermement contre l'amalgame fait entre islam, mot qui signifie « paix », et terrorisme. Il est extrêmement insultant de voir évoquer ensemble l'islam et la terreur.

Inversement, tous ceux qui attribuent à leurs actions inhumaines le qualificatif d'islamiques offensent la religion de l'islam, ainsi que toutes les autres religions, et l'humanité en général.

La Turquie consent d'énormes efforts pour instaurer la paix et la prospérité dans la région. Nous ne nous immisçons dans les affaires intérieures d'aucun pays; nous respectons et appuyons l'intégrité territoriale de tous les pays de la région. Concernant la question de la Palestine et d'Israël, nous nous efforçons de parvenir à la solution des deux États, sur la base de la paix et du respect mutuel. Notre sensibilité à cette question procède du principe que le droit à la vie de tout être humain est sacré.

Nous abordons les problèmes de notre région dans une perspective exclusivement humanitaire et morale, sans avoir cure des races, des religions, des confessions ou des intérêts en jeu. Notre pays accueille 1,5 million de personnes ayant dû quitter la Syrie, en puisant, essentiellement, dans ses propres ressources. Je le répète : 1,5 million de réfugiés se trouvent dans mon pays. En tant que pays d'accueil, nous leur fournissons nourriture, médicaments et éducation. Quant à l'appui du reste du monde, il n'y en a hélas pas eu beaucoup. À ce jour, nous avons consacré plus de 3,5 milliards de dollars aux réfugiés syriens dans notre pays. Sur quelque 4 millions de Syriens réfugiés de par le monde, 1,5 million se trouvent en Turquie, tandis que le reste se répartit entre la Jordanie, le Liban, l'Iraq, l'Égypte et d'autres pays. À l'inverse, je voudrais demander ce que font les forts et riches pays d'Europe. Jusqu'à présent, ils n'ont hébergé que 130 000 réfugiés syriens – 130 000 pour toute l'Europe, quand ils sont, rien qu'en Turquie, 1,5 million, et plus de 2,5 millions dans les autres pays que je viens de mentionner.

La crise en Syrie est devenue un problème d'ampleur régionale et mondiale, à tel point qu'il est impossible d'y rester indifférent, que ce soit pour des raisons politiques ou humanitaires. De surcroît, nous avons traité 102 blessés provenant de Gaza dans nos hôpitaux. La Turquie a également accueilli 30 000 Yézidis ayant fui l'Iraq et, juste avant que je ne vienne à New York, nous avons ouvert nos frontières aux Kurdes qui fuient la Syrie. C'est la Turquie qui leur a accordé une aide humanitaire. Rien que ces cinq derniers jours, ce sont plus de 150 000 réfugiés syriens qui sont entrés dans notre pays.

Il y a 500 ans, nous avons ouvert nos portes aux Juifs qui avaient été expulsés d'Europe. Nous avons

toujours protégé les droits des chrétiens d'Europe, et aujourd'hui, nous ouvrons encore nos bras à ceux qui en ont besoin, quelle que soit leur religion, leur race ou leur confession. Je suis fier de pouvoir dire que la Turquie affecte 2,1 % de son produit intérieur brut à l'aide humanitaire et qu'elle est, à ce titre, devenue l'un des pays les plus généreux au monde. De plus, grâce à l'expérience que nous avons accumulée au fil de l'histoire, nous avons toujours préservé notre objectivité face au terrorisme, aux conflits sectaires et aux autres crises, et nous avons toujours axé notre démarche sur la défense et la protection des droits des peuples.

Je voudrais souligner ici que la Turquie n'est pas un pays qui appuie ou approuve le terrorisme. Nous combattons le terrorisme, parce que nous en avons souffert pendant 30 ans, et que nous en souffrons toujours. La Turquie est également fermement opposée à toute forme d'antisémitisme, d'islamophobie et de racisme. J'ai moi-même déclaré que l'antisémitisme était un crime contre l'humanité et je suis peut-être l'un des rares hommes politiques à l'avoir si clairement exprimé face au monde. De la même manière, le monde entier devrait accepter que l'islamophobie est, elle aussi, un crime contre l'humanité.

La Turquie aimerait voir se régler le problème de Chypre. Nous aimerions voir la fin de l'occupation des territoires en Azerbaïdjan. Nous avons toujours déclaré notre ferme appui à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Nous sommes prêts à appuyer la paix régionale et mondiale à tout prix, et nous continuerons d'être un ami sans égal pour nos amis. Nous ferons toujours preuve

de fermeté face aux terroristes, aux oppresseurs et aux meurtriers, en particulier les meurtriers d'enfants. Nous lutterons pour la démocratie et la prospérité de tout notre cœur et de toute notre âme. Nous sommes toujours prêts à unir nos forces avec d'autres pays dans le cadre de ces idéaux et de cette voie commune, et c'est, naturellement, le type de coopération que l'humanité recherche actuellement.

Dans ce contexte, je voudrais également dire que nous espérons que l'Assemblée générale appuiera la Turquie dans sa candidature à un siège non permanent au Conseil de sécurité, et nous remercions les pays qui nous soutiennent. J'espère d'ailleurs que la soixante-neuvième session de l'Assemblée se mettra à pied d'oeuvre pour effacer les larmes, le sang, la pauvreté et l'injustice qui souillent la face du monde. Je souhaite plein succès à l'Assemblée et à son Président, M. Kutesa, et je tiens à présenter les salutations les plus sincères de mon pays à toutes les nations représentées ici.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République turque de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 15 h 35.